1525

2303

République du Sénégal
Ministère de l'Economie des Finances et du Plan
Direction de la Prévision et de la Statistique
Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
PNUD /DPS

Enquête Perception de la Pauvreté au Sénégal

Rapport Régional

LOUGA

Consultants régionaux
Fatoumata HANE
El hadj Djily M. LO

JUILLET 2001

Résumé

L'importance actuellement accordée au thème de la pauvreté est à rechercher dans le caractère de plus en plus public de ses manifestations. Ce faisant, il a révélé les limites des méthodes quantitatives qui se contentaient plus de fournir des évaluations chiffrées. L'analyse qualitative des manifestations de la pauvreté a permis, à partir des points de rupture, des stratégies élaborées par les acteurs, de la sémiologie qui fonde la construction des perceptions, d'étudier les mécanismes et processus de paupérisation. L'idée forte qui se dégage de notre étude c'est que la perception de la pauvreté résulte d'une construction mentale et sociale bâtie sur le vécu quotidien des acteurs. Quant aux conditions de vie des ménages nous avons noté une tendance à la paupérisation qui est perceptible à travers un certain nombre de points :

L'habitat : il se caractérise par sa précarité. D'ailleurs la plupart des enquêtés ont fait référence à leur habitat pour illustrer la faiblesse de leur niveau de vie en même temps qu'ils s'en servaient comme élément de différenciation et de classification des différentes catégories socio-économiques. De toute évidence, même s'il apparaît que ce problème se manifeste aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, il n'en demeure pas moins qu'il y revêt des aspects différents. En milieu urbain, le premier problème auquel les ménages doivent faire face est l'accès au logement. En effet, l'urbanisation a eu comme conséquence la réduction des espaces habitables avec son corollaire, le renchérissement du coût des terrains. Ainsi, dans les trois villes que nous avons eu à visiter, il nous a été donné de constater l'apparition de l'habitat spontané dans des quartiers se situant généralement à la périphérie et communément appelés « fak dëk ». Ces quartiers sont la plupart du temps occupés par des ménages jeunes et pauvres qui n'ont pas les moyens de payer le loyer et à plus forte raison d'acheter un terrain ; ils se sentaient à l'étroit dans leurs maisons familiales où ils étaient soumis à certaines pressions sociales.

En milieu rural, le problème de l'habitat se pose plus en terme de précarité du logement, d'insécurité, de promiscuité, d'inconfort que de difficulté d'accès au terrain.

L'alimentation : elle absorbe une part de plus en plus importante du revenu des ménages alors qu'inversement on note aussi bien l'appauvrissement de la qualité que la réduction du nombre du repas. Pour faire face à la précarité dans le domaine alimentaire, les populations développent un certain nombre de stratégies qui vont de l'institutionnalisation du « gobar jaasi » à la diminution du nombre de repas en passant par le système de l'emprunt surtout basé sur les boutiques « weru waay ».

L'accès aux services sociaux de base : ce qu'on peut remarquer de prime abord, c'est l'inégalité dans l'accès aux infrastructures sociales de base. Cette difficulté résulte de deux facteurs qui s'agrègent parfois pour accentuer le phénomène : il s'agit d'une part de l'insuffisance des moyens et d'autre part de la non disponibilité des infrastructures chargées de fournir ces services.

La santé : en plus de l'insuffisance des infrastructures, les populations déplorent surtout la cherté des médicaments et l'utilisation des réseaux sociaux pour intégrer le personnel soignant, ce qui n'est pas sans conséquence sur la perception qu'ils se font de la qualité des services fournis. Pour pallier à ces dysfonctionnements les populations ont mis en place un certain nombre d'ajustements. Ainsi elles ont recours à la fragmentation des ordonnances, à la pharmacopée, au marché parallèle de distribution et cas extrême à la résignation.

L'accès à l'eau : Le problème de l'accès à l'eau affecte surtout les zones rurales et constitue de l'avis même des populations un des principaux déterminants de l'état de dénuement dans lequel elles se trouvent. Outre le fait qu'il freine toutes les activités économiques, il contraint beaucoup de jeunes à rester au niveau de leur village pour accomplir les corvées d'eau en même temps qu'il a un effet déstructurant sur l'organisation sociale en poussant certaines populations à l'exode. La corvée d'eau qui se fait quotidiennement peut nécessiter 8 heures mais les populations ont trouvé une solution pour espacer ces corvées en conservant l'eau dans des chambres à air dont le prix varie entre 20.000 et 80.000Frcs pour les plus grands.

Accès à l'éducation : scolarisation, daara et alphabétisation : s'il y a un point sur lequel la quasi majorité des enquêtés se sont accordés, c'est l'importance que peut revêtir l'acquisition de savoirs dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans le domaine de l'éducation, les problèmes soulevés ont trait à la non disponibilité des infrastructures scolaires, à leur vétusté, à leur éloignement, à la cherté des fournitures, aux effectifs pléthoriques, au manque de personnel enseignant, à la transhumance de certaines populations et au manque de motivation.

L'autre problème que connaît l'éducation est d'ordre culturel et est lié à la transhumance pratiquée surtout par l'ethnie Peulh et qui révèle une certaine incompatibilité entre leur mode de vie et le calendrier scolaire tel qu'il est organisé et qui selon leur entendement exclut leurs enfants du système.

Cette description des conditions de vie permet d'établir une typologie des ménages selon leurs catégories socio-économiques et la sémiologie populaire. En effet, partant de l'analyse de la perception de la pauvreté en rapport avec la sémiologie populaire, trois catégories socio-économiques ont pu être distinguées. Des ménages très pauvres (ndole, miskiin, basane, walakana,) : ils se caractérisent par un état de dénuement très avancé, ils font recours à des tiers pour assurer leurs besoins. Comme le souligne S.D : « mooy ñi nga xamne buñu aña, reer ; buñu xëyul suba, xëyuñu ganaaw suba, duñu añ duñu reer » .

Des ménages pauvres (new ji doole, badoolo) : disposant d'une seule source de revenus assez précaire qui ne permet pas de couvrir entièrement les besoins en alimentation. De ce fait, le « taxale » est utilisé comme stratégie permettant de combler en partie le déficit.

Les ménages moyennement aisés (dig doomu, ñi am suturë) : les populations classent dans cette catégorie, les ménages disposant de sources de revenus fixes relativement substantielles provenant de l'émigration, du commerce. Dans l'entendement des populations seules ces activités procurent assez de revenus permettant à ceux qui les exercent d'entretenir leur famille sans connaître les difficultés qu'éprouvent les deux autres catégories précédemment citées.

Cette précarité des ménages trouvent leur origine dans des événements survenus dans leur vécu ou dans leur environnement. Ils symbolisent, du point de vue des acteurs, des points de rupture qui ont fait basculé leur vie. L'analyse de ces points de rupture évoqués par les populations permet de les classer en deux catégories :

Ceux d'ordre collectifs(exemple de la sécheresse) qui concernent généralement une ou plusieurs zones géographiques et qui a certes des répercussions sur les individus et les ménages.

Ceux d'ordre individuels(perte d'emploi, décès du soutien de famille) qui affectent directement les ménages.

Ces points de rupture agissent sur le niveau de vie de ces ménages en les installant dans la précarité ou en accentuant leur vulnérabilité. Ils fondent généralement les perceptions de la pauvreté selon les catégories socio-économiques. Dans ce cadre, elles revêtent des caractéristiques différentes selon la catégorie socio-économique considérée et la sémiologie permettant d'établir la typologie des ménages présentes dans la zone d'étude. F.D les décline sur trois axes : ñi yala sutural seen doom di tuki ; ñiy fortatu di dunde (ci dig bi) ; ki muj, moy jële ci nit ñi (xelam nekul ci ku njëk kë tey xool ki ci dig bi) ay jumptukaayam matul. La première est constituée par les ménages qui comptent un émigré, la deuxième , par ceux qui travaillent même si leur emploi est précaire ; la dernière catégorie est constituée par ceux qui font systématiquement recours à des tiers pour assurer ses besoins.

Cependant au niveau de la perception de la pauvreté, il est à noter que les populations évoquent souvent le rapport aux matérialités pour établir le classement de ces différentes catégories. Ce rapport aux matérialités varie en fonction du milieu –rural, urbain- et de l'activité exercée. Toujours à partir des perceptions, il se dégage des formes et mécanismes de vulnérabilité, d'insécurité, de risques, d'exclusion, de marginalisation qui fragilisent davantage les ménages. De l'avis des populations, l'analphabétisme et le faible niveau d'instruction constituent la première forme de vulnérabilité dans la mesure où ils impliquent une méconnaissance du rôle et des règles de fonctionnement des institutions dont elles ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Cette situation est à l'origine de la forte déconnexion institutionnelle que nous avons eu à noter et qui selon nos enquêtés réside dans le fait que « loo xamul dooko ñeme » (On aime que ce que l'on connaît) .

L'expression de ces formes et mécanismes de vulnérabilité qui affectent le vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels est appréciable à plusieurs niveaux :

Les longues marches et le « cocharrettage » sont surtout notés dans l'évacuation de malades et la corvée d'eau. Le déficit en moyens de transport et l'enclavement obligent les populations à parcourir de longues distances pour vaquer à leurs occupations.

Le recours aux réseaux sociaux de parenté ou de voisinage : les notions de « lijenti » et de « taxale » sont surtout rendues opérationnelles par leur activation.

Les migrations : elles sont soit internes ou externes et dépendent, de l'avis des enquêtés, du pouvoir économique et du réseau relationnel dont dispose l'individu ou sa famille. En effet, confrontés au sous-emploi et aux pressions sociales, les jeunes optent de plus en plus pour la migration comme le moyen le plus adéquat pour améliorer leur situation socio-économique et celle de leur famille.

L'approvisionnement au détail et au quotidien des produits de consommation, surtout pour les ménages considérés comme très pauvres et pauvres, est lié à leur nécessité de faire recours au « lijenti » et autre forme de « taxale » pour assurer la dépense quotidienne compte tenu de leur faible pouvoir d'achat. Il arrive même qu'il se fasse sous forme d'emprunt auprès des voisins et des boutiquiers.

La transhumance concerne exclusivement les pasteurs. Ces derniers font remarquer qu'elle couvre des périodes de plus en plus longues du fait du manque de pâturages qui est une conséquence de la raréfaction des pluies mais aussi de l'augmentation des surfaces cultivées.

Les tontines (généralement à mise très faible) et l'adhésion aux structures intervenant dans le micro-crédit permettent aux femmes d'exercer des activités génératrices de revenus telles que le petit commerce, l'embouche, le maraîchage sur de petites surfaces. Les bénéfices tirés de ces activités sont réinvestis dans l'économie domestique et comme le reconnaissent les hommes, elles s'impliquent de plus en plus dans la gestion des ménages. Ces bénéfices sont aussi utilisés dans l'achat de bijoux -ce qui constitue avec l'achat du bétail la forme de capitalisation la plus répandue chez les femmes-, d'habits mais aussi dans les formes de sociabilités qui se développent entre elles.

Pour pouvoir faire face à la crise, les ménages ajustent leurs comportements en fonction des opportunités de captation financière. Parmi les ajustements que les populations effectuent, outre les stratégies décrites concernant les tendances du vécu au quotidien, la mobilité occupe une place centrale . En effet, l'idée que les populations se déplacent plus en période de crise est fortement ancrée dans les croyances des populations que nous avons eu à rencontrer .Elles soutiennent que devant le manque de perspectives, il ne leur reste plus qu'à se déplacer vers un ailleurs plus prometteur. Et ceci d'autant plus que l'émigration apparaît comme

le nouveau modèle de réussite sociale et à ce titre les familles n'hésitent pas à se priver (vente d'un bien) pour envoyer un de leurs membres à l'étranger.

On peut également noter une autre forme de mobilité qui elle, est sociale et qui intègre plutôt la carrière professionnelle des acteurs individuels. A ce niveau, on note l'importance de la mobilité intragénérationnelle qui est une conséquence de la dépréciation de certaines activités mais aussi du taux élevé du sous-emploi qui fait que beaucoup d'acteurs se livrent au « taxale » et à la débrouillardise et exercent ces activités en fonction des opportunités qu'elles présentent.

Il faudrait aussi souligner que la crise a eu un effet corrosif sur l'immobilité intergénérationnelle. Même les métiers qui s'acquerraient par l'hérédité de castes et l'appartenance ethnique sont investis par des acteurs uniquement guidés par la recherche du gain.

Les échanges et formes de sociabilités : selon les populations, ils jouent un rôle d'atténuation des effets de la crise. Ils débutent au sein de la famille avant de s'étendre dans la communauté constituée généralement par le réseau de voisinage. La première forme, qu'on peut qualifier d'échanges internes, s'exprime d'abord au niveau du ménage -et se manifeste par la co-gestion des revenus par l'intermédiaire du « taxale »- pour ensuite s'élargir au niveau du réseau de parenté et dans ce cas elle apparaît à travers le système du « confiage » d'enfants, du don contre don mais aussi de la prise en charge de la famille d'un membre décédé. La deuxième forme concerne les échanges externes et relève des associations communautaires à l'image des tontines à mises très faibles, des dahiras dans les quartiers ou les villages-où ils revêtent la forme de travaux collectifs-. Les interactions qui se développent au sein de ces associations créent des liens forts entre les membres ; ceux-ci s'expriment à l'occasion des moments particuliers de la vie sociale (mariage, baptême, décès).

Les stratégies de camouflage : qui se manifestent généralement au niveau du lieu d'habitation. Ainsi l'investissement des quartiers périphériques dans les villes constitue la meilleure alternative pour échapper à la pesanteur sociale. Selon les populations, l'éloignement et la marginalisation qu'il induit, permettent de se soustraire au regard inquisiteur des autres .

Les inscriptions dans les espaces publics : selon les populations, le sous emploi élevé en milieu urbain et l'oisiveté en milieu rural sont à la base de la fréquentation de certains endroits tels que les grandes places ou les « penc » ; les boutiques. Ils sont les lieux privilégiés de regroupements de personnes qui partagent la même condition sociale même si jusqu'à une date récente des lieux comme les grands places étaient la propriété exclusive des hommes d'âge mûr qui y devisaient à longueur de journées en jouant aux cartes ou au damier . La fréquentation de ces espaces constitue également un moyen d'échapper à la pression dans les ménages. Cependant ceux-ci sont de plus en plus investis par les jeunes pour les séances de thé prolongées. Au delà de ces ajustements à la crise il faut dire que les acteurs développent des stratégies socio-économiques leur permettant de mobiliser des ressources. En effet, face à la perte de capacités

des hommes et la nécessité de gérer l'économie domestique, il y a un bouleversement des logiques sociales qui faisaient que les femmes n'étaient pas impliquées dans le processus de mobilisation des ressources du ménage. Dépourvues de soutien et pour la plupart de qualification, elles investissent la vie économique avec comme seul souci, le désir de subvenir aux besoins des ménages et pour ce faire, elles ne rechignent à faire aucun travail même ceux qui jusqu'à une époque récente étaient exclusivement réservés aux hommes ou jugés dégradants.

A côté de ces stratégies élaborées par les femmes, on peut noter celles développées par les jeunes et qui résultent de l'émergence d'un nouveau modèle de réussite sociale – à ce niveau, on pourrait même parler de la naissance d'une élite tant il est vrai que l'élite est composée de tous ceux qui manifestent des qualités exceptionnelles ou qui font preuve d'aptitudes éminentes dans leur domaine ou dans quelque activité – qu'incarne le « Modou Modou ».

L'analyse de la sémiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être montre que celle-ci se construit en rapport, soit avec la perte de capacités, soit en référence à une explication métaphysique.

Pour ce qui est de la perte de capacités, elle est l'élément différenciateur permettant d'établir une typologie entre les différentes catégories socio-économiques. En l'évoquant, les populations mettent en avant l'impossibilité d'accéder à un certain nombre de biens dont elles sont généralement privées. Dans cette perspective, elle introduit un rapport marqué aux matérialités. Dès lors, ce manque symbolise à leurs yeux une insuffisance de ce que l'on pourrait appeler la vie de production. Et la classification des ménages découle de la place occupée dans cette échelle de la production.

L'étude de la perception de la pauvreté a permis d'analyser le rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté. Cette analyse révèle une déconnexion institutionnelle intervenant à des degrés divers selon le type d'institution considérée.

L'intervention des ONG est sélective. Elle s'adresse beaucoup plus aux femmes qu'aux autres catégories sociales. De plus, elles interviennent surtout dans les zones faciles d'accès et ne couvrent pas toutes les localités, ce qui crée des sentiments d'exclusion et de marginalisation chez les populations qui n'ont pas la chance de bénéficier de l'apport de ces institutions. Les femmes de la communauté rurale de Léona affirment : « nous bénéficions certes de l'appui d'une ONG, mais celle-ci travaille seulement avec 25 villages sur les 103 que compte la communauté rurale, alors que justement sur ces 103 villages, 71 sont pauvres ».

S'agissant des institutions qui s'activent dans le micro-crédit, malgré le fait qu'elles permettent aux femmes d'investir plusieurs domaines de la vie économique, celles-ci déplorent la faiblesse du montant des crédits qui leur sont octroyés, ce qui limite un peu le développement de leurs activités. Cependant malgré la forte présence institutionnelle, on note une déconnexion liée au

manque de formation et à la non implication des bénéficiaires dans les processus de prise de décision des programmes. Cette déconnexion peut aussi découler de la centralisation des opportunités au niveau des instances dirigeantes.

Concernant les autres types d'institutions comme l'Etat, les municipalités, les populations développent des perceptions négatives à leur endroit dans la mesure où elles fonctionnent selon une logique électorale. D'ailleurs, elles font remarquer que les conseillers ruraux et municipaux qui détiennent les informations sur les activités des projets les détournent au profit de leur électorat ou de leur localité.

Les perceptions sur la pauvreté et le bien être affectent l'organisation des cités et villages. En effet, les ménages éprouvent beaucoup de difficultés à accéder aux terrains, et, dans ce cas de figure la seule alternative qui se présente pour eux est d'aller s'établir au niveau des quartiers périphériques. Ceci entraîne de ce fait une distinction nette entre ces nouveaux quartiers qui abritent une part importante des ménages très pauvres et les anciens quartiers où l'on retrouve les ménages pauvres et moyennement aisés.

La distinction établie par les enquêtés entre ces deux types de quartier, a trait au caractère irrégulier des quartiers périphériques surnommés « fak dëk » ou cités perdues. Cette particularité combinée à la faiblesse du niveau de vie font que les ménages éprouvent beaucoup de difficultés à avoir accès à certains services : (eau, électricité, téléphone, etc.). La nature précaire de l'habitat tranche aussi d'avec celle des autres quartiers. En sus de cela, les habitants déplorent la non prise en charge de leur quartier par les institutions qu'ils estiment éloignées de leur lieu d'habitation. Selon ces populations, l'explication à une telle situation est à rechercher dans la non prise en compte de leurs préoccupations par les autorités en raison de leur dénuement et de leur sous représentation dans les instances de prise de décision.

En outre, elles estiment être victimes d'une stigmatisation de la part des habitants des autres quartiers du fait de ce découpage qui entraîne cloisonnement et perception négative à leur endroit « lu ñaaw lu ñu jël tekko sunu der yi, lu bon luñu wax ñune atan nañu ko ». Partant, elles reconnaissent que cette stigmatisation est en partie à l'origine de la non représentativité des institutions dans leur quartier et de la faiblesse des interventions de la commune. L'étude de la perception de la pauvreté a permis de dégager avec les populations les actions et stratégies prioritaires dans la planification de la réduction de la pauvreté. Ainsi, disent-elles : « Defal nit bamu am lim bëg yëp yombul, waye boo ko defale li ko gënë yiteel wac nga ». De plus en plus, les populations, si elles affirment avoir besoin de l'appui de l'Etat et des institutions, estiment être conscientes que cet appui ne saurait suffire pour régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Ainsi, cette priorisation devrait permettre la mise en œuvre d'une stratégie tendant à libérer les potentialités individuelles et collectives, la finalité étant la promotion de l'auto développement.

Partant des résultats ainsi présentés, il apparaît que les représentations collectives sont le produit d'une immense coopération qui s'étend non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps ; pour les faire, une multitude d'esprits ont associé leurs idées et leurs sentiments. Ce sont ces idées qui en se solidifiant, aboutissent à un bloc de sentiments qui se trouvent à la base des perceptions que les acteurs se font de leur situation. Ainsi, les perceptions relatives à la pauvreté s'établissent en référence à plusieurs facteurs spécifiques à chaque groupe social partageant les mêmes conditions d'existence.

Parmi les références que nous avons relevées au cours de cette étude, on peut noter celles relatives :

Aux valeurs morales et culturelles dont le bouleversement ou l'effritement est conçu comme facteur aggravant de la pauvreté. En effet, selon les populations, la solidarité qui était à la base de ces valeurs a tendance à disparaître, ce qui contribue à accroître le fossé entre les différentes catégories socio-économiques.

Aux matérialités : comme nous avons eu à le souligner, les populations dans leur perception de la pauvreté, la définissent souvent comme un manque. Le rapport aux matérialités apparaît dès lors comme l'échelle permettant de classer les différentes catégories socio-économiques. En même temps qu'il a un effet structurant sur la définition de ces catégories, le rapport aux matérialités varie en fonction de celles-ci.

A la religion : elle est évoquée non seulement pour justifier l'existence de la pauvreté « yalla mo sedële waaye yamale wul » mais également pour montrer qu'elle est entretenue par l'action des hommes. Ces deux dimensions sont à l'origine d'un mouvement contraire : attitudes de résignation pour ceux qui pensent que la pauvreté est une sanction mais également développement de stratégies de sortie de crise pour ce qui la prennent comme une épreuve « nattu » donc passagère, d'ailleurs ils n'hésitent pas à parler de panne .

Aux points de rupture qui servent à établir la chronologie des faits structurants de la pauvreté. La plupart du temps c'est en faisant référence à des événements survenus à un niveau individuel (perte d'emplois, divorce, maladie et décès du soutien de famille, etc.) ou collectif (sécheresse, dévaluation du FCFA, etc.) que les enquêtés appréhendent la pauvreté : « fofu la joge, tarde » .

Au modèle extérieur qui soutend la logique d'extraversion des stratégies de sortie de crise particulièrement chez les jeunes.

Première partie : Problématique de l'étude :

Au cours de ces dernières années l'économie du Sénégal a renoué avec la croissance ; selon les estimations, le PIB a progressé en moyenne de 5% depuis 1995. Cette performance est imputable à la restructuration des déséquilibres macro économiques et au développement du secteur privé. Cependant en dépit de ces performances, les conditions de vie des populations ne se sont pas pour autant améliorées, l'impact des programmes de stabilisation et d'ajustement a contribué à la fragilisation de la situation sociale de ces populations. En effet, le Sénégal n'a pas encore réussi l'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation se situe encore à 70% tandis que le taux global est estimé à 32% ; l'analphabétisme touche environ la moitié de la population. Quant aux indicateurs de santé, ils sont encore en deçà des normes de l'OMS.

Dans cette perspective, le Sénégal s'est engagé à l'instar de la plupart des pays africains à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 conformément aux engagements de Copenhague.

Le gouvernement du Sénégal s'est ainsi engagé auprès des institutions de Bretton Woods à élaborer un « Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

Objectifs de l'étude :

L'étude de la perception que les populations ont du bien-être et de la pauvreté permettra de compléter les données quantitatives fournies par l'ESAM, elle a pour objectifs :

- Explorer les avis de la société en général et des pauvres en particulier sur les notions de bien-être et de pauvreté, sur les déterminants, les causes et les manifestations de la pauvreté.
- Recueillir et analyser le classement fait par les acteurs selon le statut social et le genre sur les facteurs déterminants de la pauvreté.
- Rendre compte et analyser les appréciations sur les obstacles structurels et autres contraintes au bien-être et à la lutte contre la pauvreté du point de vue des pauvres.
- Rendre compte et analyser les appréciations faites par les pauvres sur les institutions et les services sociaux de base.
- Rendre compte et analyser les appréciations faites par les pauvres sur les rapports de genre.
- Identifier et analyser les priorités définies par les pauvres dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Finalité de l'étude :

Le but visé par le DSRP est de saisir la réalité de la pauvreté sous toutes ses formes, à partir des tendances générales du vécu des populations pour définir les objectifs et les domaines d'intervention en mettant l'accent sur les résultats qui guident l'intervention publique.

Le DSRP servira de cadre de référence au gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté ; il doit être (i) un outil de coordination pour impulser le partenariat entre les différents acteurs ; (ii) un instrument de mobilisation de ressources et de recentrage des actions de développement de l'Etat autour d'objectifs clairement définis, assortis d'indicateurs de performance et d'impact ; (iii) un cadre pour un développement communautaire efficace.

Revue de la littérature

La pauvreté a été étudiée au fil des années à partir des indicateurs objectifs qui ont servi à mesurer le degré de pauvreté. Le plus souvent c'est le niveau de vie qui est choisi comme critère d'appréciation et pour sa mesure, on fait appel soit au revenu soit à la dépense.

La pauvreté est ainsi définie comme l'incapacité pour un ménage ou un individu d'atteindre un niveau de vie minimal.

Cependant dans la région de Louga, aucune étude relative à la pauvreté n'a pu être recensée.

Axes majeurs ou principales hypothèses de recherche des perceptions de la pauvreté:

Dans la région de Louga, les politiques publiques participent au processus de paupérisation des populations ; l'environnement climatique défavorable (sécheresse et ses effets induits) constitue un facteur aggravant de la crise.

La pauvreté est fonction des ressources disponibles et de la position géographique des populations par rapport aux infrastructures ; la mobilité géographique ou la transhumance est un élément déterminant dans la lutte contre la pauvreté dans la région.

Contexte de la zone d'étude :

La région de Louga est située dans le nord bassin arachidier. Elle est frontalière à cinq régions et dispose d'une frange maritime longue de 54 Km. La région est subdivisée en trois départements : Louga, Linguère et Kébémér ; onze arrondissements, quatre communes, quarante-huit communautés rurales et 2632 villages.

La région de Louga présente un relief plat avec quelques formations dunaires à l'Est, au Centre et à l'Ouest. Elle se caractérise par la dégradation de son environnement et sa vocation agropastorale. Le climat est de type sahélien continental avec l'alternance de deux saisons :

- Une saison des pluies qui s'étend de juillet en octobre.
- Une saison sèche couvrant la période d'Octobre en Juin

La pluviométrie reste faible et variable d'une année à l'autre et dépasse rarement, depuis une décennie, les 300 mm. Cette année, la région a connu à l'image de tout le pays une pluviométrie exceptionnelle. Tous les postes sont excédentaires, les températures restent élevées pendant la majeure partie de l'année. Les zones proches de la côte bénéficient de températures plus faibles se situant en moyenne entre 22,5°C avec des minima de 15,1°C et des maxima de 29,2°C à 37,7°C.

C'est une zone sahélienne caractérisée par un long déficit pluviométrique et la pratique d'une exploitation agricole extensive. La végétation a subi les contre coups des années de sécheresse et la surexploitation préjudiciable à l'élevage. Ainsi, les trois strates qui la composent sont fortement dégradées (strate herbacée, arbustive, arborée). Cette végétation est généralement fonction des types de sols qu'on trouve dans la région.

Trois types de sols couvrent l'espace régionale :

- Des sols ferrugineux tropicaux, peu lessivés ou sols « Dior », assez dégradés en surface par suite d'une exploitation arachnidière très accentuée.
- Des sols bruns rouges de type calcaire renfermant des organismes et de la matière argileuse.
- Des affleurements latéritiques couvrant la partie Est et Sud-Est et par endroit dans le centre du Ferlo.

La région est très peu arrosée, cependant elle renferme plusieurs nappes souterraines de profondeur et de qualité variable. Comme eau de surface, il n'existe que le lac de Guiers et la basse vallée du Ferlo.

Les principales activités économiques sont l'agriculture et l'élevage ; Mais également se développent de manière assez timide la pêche, l'artisanat et le commerce.

Caractéristiques de la zone d'étude :

Le dernier recensement de la population et de l'habitat (RGPH) réalisée en 1998 estimait la population de la région à 490077 habitants soit 7% de la population du Sénégal.

En 1998, les projections effectuées avec les taux d'accroissement inter censitaires chiffrent la population régionale à 595069 habitants. La densité se situe dès lors à 20,4 habitants au Km². Cette population est inégalement répartie dans les trois départements. La répartition par département est la suivante : Louga 40%, Kébémér 29% et Linguère 31%. Le département de Linguère avec plus de 2/3 de l'étendue régionale compte moins du tiers de la population, c'est Louga avec 1/5 de la superficie totale qui regroupe 2/5 de la population. Cette population se caractérise par son extrême jeunesse : 59% de la population ont moins de vingt ans ; son aspect rural prononcé : 77,32% de la population est

occupé par le secteur primaire avec une dominante des activités agropastorales ; un faible taux d'urbanisation :19% ; un faible taux d'accroissement : 1,3%. La population régionale compte plus de femmes que d'hommes. Le taux de masculinité est de 90 hommes pour 100 femmes.

La répartition ethnique montre que la population est à majorité wolof, ils constituent 70% de cette population, ensuite viennent les Peulhs :25%, suivis des Sérères :2% . Toutes les autres ethnies ne dépassent pas 5%.

Au niveau des infrastructures la région de Louga souffre d'un déficit assez poussé du fait de l'étendue du territoire et de l'enclavement de certaines zones.

Education :

La région de Louga est l'une des moins scolarisées du pays avec un taux brut de scolarisation de 50,58%. Cette situation est imputable à l'insuffisance des infrastructures et du personnel et à la forte mobilité des populations qui ne favorise pas l'accès à l'éducation. La carte scolaire révèle que Louga compte sept établissements d'enseignement secondaire dont quatre sont franco-arabes, ainsi, Kébémér dispose d'un lycée, de même que Linguère. On y compte dix écoles publiques et sept privées pour ce qui est de l'enseignement moyen. En 1998/1999 la région comptait 377 écoles élémentaires (publiques et privées).

Au niveau du préscolaire, Louga compte sept écoles publiques et six privées.

Santé :

La couverture sanitaire dans la région de Louga est assez proche des normes de l'OMS . L'Etat finance 57% des investissements dans ce domaine ; il est suivi par certaines ONG et autres comités de santé qui participent dans la construction et l'équipement de cases de santé dans les communautés rurales ou au niveau des villages bénéficiant de leurs interventions.

La région compte 54 postes de santé, 5 centres de santé et un hôpital régional. Cependant, la fonctionnalité et la mauvaise répartition de ces infrastructures constituent des insuffisances et posent le problème de l'accès aux soins de santé pour les populations résidant dans des endroits très éloignés.

De plus l'hôpital souffre de l'absence de spécialistes tandis que le déficit de sages femmes est de 40% ; le ration infirmier d'état/habitant a augmenté de 9% entre 1992 et 1994 alors que 52% du personnel qualifié sont dans le département de Louga qui n'abrite que 59% de la population.

Face à ces difficultés (accès, cherté des frais médicaux, distance....), les populations, les pauvres particulièrement, font fortement recours à la pharmacopée.

Eau :

La SDE est la principale fournisseuse en eau des zones urbaines de la région de Louga, la commune de Louga détient les 60% de ses productions. Cependant il faut noter que la distribution cache des disparités au niveau des localités gérées par la SDE. La production en eau des localités telles que Guéoul, Kébémér et Ndande proviennent principalement de l'usine des eaux de Ngnith .

En zone rurale, environ 136 forages motorisés gérés par la Direction de la Maintenance qui fournissent en majorité les besoins en eau des populations. Ils sont ainsi répartis : 37 pour le département de Kébémér, 41 pour Louga et 58 pour Linguère.

Certaines ONG telles que Vision Mondiale, Plan International ont réalisé des forages équipées de pompes manuelles ou éoliennes dans les différents départements.

L'approvisionnement en eau potable fait partie des problèmes auxquels sont confrontés les populations ; une bonne partie des départements de Louga et de Kébémér a bénéficié de la conduite du Lac de Guiers qui alimente Dakar, ainsi, toutes les localités situées aux abords de cette conduite sont branchées au réseau de la SDE. Par contre , à l'intérieur de la région, les populations parcourent des distances assez importantes pouvant aller jusqu'à 20Kms généralement à dos d'âne, avec des chambres à air servant au stockage de l'eau. C'est ce qui explique la transhumance de ces populations qui suivent leur bétail à la recherche de points d'eau et de pâturages . L'implantation de forages dans certaines localités a permis de réduire les déficits ; de même le projet de revitalisation des vallées fossiles aurait permis de combler ces insuffisances. Mais il faut souligner que ce projet a été gelé par le nouveau gouvernement.

Les activités économiques :

La région de Louga fait partie des six régions qui se situent au-dessus de la moyenne nationale de 32,7% d'individus pauvres mais cette répartition n'est pas homogène : Linguère comptant 61% de pauvres. Les principales activités sont l'agriculture et l'élevage.

L'agriculture :

Dans la région de Louga, l'agriculture est fortement soumise aux conditions climatiques alors que la région est touchée par l'avancée du désert et les sécheresses cycliques. A cela s'ajoute la vétusté du matériel utilisé, le manque de semences et d'intrants qui contribuent à la baisse de la production. La politique de distribution de semences initiée par l'Etat (150kgs par ménage) depuis un an n'a pas véritablement contribué à atténuer l'accès aux semences et à accroître de manière significative la production.

Les principaux produits cultivés sont le mil, l'arachide et le niébé :

Pour ce qui concerne le mil et le sorgho, en 1998 , seules 60685ha ont été emblavées pour la culture de ces produits donnant une production globale de

10937 tonnes représentant 7,2% et 2,5% des chiffres nationaux . Ce qui dénote des déficits au niveau des productions et des superficies cultivables.

Quant à l'arachide, celle d'huilerie représente 9% des superficies et 3,3% des productions nationales soit donc 67753ha et 16636 tonnes. L'arachide de bouche, avec une superficie de 12232ha a produit 4873tonnes soit 2% et 12,5% des données du pays.

Pour ce qui est du niébé, sur une superficie de 47961ha soit 23,98 % de plus que la saison précédente, la production s'est élevée à 5036 tonnes soit une baisse de 43,35% par rapport à la campagne passée.

Le maraîchage concerne le littoral de la région avec principalement la culture de l'oignon et de la tomate.

L'élevage :

La région de Louga est une zone de tradition agropastorale ; le système d'élevage est soit extensif soit intensif selon qu'on s'adresse aux deux types d'élevage connus dans la zone : l'élevage traditionnel et l'élevage moderne; l'élevage intensif se caractérise par la transhumance à la recherche de points d'eau et de pâturages au delà des limites de la région. Il participe au social (dot, prestige) au vivrier (lait et viande) et à l'économique (traction, fumure, revenu des ventes). Quant à l'élevage extensif, il s'agit de l'expertise du CRZ de Dahra qui s'évertue à améliorer les techniques d'exploitation sur de petits espaces. La SERAS aussi s'investit dans l'exploitation des produits et des sous produits du cheptel. Les effectifs du cheptel ont connu une certaine évolution exception faite des camelins qui ont amorcé une baisse depuis 1998.Ce sont les petits ruminants qui ont connu la meilleure progression depuis cinq ans, suivent les ovins, les asins et les équins.

La répartition de ce cheptel par département fait ressortir que Linguère qui est situé dans la zone du Ferlo regroupe l'essentiel du cheptel régional avec plus de la moitié des bovins (55%, 48% des petits ruminants et plus de 60% des asins. Le département de Louga abrite en ce qui le concerne une grande partie des équins 56% ; de même les camelins ne sont comptabilisés que dans ce département.

Les obstacles liés au développement de ce secteur sont la dégradation du couvert végétal qui pose le problème des ressources fourragères. Le cheptel paie un lourd tribut aux épizooties que ne permet guère de juguler la transhumance. La mobilité géographique des pasteurs ne leur permet pas de bénéficier des services sociaux de base tels que l'éducation ou la santé.

L'industrie :

Elle n'est pas très développée dans la région, Louga n'est doté que de deux unités industrielles : la SPIA et la SOTEXKA. Cette faiblesse du secteur secondaire pose le problème du chômage et du sous emploi d'autant plus que ces industries emploient généralement des journaliers.

La pêche :

La région de Louga dispose d'une frange côtière longue de 54 Km, quelques populations des départements de Louga et de Kébémér s'adonnent donc à cette activité. On distingue deux points de pêche : Potou et Lompoul où sont pratiqués la pêche artisanale. La revitalisation de la vallée de Keur Momar Sarr a permis d'initier la pêche continentale.

Le nombre de pêcheurs dans la région n'est pas très important, parmi ceux-là certains viennent de Saint-Louis.

Le commerce :

Ce secteur est en plein essor surtout avec le développement des groupements d'épargne et de crédit qui permettent aux femmes de s'investir dans le petit commerce. Ainsi le commerce concerne les produits de première nécessité, le textile et les cosmétiques. Cependant l'étroitesse du marché ne favorise pas le commerce à grande échelle même si le secteur informel assure une bonne partie des revenus des ménages et des populations de la région.

Accès aux infrastructures :

Les télécommunications :

Au niveau de la région de Louga on comptait en 1998, 4921 abonnés toutes catégories confondues et l'évolution a été relativement importante à partir de 1997 avec 25,58%. Avec près de 80% du parc en lignes résidentielles, on ne comptait environ que 7 lignes résidentielles pour 1000 habitants ; cependant les télécentres privées et la téléphonie mobile se développent notamment avec l'émigration.

Urbanisme et Habitat :

La région de Louga compte, depuis 1990, quatre communes urbaines qui composent l'ensemble de la population urbaine. Il s'agit des chefs-lieux de département (Louga, Linguère, Kébémér) et de la nouvelle commune de Dahra érigée en 1990. En 1976, cette population ne représentait que 11,5% de la population régionale avec 14% pour la commune de Kébémér, 18% pour Linguère et 70% pour Louga.

Après le dernier RGPH le taux d'urbanisation a légèrement augmenté au profit de Louga et de Kébémér, le premier ayant conforté sa part avec 73% tandis que celle de Linguère chutait à 13%.

En 1998, les taux d'urbanisation sont estimés à 7,90% pour le département de Kébémér, 13,1% pour Linguère et 33,1% pour Louga, la moyenne régionale étant de 19,5%.

Louga qui est le chef-lieu de région connaît un accroissement relativement important par rapport aux autres communes. Ceci est dû aux migrations internes des zones rurales vers les zones urbaines. Ces phénomènes s'accroissent avec la dégradation des conditions de vie des populations rurales supposées être les plus vulnérables. De plus les émigrés ayant réussi à accumuler du capital préfèrent

investir et construire dans la capitale et y transférer leurs familles. En outre les problèmes que rencontrent ces communes après le transfert des compétences sont en dehors des moyens financiers, le personnel adéquat pour la planification des activités de ces entités.

Les migrations :

Elles sont de deux types : interne et externe ou internationale.

- La migration interne se fait des zones rurales vers les zones urbaines, mais également des zones urbaines vers d'autres zones urbaines. Dans ce dernier cas de figure, les destinations sont essentiellement Dakar et Touba du fait des disparités économiques et des opportunités qu'offrent ces villes à forte concentration démographique.
- La migration internationale est très importante et se fait généralement vers les pays d'Europe, l'Italie et l'Espagne notamment et vers les Etats-Unis et dans une moindre mesure vers les pays africains : la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud.

L'habitat :

Le RGPH avait dénombré 51562 ménages ordinaires dans la région de Louga contre 54585 pour l'ESP en 1991 soit un accroissement de 5,9%. Le nombre de pièces par ménages urbains était de 3,8% en 1991 contre 3,3% pour l'ensemble de la zone urbaine au niveau national. Le nombre de personnes par pièces habituelles en milieu urbain est de 2,1% contre 2,8% pour la moyenne nationale. L'habitat rural s'est en plus amélioré grâce aux influences de la culture occidentale sur les émigrés qui réinvestissent dans leur localité d'origine. Cependant au delà de la faiblesse des instruments d'urbanisme, le manque de moyens constitue un facteur bloquant. Le contrôle des infractions et l'offre des parcelles ne suivent pas.

Les transports :

Le secteur des transports dans la région de Louga est particulièrement dominé par les transports terrestres ; la ligne ferroviaire qui passait par la capitale régionale pour relier Saint-Louis ne sert plus alors que le tronçon vers Linguère est purement supprimé. Ainsi, beaucoup de localités naguère desservies par la voie ferrée sont presque coupées du reste du territoire. La défectuosité du réseau régional et le coût très élevé du transport font que beaucoup de zones restent enclavées.

Le réseau routier est long de 1128 Km, toutes catégories de routes confondues dont 52,48% sont revêtues. Il représente 7,96% du réseau national et est ainsi composé :

- Routes nationales : 264 Km
- Routes régionales : 178 Km
- Routes départementales : 333 Km
- Voiries urbaines : 13 Km

- Pistes répertoriées : 340 Km

Par ailleurs, le parc des véhicules immatriculés dans la région tournait autour de 565 unités en 1998 dont 75,04% de voitures particulières. L'âge moyen des véhicules est de l'ordre de 15 ans pour les légers et 20 ans pour les lourds, ce relatif vieillissement du parc est favorisé par la libéralisation des importations et l'assainissement des parcs européens des voitures « Diesel ».

L'emploi :

Dans cette région à vocation rurale (80% des actifs), où l'espace est faiblement occupé notamment à Linguère et à dynamisme urbain insignifiant, les jeunes qui constituent plus de la moitié de la population ne trouvent pas à s'employer ni dans le secondaire au niveau de la SPIA et de la SOTEXKA seule industrie qui fonctionne, ni dans le tertiaire avec une administration et des professions libérales dont ils sont exclus faute de qualification. Le seul recours est donc le commerce, l'artisanat étant une activité mal cernée.

- L'emploi rural : le primaire occupe la plupart des actifs de la région qui se regroupent au sein d'organisations communautaires de base et dont les actions bénéficient d'un encadrement relevant des ONG présentes dans leurs localités.
- L'emploi urbain : il concerne un nombre limité de gens. Ses activités sont très diversifiées, l'AGETIP emploie 6967 temporaires pour une durée moyenne de 35 jours. Il faut toutefois souligner que le secteur informel bien que dynamique ne génère pas de revenus conséquents pour la multitude de ses employés.
- L'emploi féminin : important en zone rurale, il l'est moins en zone urbaine. En effet, en ville, c'est surtout dans les marchés qu'on trouve des femmes ou à la SONACOS.

La situation de l'emploi à Louga reste marqué par le développement de l'informel, l'obsolescence des méthodes d'exploitation dans le monde rural et l'inexistence d'un tissu industriel au niveau urbain. La faiblesse du niveau d'instruction ou plutôt le fort taux d'analphabétisme constitue un frein à l'emploi.

Des stratégies de sortie de crise tels que l'organisation et le soutien des producteurs en semences et intrants, l'exploitation renforcée de la zone des Niayes, du cheptel et des ressources halieutiques mais également la promotion de l'emploi féminin se font timidement.

Environnement :

La zone sylvo – pastorale est soumise à des facteurs naturels défavorables et des comportements anthropiques destructeurs. L'exploitation des formations naturelles est poussée à l'extrême alors que le reboisement est insuffisant ; le département le moins peuplé est aussi le plus dévasté par un mode de production anachronique (élevage et agriculture extensifs).

De même l'avancée des dunes due à l'insuffisante protection de la nature et au déboisement, les facteurs naturels défavorables, la pollution des eaux constituent les contraintes majeures en milieu rural. En milieu urbain, c'est surtout la gestion des déchets, le manque d'espaces verts et la pollution chimique qui constituent les principales entraves.

Deuxième partie : Méthodologie

Définition de la pauvreté :

De manière générale dans la littérature socio-économique relative, on distingue la pauvreté absolue de la pauvreté relative. La pauvreté absolue désigne un état prononcé de privations à la fois matérielles, intellectuelles et symboliques. Cette approche associe pauvreté à des déficiences fortes d'accès aux ressources, des carences structurelles qui se traduisent par des formes d'aliénation, d'exclusion et de marginalisation des groupes socio-économiques. La pauvreté relative, en revanche met l'accent sur les représentations et perceptions que les acteurs ont de leurs propres conditions de vie. Dans ce cadre, les critères de définition de la pauvreté sont variables selon le contexte social, les rapports de force entre acteurs, les pratiques sociales et valeurs qui fondent leurs représentations.

Qu'il s'agisse de pauvreté absolue ou de pauvreté relative, les perceptions que les acteurs ont de leurs conditions de vie sont essentielles pour comprendre le vécu de la pauvreté, ses manifestations ainsi que ses conséquences. L'accent est donc mis sur les enjeux de l'espace-temps et les pratiques sociales, économiques et politiques des acteurs sociaux. La description des conditions de vie des populations pauvres doit être articulée à une analyse des représentations des acteurs. C'est pourquoi, un accent particulier sera accordé aux perceptions relatives à la pauvreté et au bien être par les différents acteurs, en particulier les plus pauvres.

Critères de choix des sites d'enquête :

Le classement socio-économique des zones les plus vulnérables ayant servi à constituer les sites d'enquête, a été obtenu à partir de la moyenne des infrastructures : point d'eau, école primaire, poste de santé, commerce et route.

La faiblesse du niveau d'équipement révèle une vulnérabilité des populations ; pour ce faire les pourcentages de villages disposant de ces infrastructures ont été tirées de l'ESAM 1999.

Ainsi ce classement s'est fait au niveau des arrondissements, des communautés rurales et au niveau des villages. Cependant à ce niveau il convient de préciser que pour ce qui est des villages il fallait aussi tenir compte de leur taille, du nombre de concessions. Cela s'explique par le caractère dispersé du mode d'habitation, par le nombre assez important de « micro-villages » constitués quelque fois par une seule famille, mais également par la transhumance de certaines populations comme les Peulhs.

Par ailleurs, au niveau des communes ce type de classement a pu être obtenu à travers les discussions avec les autorités administratives et confirmées par les populations .

Outils de collecte et d'analyse des données :

En plus du classement socio-économique qui a permis d'identifier les cibles de l'étude, nous avons appliqué un certain nombre d'outils :

Les entretiens individuels, de même que l'observation ont été les outils privilégiés. Ces entretiens se présentent sous la forme de récits de vie ayant permis de retracer les processus et mécanismes de paupérisation .

Le focus group et particulièrement les groupes de discussion sont utilisés en milieu rural du fait d'une certaine configuration sociale de ces espaces. Les données ainsi recueillies font l'objet d'une analyse de contenu à partir des thèmes abordées et des noyaux de sens.

L'analyse contextuelle a été réalisée dans le but de saisir et de décrire les conditions de vie des populations, elle peut se faire à l'échelle de la région, de la commune, de la communauté rurale et enfin à l'échelle du village.

Contraintes et difficultés :

Elles sont surtout liées à l'enclavement de certaines localités dont l'accès s'avère très difficile à cause de l'inexistence de pistes à tracés réguliers et de moyens de transport adéquats.

La période de l'enquête coïncide avec celle de la transhumance des populations , des villages entiers se déplacent à la recherche de pâturages et de points d'eau. En effet des distances importantes sont parcourues avec le risque de ne trouver qu'une à deux cases dans la zone ciblée.

Le caractère dispersé du type d'habitat ne permettait pas toujours de connaître la délimitation de la zone d'étude.

On peut également noter une certaine réticence des populations qui sont sur-enquêtées et qui déplorent le manque de suivi dans les actions.

Limites des données recueillies :

Les principales limites sont liées au temps dans la prise en compte des perceptions des populations, celles-ci sont très changeantes en fonction des priorités du moment.

Il faut aussi noter les biais pouvant être introduits par les populations qui ont une certaine tendance à l'exagération de leurs conditions de vie.

De plus cette étude devrait concerner toutes les localités de la région afin de cerner les perceptions dans leur totalité et leur diversité, mais également être complété par les résultats d'enquêtes quantitatives pouvant aider à l'interprétation des données collectés afin d'atteindre un niveau d'exhaustivité plus important.

Enseignements majeurs d'étude qualitative de la perception de la pauvreté dans la région :

L'étude de la perception dans la région de Louga révèle que la pauvreté présente une certaine complexité qui ne peut être appréhendée uniquement sous l'angle d'une analyse quantitative. En nous permettant d'avoir des informations sur le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques et aux événements auxquels ils sont confrontés, elle nous a permis de saisir la pauvreté comme construction sociale et d'entrer directement en contact avec les stratégies dégagées par les populations pour apporter des solutions aux problèmes qui se posent dans leur quotidienneté. Mais l'enseignement majeur réside dans la saisie de la dimension relative de la pauvreté qui met en relief le caractère multiforme de ses manifestations et partant la nécessité de revoir les programmes de lutte contre la pauvreté et les politiques publiques destinées à améliorer les conditions de vie des populations et de les adapter aux besoins des populations.

Globalement cette étude nous a permis de saisir le rapport aux matérialités, la perception que les pauvres ont de leur état et ceci par l'intermédiaire de la sémiologie populaire, le regard que les autres portent sur eux, les espaces-temps qui agissent sur l'élaboration de ces perceptions, les points de rupture qui créent ou accentuent la vulnérabilité des ménages, l'analyse faite sur l'intervention des institutions par les bénéficiaires eux mêmes, le vécu des acteurs et les ajustements qu'ils développent, l'émergence de nouveaux modèles sociaux de réussite et d'établir le listing des actions et stratégies prioritaires.

Troisième partie : les résultats de l'étude dans la région :

Conditions de vie des populations :

La région de Louga se caractérise par la faiblesse des équipements et des infrastructures disponibles. Pareille situation ne pouvait manquer d'avoir des effets sur les conditions de vie de populations même si ces dernières, devant l'acuité de la crise ont eu à développer un certain nombre de stratégies pour y faire face.

De nos entretiens est ressortie une constante : la tendance à la paupérisation des ménages. Dès lors il s'est agi de voir les conséquences de cette paupérisation sur les conditions de vie des populations et ceci à travers un certain nombre de points :

L'habitat :

Les rapports établis entre pauvreté et habitat semblent répondre à des schèmes anciens et inaltérables. En effet, d'une façon générale, nos enquêtés pour répondre à cette question sur les conditions de vie ont fait référence à leur habitat pour illustrer la précarité dans laquelle ils vivent. Car comme ils l'affirment, celui qui arrive à s'en sortir financièrement s'attèle d'abord à l'amélioration de son cadre de vie. Dans cette perspective, O.L soutient « fu alal feñ, saket tuxoofa » (là où l'argent apparaît, disparaissent les palissades). Nous pouvons soutenir que l'habitat constitue un indicateur et un élément de différenciation des capacités financières d'un ménage. De toute évidence, même s'il apparaît que ce problème se manifeste aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, il n'en demeure pas moins qu'il y revêt des aspects différents.

En milieu urbain, le premier problème auquel les ménages doivent faire face est l'accès au logement. En effet, l'urbanisation a eu comme conséquence la réduction des espaces habitables avec son corollaire, le renchérissement du coût des terrains. Ainsi, dans les trois villes que nous avons eu à visiter, il nous a été donné de constater l'apparition de l'habitat spontané dans des quartiers se situant généralement à la périphérie et communément appelés « fak dëk ». Ces quartiers sont la plupart du temps occupés par des ménages jeunes et pauvres qui n'ont pas les moyens de payer le loyer et à plus forte raison d'acheter un terrain ; ils se sentaient à l'étroit dans leurs maisons familiales où ils étaient soumis à certaines pressions sociales. Ces ménages sont aussi constitués des populations des villages environnants qui contribuent au développement de l'exode rural. Comme le souligne A.D dans cet encadré:

Encadré I : « fak dëk solution de rechange pour accéder au logement »

« j'ai quitté la maison de mon oncle chez qui je vivais depuis ma jeunesse, mais après mon mariage et compte tenu de l'étroitesse dans laquelle nous vivions, j'ai décidé de déménager. L'idéal aurait été d'avoir un terrain là où j'ai grandi cela était exclu car même en faisant abstraction de la cherté de terrains dans le quartier, il était pratiquement impossible d'en trouver un de libre et mon salaire d'enseignant arabe ne permettait pas de louer une maison et de nourrir ma famille. J'ai dû déménager car « sunu jo jis sama jee ko dax » (un bien personnel apporte toujours plus de satisfaction qu'un bien collectif). Je fais partie des premières personnes qui se sont établies ici et il faut reconnaître que le début a été vraiment très dur, car outre la solitude, il fallait supporter l'absence des services sociaux de base, leur éloignement ; l'insécurité, et surtout les incendies qui emportaient en un clin d'œil nos rares biens et mettaient nos vies en danger. On vit dans l'angoisse de pouvoir être déguerpis du jour au lendemain. Ce dernier point explique avec le manque de moyens, le caractère précaire de nos habitations. Vous pouvez faire le tour du quartier, vous verrez rarement des maisons construites, il n'y a que des cases qui peuvent être emportées au moindre orage violent, pour ce qui est des incendies, n'en parlons pas, en un clin d'œil, le quartier s'embrase.

Comme on le voit dans ce récit qui montre les difficultés d'accès au logement et à l'autonomie foncière, les « fak dëk » constituent une solution de rechange du fait de leur accessibilité et de leur caractère informel. Et à ce niveau, les populations semblent remettre à jour une pratique ancestrale, le « sanc » qui est d'ailleurs à l'origine du nombre assez élevé de micro-villages dans la région. Mais à ce niveau se pose un problème, car les terres appartiennent au domaine national bien que la commune soit associée à leur attribution, et cette dernière, devant la forte pression de ces populations et son incapacité à satisfaire la trop grande demande, semble trouver dans cette situation une sorte de fusible à la crise du logement et ceci d'autant plus que ces populations accusent la commune de profiter de cette situation pour pouvoir vendre des parcelles car à l'occasion des lotissements, certains occupants sont déguerpis et ne sont pas recasés. Ces terrains sont revendus à fort prix aux gens qui en ont les moyens. Autre élément, qui apparaît dans ce récit, c'est la privation qu'acceptent ces populations dans l'espoir de lendemains meilleurs et comme pour mieux accepter cette situation, certains n'hésitent pas à ressortir des avantages de cette vie à la périphérie de la ville. Ainsi, A.K affirme que « ce quartier convient mieux à un pauvre car il lui permet de vivre avec ses maigres ressources dans la plus grande discrétion ».

Ce phénomène du « fak dëk » aura laissé apparaître en filigrane un point essentiel qui dépasse ce cadre et affecte d'une manière générale la plupart des ménages pauvres, il s'agit de la précarité du logement qui se manifeste à travers diverses formes :

La première est liée à l'occupation irrégulière de terrain de manière collective comme c'est le cas des « fak dëk ». Ici, la précarité réside dans le risque de déguerpissement qui peut intervenir à tout moment et les populations en sont si conscientes qu'elles usent d'une formule lapidaire pour caractériser leur situation. Ainsi que le souligne A.S « su nu nek fii mo gëne worëdi pencum Peulh » (notre présence ici est moins pérenne que celle de la place publique d'un village de transhumants Peulh). Mais toutefois, ces populations savent que les autorités ne peuvent pas prendre le risque de déguerpier tout le quartier et que le déguerpissement se fera de manière sélective. Et à ce niveau, l'entregent, la capacité financière de chaque propriétaire sont mises à contribution pour éviter le déguerpissement. Ainsi, disent-elles que les déguerpissements ne touchent que les « new ji doolé » et « ñi amul ganaaw ».

De même, le type de logement rend son existence précaire : d'après le classement des populations, les cases viennent en tête avec des risques perpétuels d'incendie. Selon M.D « ma maison a brûlé à trois reprises, et à chaque fois j'ai perdu tous mes biens. Mais que voulez vous que je fasse ? je n'ai pas les moyens de construire une maison en dur ; cela fait partie des priorités que je me suis fixé car je ne parle même pas des pertes matérielles mais chaque nuit nos vies sont en danger ». Ensuite, viennent les maisons en banco qui menacent de s'effondrer à l'occasion des fortes pluies, « toutes les pièces de ma maison sont en banco, je vis l'hivernage avec la psychose des effondrements. Vous pouvez le constater vous même, ces briques que vous voyez par terre constituent l'emplacement d'une case qui s'est effondrée lors du dernier hivernage, je n'ai pas encore les moyens de la reconstruire, donc une maison en ciment, je n'en rêve même pas » déclare O.G.

A ces catégories s'ajoutent les ménages qui louent des maisons et qui ne parviennent pas à payer le loyer. A ce propos, A.L fait remarquer : « j'ai hérité de cette maison à la mort de mon mari et j'ai commencé à la louer pour subvenir à mes besoins. Mais pour vous parler sérieusement, je ne connais même plus le nombre de familles que j'ai eu à expulser parce qu'elles ne parvenaient pas à payer. Au début, j'essayais d'être compréhensive mais devant la répétition du phénomène, j'ai fini par comprendre qu'il me fallait être ferme pour ne pas être dans une situation similaire à la leur. Dès fois, la situation est pathétique mais que voulez vous que j'y fasse ? je sais que parmi eux il y a des gens de mauvaise foi qui, après avoir accumulé de nombreux arriérés, préfèrent aller s'installer ailleurs mais je crois que ce sont des exceptions et que la plupart de ces ménages ne paient pas par manque de moyens ».

Ces propos trouvent leur confirmation dans l'entretien que nous avons eu avec A.N marié et père de trois enfants qui soutient : « ça fait plusieurs années que

j'ai quitté la maison paternelle à cause de la promiscuité et des problèmes familiaux qu'il y avait. Je peux vous affirmer que j'ai fait le tour des quartiers de la ville parce que je n'arrive pas à payer correctement le loyer, en fait je crois que je n'ai jamais pu habiter dans un local pendant un an parce qu'à chaque fois j'étais déguerpi et je connais beaucoup de gens qui sont dans la même situation que moi. Vous savez qu'il n'est pas intéressant, ni même honorable de se retrouver chaque fois dans la rue avec sa famille, mais que voulez-vous qu'on y fasse si ce que nous avons nous permet tout juste de vivre ». C'est surtout au niveau de ces familles locataires que le problème de la promiscuité se pose avec acuité même si elle existe par ailleurs au niveau des familles propriétaires. Ainsi, il n'est pas rare de voir les couples partager une chambre avec leurs enfants même si ces conjoints reconnaissent qu'à un certain âge l'enfant ne doit plus dormir avec ses parents : « chaque fois que je suis obligé de déménager à cause de non paiement, je m'arrange toujours pour trouver une maison où on peut louer une chambre que je partage avec ma femme et mes quatre enfants dont le plus âgé a douze ans. Nous vivons dans une très grande promiscuité et nous avons ma femme et moi une vie de couple assez difficile parce qu'on doit s'assurer que les enfants dorment avant de pouvoir avoir des relations sexuelles, car nous ne voulons pas que cela ait des influences sur l'éducation des enfants. Si j'en avais les moyens, je prendrais une deuxième chambre mais « ku sa kodaay jotul doo booty gamb ».

Cependant, cette promiscuité est plus vécue par les jeunes qui peuvent se retrouver en très grand nombre dans une chambre. Ici ce qu'on essaie d'assurer c'est que les garçons et les filles ne partagent pas la même chambre. M.L souligne : « mon père a treize enfants et nous vivons dans la même maison qui jusqu'à une date récente, ne disposait que de deux pièces. Mais récemment il s'est arrangé pour ajouter une baraque que je partage avec mes sept frères. Avant on habitait avec les filles et il fallait voir comment on s'entassait durant la nuit. Dans ce quartier je connais beaucoup de jeunes qui sont dans la même situation que nous et c'est pourquoi la nuit nous préférons faire des « nuits blanches » en buvant du thé et dormir le jour pour aérer la chambre et permettre aux plus jeunes de l'occuper pendant la nuit ».

En milieu rural, le problème de l'habitat se pose plus en terme de précarité du logement, d'insécurité, de promiscuité, d'inconfort que de difficulté de l'accès au terrain. Sur ce plan il existe une forte relation entre les deux premières caractéristiques. En effet, la précarité du logement constituée en majorité de cases en paille est en même temps la cause principale de l'insécurité car il arrive souvent que celles-ci prennent feu et le mode d'habitation, surtout chez les villages wolofs en facilite la propagation. Devant la récurrence du phénomène, les populations rurales estiment que l'Etat devrait les aider à disposer des logements comme il le fait pour les urbains. Sur ce point, les populations de Kër Mor Abdou Seye, à l'occasion d'une discussion de groupe estiment qu'un programme de logement pour leur fournir des habitations serait le bienvenu, ce

programme se fera sous forme de prêt. En plus du fait qu'il permettrait d'améliorer leur cadre de vie, il contribuerait à fixer les populations au niveau des villages, car beaucoup de gens partent à cause du dénuement dans lequel ils se trouvent. La promiscuité se pose surtout au niveau des jeunes où l'on retrouve la même disposition dans l'occupation des chambres qu'en milieu urbain : « neegu xaley yu goor yi » et « neku xaley yu jigèen yi ».

Cette disposition même si elle peut relever d'un trait culturel trouve aussi une explication dans le manque de moyens selon les populations.

L'alimentation :

Les populations enquêtées sont unanimes à reconnaître qu'elle constitue une de leurs préoccupations majeures même si elle se pose de manière différente selon qu'on est en milieu rural ou urbain. Comme l'affirme D.D « ku am wergi yaram ak dund bu doy, lo ci tek gañay la » (quand on a la santé et une bonne alimentation tout le reste est un plus). Mais force est de reconnaître que cette différence se situe surtout au niveau de l'accessibilité des produits alimentaires car au niveau de beaucoup de villages, les populations affirment que : « fii ku am sax tumuranké » (dans ces milieux comme ceux qui sont aisés vivent dans la dèche) parce qu'elles souffrent de l'enclavement dû à l'inexistence des infrastructures routières. On peut ainsi noter que la tendance est à l'inexistence d'accumulation de ressources financières ou alimentaires pour assurer l'alimentation des ménages sur une longue période. Cette « autonomie vivrière » existe surtout chez les agriculteurs mais sur une courte période dépassant rarement trois mois car comme le souligne A.F : « dañuy nawetoo bay, nooroo lek ». Cette situation s'explique par le nombre important de pauvres dans les localités, selon M. D : « ken amu fi dund ren ba dewen, te jek fofu lay tambalé ». De ce fait, de nombreuses personnes affirment vivre au jour le jour et que dès fois, le matin ils ne disposent pas de la dépense quotidienne. Dans ce registre O.S affirme : « dans ce quartier, beaucoup de gens se couchent sans disposer de la dépense du lendemain. En se levant le matin, ils font du lyjenti et font recours à leurs relations . Pour résumer, « ñi fi nek ken weesu wu ci lek, murum koor ak assaka ». Poursuivant dans cette lancée, F.S déclare : « j'achète de temps en temps 3 ou 5kgs de riz ; cela dépend de mes avoirs. Dès fois le boulot marche, dès fois ça ne marche pas. On vit surtout de lijenti. Dès fois je suis obligé d'attendre jusqu'à 16h pour commencer à préparer le déjeuner. La dépense s'élève à 500frs. Je suis consciente que cela ne suffit pas parce que tout est compris dedans et les boutiquiers n'acceptent plus d'octroyer des prêts qui dépassent 500frs ». Par ailleurs, nous avons pu constater que les ménages n'assurent pas le même nombre de repas. Dans la majorité des cas où les trois repas sont assurés, il s'agit de l'application du « gobar diassi » c'est-à-dire de conserver une partie du déjeuner qui sera réchauffé et servi en guise de dîner. K.H soutient : « vous savez qu'il nous faut assurer les trois repas pour les enfants mais également parce que nous vivons avec nos nawlé. Quand nous

pouvons , nous préparons les trois repas séparément mais dès fois les moyens ne suivent pas., dans ces cas nous faisons le « gobar diassi » pour qu'au moins les enfants puissent manger ». Concernant toujours ce « gobar diassi », O.S affirme « en ce moment, je dépense 700frs mais avant je dépensais 2000frs. Je suis conscient que cette somme ne peut pas nourrir 5 personnes. Je prends 1kg de riz à 200frs, j'achète ¼ de litre d'huile à 150frs et avec le reste, je paie les denrées. On mange mal même si on préfère manger peu et bien. Pour le petit- déjeuner : c'est du Kinkéliba, du pain et du sucre, le tout à 125frs, pour le dîner, le déjeuner est réchauffé : « ñu daldi ciy def seen lo » (ils mettent tout juste la main du fait de la quantité réduite). A côté de ces familles qui arrivent tant bien que mal à manger trois fois par jour, existent celles qui n'assurent que deux repas, et généralement c'est le petit-déjeuner qui est sacrifié et comme le soutient O.S : « ndeki desu reer la » (le petit- déjeuner est constitué par les restes du dîner). D'une certaine façon ces familles choisissent de se priver du repas qui à leurs yeux est le plus insignifiant et que chaque membre du ménage devrait pouvoir prendre en charge individuellement. Et selon toujours O.S, cette situation résulte du fait que dans chaque maison, on ne trouve qu'un seul travailleur qui prend en charge toutes les dépenses. Ainsi, dès qu'il perçoit son salaire « daf koy sam » (il le divise en fonction des priorités). En dernière position, viennent ce qui peuvent être considérées comme les plus vulnérables. Ils n'ont en effet aucune source de revenus et doivent compter sur l'aide des autres pour préparer un repas. Comme l'affirme A.G.B : « il suffit de faire le tour du quartier pour savoir qu'il est habité par des pauvres. Moi qui vous parle je n'ai pas pris mon petit-déjeuner et je sais que je n'aurais pas de quoi déjeuner du fait de ma pauvreté. Je ne compte que sur les bonnes volontés pour vivre, et je peux témoigner pour tout le quartier, ils vont chaque matin en ville pour trouver de quoi manger. Ils récoltent des miettes pour venir préparer un repas et si les choses ne marchent pas « ciin du taak ci ker gi » (la marmite ne va pas bouillir).

Mais malgré cette inégalité dans l'accès à l'alimentation, les personnes interrogées aussi bien en milieu rural qu'urbain reconnaissent que l'alimentation dont elles disposent, n'est pas de bonne qualité. Plus on s'éloigne des villes, plus les difficultés dans l'approvisionnement de certains produits comme le poisson se posent. Et même dans les communes comme Linguère, les populations prétendent faire recours constamment au « kecax » (poisson fumé) pour pallier le manque de poissons. Ainsi au cours d'un focus réalisé avec des femmes de cette localité, elles affirment : « le marché n'est pas correctement approvisionné surtout en matière de poissons, le « yabooy » coûte 200frs et la voiture qui les apporte ne vient pas tous les jours. Dans ce cas, on est obligé de nous rabattre sur le « kecax ». les poulets coûtent chers et la qualité de la viande laisse à désirer, et puis le kilo de viande coûte 1500frs alors que les dépenses se situent entre 500 et 1000frs, donc si on a cette somme, on préfère assurer la dépense pour plusieurs jours. Ainsi, le riz au niébé constitue l'aliment de base. Nous

mangeons mal mais nous n'avons pas le choix « nit mënute toog baña lek » (l'homme ne peut pas vivre sans manger). De l'avis même de A.G : « la situation frise l'intolérable. On ne peut pas travailler toute l'année et n' avoir quelque chose de digeste à manger que pendant les fêtes religieuses ou familiales. Quand nous revenons des champs, la qualité des mets qu'on nous présente laisse à désirer au point que nous mangeons tout juste pour pouvoir boire, car on ne peut pas éteindre sa soif quand on est tenaillé par la faim. »

Accès aux services sociaux de base :

Ce qu'on peut remarquer de prime abord, c'est l'inégalité dans l'accès aux infrastructures sociales de base. Cette difficulté résulte de deux facteurs qui s'agrègent parfois pour accentuer le phénomène : il s'agit d'une part de l'insuffisance des moyens et d'autre part de la non disponibilité des infrastructures chargées de fournir ces services.

Pour ce qui est du premier facteur, compte tenu des populations ciblées, nos enquêtées reconnaissent l'insuffisance des moyens dont ils disposent pour la prise en charge de leurs besoins dans ces structures.

Santé :

A ce niveau, les personnes interrogées déplorent la cherté des soins de santé. Et ils évoquent souvent le temps où ces soins étaient gratuits. O.N le souligne : « nous sommes nostalgiques du passé, quand ces soins étaient entièrement gratuits, on nous offrait même les médicaments, mais maintenant la santé est devenue chère et même trop chère pour les « badoolo » comme nous. Je ne parle même pas du ticket d'entrée qu'il faut prendre : 200frs pour les adultes, 100frs pour les enfants et encore c'est pour voir l'infirmier mais pour le médecin, il faut déboursier 1000frs, mais le problème majeur, ce sont les ordonnances. Malgré l'Initiative de Bamako, les médicaments coûtent encore trop chers d'autant plus que de nombreux médicaments n'existent que dans les pharmacies. Alors quand on a une ordonnance, on choisit les médicaments que l'on peut acheter sans se soucier de l'efficacité ou on a recours à la pharmacopée. Je connais de nombreuses personnes malades qui ne vont pas à l'hôpital parce qu'elles vont voir les guérisseurs et si ça ne marche pas « ñu feetewook yalla » (elles s'en remettent à Dieu). Cette cherté des soins de santé trouve son illustration dans les propos de M.C : « dans ce domaine, nous vivons un véritable calvaire ; en plus du ticket de consultation il faut payer toutes les ordonnances. Pour ma femme qui devait subir une intervention chirurgicale, on m'a fait payer deux injections à 77500frs l'unité. Au finish j'ai dû dépenser 400000frs pour cette maladie et en plus les sages-femmes demandent le « saabu raxasu » (le savon pour se laver les mains) de 2000 à 3000frs. »

Hormis la cherté des soins et des médicaments qui est déplorée par les populations, se pose la qualité des soins et de l'accueil qui est livré dans les structures sanitaires. Ainsi les populations estiment qu'il y a trop de personnes qui travaillent dans ce secteur sans disposer de la formation requise. Au début,

elles y sont pour « donner un coup de main » dans la vente de tickets ou le nettoyage, mais elles finissent par faire des injections et dans des cas extrême à prescrire des ordonnances. Ces personnes parviennent à intégrer ces structures soit parce qu'elles y ont des parents ou bien elles bénéficient de l'appui des politiciens. Ainsi, que le note O.L : « les soins dispensés laissent à désirer du fait de l'incompétence du personnel. Ici, à Louga, il y a un hôpital qu'on surnomme « Hôpital Ndiobène » parce qu'un ancien politicien du nom de Diop y a fait travailler beaucoup de membres de sa famille sans qu'ils aient la formation requise. ». Cette situation qui a été soulignée par de nombreux enquêtés n'est pas sans conséquence sur la perception que les malades ont sur ces structures sanitaires ; les gens préfèrent quitter la ville de Louga pour aller se soigner à Guéoul ou à Niomré parce qu'ils ont plus confiance aux infirmiers exerçant dans ces centres de santé.

Les populations s'insurgent contre le fait qu'au niveau de ces structures, on est pas pris en charge quand on a pas d'argent quelque soit le mal dont on souffre, ce qui explique d'ailleurs que beaucoup de gens refusent d'y aller quand ils ne disposent pas de moyens. Cette situation est aggravée d'après O.L par le fait que « dans les hôpitaux, il y a des pratiques qui lèsent plus les « badoolo », qui en général n'ont pas de relation à ce niveau. Normalement, tout le monde devrait acheter un ticket de 500frs à l'entrée mais quand on dispose de relations au niveau de la structure sanitaire, on ne paie pas. Les gens pauvres sont les seules à payer le ticket alors que ceux sont eux qui devraient être aidés. » Une autre conséquence de la cherté des soins de santé réside dans le fait selon AG : « que les gens ne vont dans les structures sanitaires que quand ils sont réellement malades et malheureusement ils y vont trop tard quelque fois ».

L'accès à l'eau :

Dans la priorisation des difficultés auxquelles sont confrontées les populations, la fourniture en eau vient en tête bien qu'il faut souligner que c'est dans le milieu rural que ce déficit se fait le plus sentir. En effet, dans le milieu urbain, le problème de l'eau potable ne se pose pas en termes d'accessibilité parce que même au niveau des quartiers nouvellement implantés, les branchements de la SDE sont disponibles. Les problèmes soulevés ont donc trait aux coûts élevés des factures ou des raccordements. Les maisons qui ne disposent pas de raccordement s'alimentent au niveau des bornes fontaines où la bassine est cédée à 15frs. Une autre préoccupation vécue par les habitants des quartiers irréguliers, c'est qu'ils ne peuvent pas disposer de branchements de la SDE même s'ils en font la demande, du fait du caractère « flottant » de leur habitat.

Dans les zones rurales, l'accès à l'eau d'une manière générale et surtout à l'eau potable devient l'enjeu fondamental d'autant plus que la région de Louga est une zone d'élevage et l'importance du cheptel accroît les besoins en eau. Nous pouvons distinguer les villages qui disposent d'un point d'eau et ceux qui n'en ont pas. Mais même pour ceux qui en disposent, la corvée d'eau est de rigueur

surtout si le village dispose d'un forage car il polarise plusieurs autres villages ; parfois sur un rayon de 7 Kms, mais à ce niveau, le problème principal est constitué par l'abreuvement du troupeau. D.D indique : « si on avait suffisamment d'eau, il y'aurait moins de difficultés. Nous sommes obligés d'aller à Gassane (5Kms) ou à Darou Minam Taïf (5Kms) pour avoir de l'eau. Nous n'avons pas de puits ; pendant l'hivernage, il y a des marigots mais nous y amenons juste le troupeau. Malheureusement ils s'assèchent trop vite, un à deux mois après la fin de l'hivernage. La corvée d'eau occupe la plus grande partie de notre temps pendant la saison sèche, on doit y aller matin et soir. Et puis, elle use nos animaux : « boo begon yaxu mbam, wala fas bu rooti sonal bamou dee,yomb nafi » (les ossements d'ânes et de chevaux que la corvée d'eau a tué ne manque pas par ici). De l'avis des populations, le manque d'eau fait qu'ils ne peuvent s'adonner à la culture de contre saison, ainsi, les jeunes sont obligés de quitter leur village pour rejoindre les centres urbains où ils espèrent trouver du travail. Mais là-bas aussi, les choses ne sont pas aussi simples qu'ils le croient et ils y trouvent rarement du travail. De ce fait, ils rejoignent le secteur informel, la plupart des jeunes que nous avons pu trouver sur place grâce à l'approche de l'hivernage nous ont affirmés être des marchands ambulants.

Pour les troupeaux, plus la saison sèche avance, plus se pose le problème de l'eau parce qu'ils vont à la recherche de points d'eau et de pâturages. D.D évoquant cette situation explique : « de l'herbe, nous en avons trois mois après l'hivernage. Après il faut aller très loin dans la forêt et là il se pose le problème de l'eau. Dès fois il faut faire 20Kms pour trouver un point d'eau ».

Le temps consacré à cette corvée d'eau varie d'un village à l'autre et dépend du moyen de transport utilisé (à pied, avec des charrettes), de la distance parcourue et du degré de fréquentation. Dans le cas extrêmes, on y passe la journée (6h à 8h de temps) et on y va au minimum tous les deux jours si ce n'est journalièrement. Dans la communauté rurale de Yang-yang, A.G affirme : « ce sont les femmes qui vont chercher de l'eau. Elles y vont de 7h à 13h, ce qui contribue à les affaiblir, c'est seulement après qu'elles pourront commencer les travaux domestiques ».

Mais au niveau de certains points d'eau, la bousculade est telle que les femmes doivent céder la corvée d'eau aux hommes et dans ce cas, ce sont les jeunes qui sont surtout sollicités. D'ailleurs beaucoup de ces jeunes, notamment ceux que nous avons rencontrés estiment qu'à cause de cela ils ne peuvent pas aller travailler ailleurs bien qu'ils ne trouvent pas à s'occuper durant la saison sèche en dehors de la recherche d'eau. La discussion de groupe réalisée avec les jeunes du village de Kandji illustre bien la situation : « on veut bien travailler mais on a des difficultés liées surtout au manque d'eau. Nous allons chercher l'eau à Touba Mérina (5Kms). Nous utilisons des charrettes (ânes ou chevaux). C'étaient les femmes qui allaient chercher l'eau au puits de Baridiam Khouma (2Kms). En ce moment, elles n'avaient pas d'enfants capables d'aller chercher de l'eau. La distribution de l'eau au niveau du forage n'est pas gratuite : pour

une maison, vous devez payer 750frs le mois (un baril, le matin et un autre le soir ; pour ce qui est du bétail on doit payer 100frs pour une vache et 50frs pour un mouton ou pour une chèvre. Le puits du village est à sec, on y a injecté 600000 pour l'approfondir mais il n'a pas donné plus d'eau. Ce problème se pose aussi pour les villages environnants. Des gens étaient venus mesurer la distance entre le village et le forage de Touba Mérina pour nous faire une adduction d'eau, cela fait trois ans maintenant, et depuis ils ne sont pas revenus. Le manque d'eau nous cause beaucoup de problèmes, un cheval qui fait 10 km pour chercher de l'eau ne peut pas travailler au champ. Pour aller au niveau du forage, avec un bon cheval on peut faire 40 minutes avec le rang, on peut faire 30 minutes et pour rentrer avec l'eau, il faut compter une heure au moins.

Le déficit en eau fait que nous ne pouvons faire du maraîchage, ni de l'embouche. En plus beaucoup veulent aller chercher du travail ailleurs mais à cause du manque d'eau nous ne pouvons pas le faire, sinon ce sont nos parents qui s'en chargeraient et c'est trop dur à leur âge ».

Toujours est-il que dans certaines zones, le déficit en eau est tel que les populations sont obligés de quitter le village pour aller s'établir ailleurs. Il nous a été donné d'observer plusieurs cas : il y en a qui quitte de façon définitive alors que d'autres reviennent pendant l'hivernage pour cultiver leur champ. Au cours de notre entretien avec les jeunes du village de Kandji, ils nous ont affirmé que : « beaucoup de familles ont déménagé à cause du manque d'eau. Elles sont parties s'installer à Touba Mérina mais elles reviennent pour cultiver leur champ d'autant plus qu'elles ne pouvaient s'éloigner de leurs troupeaux ». Selon M.N, les 2/3 des habitants du village sont partis à cause du manque d'eau. Ainsi , il affirme : « si le village faisait 300 personnes, les 200 sont parties, la plupart sont parties s'établir à Touba ».

Accès à l'éducation : scolarisation, daara et alphabétisation :

S'il y a un point sur lequel la quasi majorité des enquêtés se sont accordés, c'est l'importance que peut revêtir l'acquisition de savoirs dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans le domaine de l'éducation, les problèmes soulevés ont trait à la non disponibilité des infrastructures scolaires, à leur vétusté, à leur éloignement, à la cherté des fournitures, aux effectifs pléthoriques, au manque de personnel enseignant, à la transhumance de certaines populations et au manque de motivation.

Le manque de motivation est une des causes du fort taux de déperdition scolaire. Ce phénomène est surtout perceptible au niveau des centres urbains et a pour cause fondamentale, les difficultés économiques que vivent les ménages et qui poussent les jeunes à arrêter les études très tôt pour aider leurs parents, mais également l'émergence de nouveaux modèles de réussite sociale au premier rang desquels se trouvent l'émigration. Comme le font remarquer des jeunes dans un focus : « il faut reconnaître que nous ne sommes plus motivés pour poursuivre nos études. Tu ne peux pas te réveiller le matin et voir ton vieux père se

décarcasser pour subvenir aux besoins de la famille alors que toi tu poursuis des études au bout desquelles tu n'es même pas sûr de trouver un emploi. Et puis nos camarades qui ont arrêté très tôt leurs études pour voyager ont fini par nous convaincre que « Jang mi yoru ko ». c'est pourquoi sur le front de tous les jeunes de cette ville il est inscrit : « tuki » (voyage). A cela s'ajoute, les effectifs pléthoriques surtout au niveau du cycle primaire et qui font que les classes fonctionnent selon le système des classes à double flux et à multigrades. Ce qui de l'avis de certains, accroît la baisse de niveau. Ainsi, de l'avis de A.K : « il n'est pas rare de voir des élèves de CM2 qui ne savent pas lire et leurs études s'arrêtent souvent à cette classe surnommée « siraat » en référence à la difficulté qu'ils ont à dépasser cette classe. En fait « dañ len di gur gur mel ni xar yu ñuy yobu daral ga, ba CM2, ñu dax len » (on les pousse comme des moutons qu'on conduit à l'abattoir, et on les exclut en classe de CM2).

La cherté des fournitures constitue une autre difficulté que déplorent les parents surtout quand on a plusieurs enfants à l'école. Selon O.L : « les fournitures scolaires constituent un véritable casse-tête pour les parents à l'ouverture des classes, d'autant plus que les enfants ne sont pas acceptés s'ils ne viennent pas avec le matériel requis. Pour les familles démunies, elles préfèrent tout simplement garder leurs enfants à la maison ».

Au niveau des villages, plusieurs situations se présentent : les villages qui disposent d'une école et ceux qui n'en disposent pas. Mais il faut noter que ces écoles pour la plupart ne comportent que deux classes. Il faut donc pour ces derniers trouver des familles d'accueil pour leurs élèves dans les villages où ils peuvent continuer leurs études ou ils devront arrêter leurs études. A ce propos, M.S affirme : « nous avons deux écoles au niveau du village centre et six dans les autres villages. Mais aucune de ces six n'est en dur, ce sont des abris provisoires. Après l'entrée en sixième, les élèves vont à Kébémér. Mais il y en a qui rentre à cause des difficultés qu'ils y vivent. S'il y avait un collège dans l'arrondissement, nous aurions moins de problèmes à ce niveau parce qu'on a des parents là-bas ».

Dans ces cas, les filles ne sont pratiquement pas envoyées à l'école.

Pour les villages qui ne disposent pas d'écoles, deux catégories sont à distinguer. La première est constituée par les villages qui sont à une distance raisonnable des écoles et qui y envoient certains de leurs enfants, même si les populations reconnaissent que cela constitue un handicap pour la scolarisation de tous les enfants. Par ailleurs, pour la deuxième catégorie, le village est tellement éloigné des écoles que les parents n'envisagent même pas d'y envoyer leurs enfants. Le village de kandji est un exemple intéressant parce qu'il résume à lui seul ces deux situations. En effet, l'école arabe n'est pas très éloigné (2 Km) alors que l'école française la plus proche est à 5 Km. Ainsi, les jeunes au cours de la discussion de groupe affirment : « notre village est le plus ancien de la communauté rurale, il a 376 ans d'existence, et puis nous n'avons aucune infrastructure réalisée par le gouvernement, même pas une école. L'école

française, la plus proche se trouve à Touba Mérina, trop loin pour que les enfants y aillent. Les rares enfants qui vont à l'école, fréquentent l'école arabe de Baridiam. Nous voulons bien apprendre le français mais nous n'avons pas d'école. Dans tout le village, il n'y a pas un capable de lire une lettre en français ».

Pour les écoles arabes et les daara, elles sont plus la résultante de l'initiative des populations qui estiment que même si elles parviennent à les implanter, elles ne reçoivent aucune aide de la part de l'Etat. Selon elles, l'Etat doit savoir que les daara participent d'une façon effective à la réduction du taux d'analphabétisme.

A ce propos, les habitants d'un village affirment : « tous les enfants du village apprennent le coran et le gouvernement devrait chercher à voir comment faire pour subventionner les daara. Pour ce qui est de l'école française, nous n'en voulons pas et nous estimons qu'on devrait respecter notre choix et savoir que ce qui est important c'est que l'individu puisse apprendre quelque chose pour sortir de l'ignorance ».

Pour ce qui est de l'alphabétisation en langue nationale, elle est tributaire des programmes des différentes ONG intervenant dans ce domaine. Dans cette perspective, elle ne concerne que les zones d'intervention de ces structures et s'adressent aux Organisations Communautaires de Base pour une période de six mois pouvant être renouvelés. Cependant elle se fait généralement en wolof et en Peulh pour permettre aux femmes de pouvoir gérer les actions initiées par ces ONG. A ce niveau, on peut noter que même si ces programmes intéressent particulièrement les femmes, ils créent une certaine exclusion des autres groupes ethniques présentes dans la localité.

En outre les femmes n'ont pas toujours le temps d'assister aux cours à cause des corvées d'eau : « l'alphabétisation n'a concerné que les peulhs et les wolofs, et puis on est seul chez nous, avec le temps qu'on passe au puits pour chercher de l'eau, à quelle heure va t-on pouvoir apprendre ? » déclare *une femme* lors d'un focus.

Il est difficile de terminer ce point sur l'éducation sans aborder, les effets de la transhumance sur la scolarisation des enfants dans une zone à forte vocation pastorale particulièrement dans le département de Linguère où l'élevage extensif est plus développé, compte-tenu de la rareté de l'eau et des pâturages, les familles de pasteurs sont appelées à se déplacer fréquemment pour nourrir leurs troupeaux. Ainsi, elles considèrent que le système éducatif tel qu'il fonctionne exclut d'emblée leurs enfants parce qu'ils ne restent jamais longtemps dans un même endroit. Comme le soutient O.B : « nous, les Peulhs, notre bétail constitue toute notre richesse. A la différence des autres nous ne choisissons pas notre lieu de résidence, c'est notre troupeau qui nous guide. Cela pose un problème pour l'éducation de nos enfants qui ne parviennent pas à suivre le calendrier scolaire tel qu'il est établi. La solution pourrait consister à réaménager le calendrier ou à nous doter de maîtres itinérants qui nous suivraient dans nos déplacements ».

Cette description des conditions de vie des populations de la région de Louga permet d'établir des catégories socio-économiques en rapport avec la question du bien-être et du niveau de pauvreté à partir de l'analyse de la sémiologie populaire qui se dégage de leur perception.

Typologie des ménages selon leurs catégories socio-économiques et la sémiologie populaire :

Partant de l'analyse de la perception de la pauvreté en rapport avec la sémiologie populaire trois catégories socio-économiques ont pu être distinguées.

Il s'agit :

- Des ménages très pauvres (ndole, miskiin, basane, walakana,) : ils se caractérisent par un état de dénuement très avancé, ils font recours à des tiers pour assurer leurs besoins. Comme le souligne S.D : « mooy ñi nga xamne buñu aña, reer, buñu xëyul suba, xëyuñu ganaaw suba, duñu añ duñu reer » .

Dans ces ménages, il est rare de trouver quelqu'un qui travaille ; ils vivent de « lijenti » basé généralement sur la solidarité des parents ou des voisins et sur la débrouillardise ou « dëb dëbël » ; ils n'ont aucune source de revenus fixe.

Dans ce type de ménages, l'activité principale est constituée par la recherche de nourriture et ils parviennent difficilement à assurer les trois repas et s'ils arrivent à avoir un dîner c'est par l'application du système du « Gobar jaasi ». En fait comme le souligne F.D : « il nous arrive rarement de nous endormir avec la dépense du lendemain, c'est pendant la journée que mon mari sort pour faire du « taaba-taaba » ; dès qu'il trouve quelque chose il le ramène à la maison afin que je puisse préparer à manger. Pendant ce temps j'essaie de ramasser quelque sous avec le petit commerce que je fais devant la maison. Il m'arrive de débiter la préparation du déjeuner à 16h ; parce qu'il me faut attendre son retour . Pour ce qui est de la qualité nous ne sommes pas très regardant et il nous arrive de préparer le même plat pendant plusieurs jours. »

Concernant l'alimentation il faut dire que la règle c'est l'institutionnalisation du repas unique à une heure assez avancé de la journée d'autant plus que l'approvisionnement se fait au micro détail. Cette situation est reflétée par les propos de A.N : « jafé jafé fi la samp daara, ndeki moom desu reer la, ku amagul añ doo tal ndeki ».

Le type d'habitat est souvent très précaire et de l'avis même des populations, présente des risques –notamment les incendies, les effondrements, les déguerpissements- qui aggravent leur état de dénuement. L'exemple de M.D est assez illustratif : « ma maison a entièrement brûlé l'année dernière et il ne restait que trois habits dans la maison. Nous voudrions disposer de maisons plus sûres parce que ce sont nos vies et celles de nos enfants qui sont menacées mais lorsqu'on ne peut pas assurer son alimentation quotidienne, on ne peut pas prétendre à une maison en dur d'autant plus que le terrain sur lequel nous logeons ne nous appartient pas parce que le lotissement du quartier n'est pas encore achevé ».

« Avant de se soigner, il faut déboursier 200frs mais pour voir le médecin, il faut déboursier 1000frs. Il y a même des gens qui tombent malades et qui n'y vont pas parce qu'ils n'ont pas de quoi payer le ticket. Et là ils font recours à la pharmacopée d'autant plus que les ordonnances coûtent chères ». Cette déclaration de V.G est révélateur des difficultés d'accès aux soins de santé de ces ménages et justifie la résignation face à la maladie. D'ailleurs, ils reconnaissent eux-mêmes que cette difficulté de l'accès aux soins de santé constitue non seulement une conséquence de leur dénuement mais en même temps une de ses causes principales. C'est ce que traduit cette pensée de M.S qui soutient : « ndole ma ngi doore ci ame diangoro te amoo man manu saytu ko ; rax ci doli ku werul suxali saw nekin dana la jafé ». Pour cette catégorie de la population, la difficulté réside d'abord et avant tout dans la mobilisation de la somme permettant d'accéder aux structures de santé car comme elles disent : « do xëy rek, dem ci faju kaayi faw nga lijenti ko ba nopi ». Dans certains cas elles font recours aux médicaments vendus au détail à un prix dérisoire : 10frs le comprimé de Paracétamol qu'elles ont baptisé « ñoket » (se lever brusquement) comme pour dire qu'il est efficace contre toutes les maladies. C'est d'ailleurs ce que reflète la pratique, sa prise est de rigueur quel que soit le mal dont on souffre

Par ailleurs, elles estiment que leur niveau de pauvreté est telle qu'elles ne peuvent pas s'en sortir toutes seules. « ñak dana yeg foo xamne buntu yepëy tēju , faw ñu ñodi la baa nga suux ».

Cette conception est à la base de la faible capacité organisationnelle que l'on peut remarquer dans le milieu. En effet, interrogées sur les stratégies mises en œuvre pour améliorer leur sort, elles misent sur l'intervention de « projets » alors qu'elles ne mènent aucune démarche pour bénéficier de l'appui de ces derniers. A cela s'ajoute la faible initiative individuelle et collective. Ceci a pour conséquence la forte déconnexion institutionnelle liée d'une part à la méconnaissance du rôle de ces structures et d'autre part au fait que celles-ci n'interviennent pas dans toutes les localités notamment celles qui sont très difficiles d'accès et leurs interventions concernent principalement les Organisations Communautaires de Base (OCB).

- Des ménages pauvres (new ji doolé, badoolo) : disposant d'une seule source de revenus assez précaire qui ne permet pas de couvrir entièrement les besoins en alimentation. De ce fait, le « taxale » est utilisé comme stratégie permettant de combler en partie le déficit. Mais ils s'accordent à reconnaître que la qualité de vie dont ils disposent n'est pas des meilleures. Comme l'affirme M.S : « dundu ñu dee wuu ñu, nekinu werean lañ ame ». le focus réalisé avec les

chefs de village de Louy Peulh, Louy Wolof, Ndiakhaté et Thikane vient confirmer ces propos : « dès fois, on mange des plats simplement pour ne pas mourir parce que certains d'entre eux sont presque immangeables. Du riz simplement bouilli et si on a vraiment les moyens on met du « kecax » et du niebé. Il n'y a pas de poisson ici ». Ces ménages s'approvisionnent aussi au détail même s'il peut arriver qu'ils parviennent à assurer la ration alimentaire pendant une période généralement très courte allant de trois à cinq jours. Si la captation des ressources n'est pas opérationnelle ces ménages ont recours au « Gobar jaasi » pour assurer les trois repas. De plus la solidarité de conditions fait qu'il leur arrive très rarement de rester un jour sans préparer un repas ; comme l'affirment les habitants du village de Kër Mor Abdou : « fii ken du fi denc njël sa moroom di tumuranke » ; cette solidarité est notée aussi dans ces propos recueillis lors du focus avec les jeunes de Kandji : « la solidarité nous aide à supporter la pauvreté dans laquelle nous vivons. Il y a beaucoup de gens qui achètent des sacs de riz et après avoir remboursé les prêts qu'ils avaient contractés, il ne leur reste que cinq kilos ; ñun bor mooy sunu alal, ndax amuñu doole ».

Ces populations se caractérisent par un très faible niveau de scolarisation qui selon elles contribue à accentuer leur état de pauvreté car de leur avis même « le savoir éloigne de la pauvreté : xam xam ak ñak ne caas ak sawara ».

Même si elles parviennent à avoir accès aux structures de santé sans grande difficulté, il n'en est pas de même quant à l'achat des ordonnances surtout si les médicaments ne sont pas disponibles au niveau des IBM (Initiative de Bamako). Pour ce qui est des pharmacies, elles considèrent que la plupart des médicaments sont hors de portée de leur bourse. Ainsi, dans la plupart des cas elles procèdent à une sélection des produits à acheter (généralement les plus abordables) ou font recours aux réseaux parallèles de distribution ou encore à la pharmacopée.

Quant à leurs rapports avec les institutions même s'il peut être excessif de parler de déconnexion, on peut néanmoins souligner qu'ils se limitent à des relations de type vertical, surtout lorsqu'il s'agit des structures chargées d'appuyer les populations dans la mise en place d'activités génératrices de revenus (ONG et caisses de crédit). En effet si elles affirment avoir besoin de l'appui de ces structures pour s'en sortir et même si elles sont au courant des activités qu'elles mènent, il est rare qu'elles prennent l'initiative du premier contact. comme l'affirme A.M.S, chef de village de Kër Mor Abdou « Nous ne bénéficions de l'appui d'aucun projet.

Nous ne sommes pas des politiciens et ces derniers orientent tous les projets vers leur village. Seul, un projet nous avait promis une case de santé mais depuis ils ne sont pas revenus alors qu'ils avaient fait acheminer le ciment jusqu'ici, si la pluie arrive on va perdre le ciment. Si les jeunes d'ici étaient soutenus par ces projets ils ne partiraient pas, actuellement ils vont à Dakar ou à Touba». En outre les hommes estiment que les caisses de crédit sont réservées aux femmes car elles sont les seules à pouvoir y obtenir des prêts. Cet avis est partagé par G.D. chef de quartier à Kébémér qui soutient « Les projets sont surtout destinés aux femmes, les hommes n'en bénéficient pas. Le gouvernement devrait aider les hommes pour qu'eux aussi puissent en disposer ». Mais il faudrait peut être en rechercher la véritable cause dans le fait que les femmes développent plus d'initiatives que les hommes grâce aux groupements, aux mbootaay, aux tontines qu'elles mettent en place. Pour les hommes, ils se contentent la plupart du temps d'adhérer aux Dahiras qui ne mènent pas des activités génératrices de revenus. En plus de l'avis même des hommes, les femmes sont plus intègres et comme le note O.L. « Chez les hommes, la tentation de l'émigration est si forte que s'ils reçoivent un financement il y a de fortes chances qu'ils ne restent pas ici pour travailler ».

- Les ménages moyennement aisés (dig doomu, ñi am suturë) :

Les populations classent dans cette catégorie, les ménages disposant de sources de revenus fixes relativement substantielles provenant de l'émigration, du commerce. Dans l'entendement des populations seules ces activités procurent assez de revenus permettant à ceux qui les exercent d'entretenir leur famille sans connaître les difficultés qu'éprouvent les deux autres catégories précédemment citées. C'est ce que traduisent les propos des habitants de Kër Mor Abdou lorsqu'ils expliquent les raisons de leur dénuement : « lu tax ken jekufi, ken jaayu fi, ken tuki ufi, ay cultivateur simplañu » (il n'y a pas de personnes aisées ici parce qu' parmi nous il n'y a ni commerçants, ni émigrés, nous ne sommes que de simples cultivateurs).

Cependant, compte tenu du poids de leur charge sociale, ils ne parviennent pas à un niveau d'accumulation de ressources leur permettant d'être classés parmi les riches, ce qui les expose à des risques de vulnérabilité . Sont considérés comme riches ceux dont la vie de production génère des revenus permettant de vivre pendant toute l'année : « ken amu fi dund ren ba dewen te jek fofu lay tambalé waaye barabune lafay ñul, moodib ñak ».

Ces ménages ont une qualité de vie jugée satisfaisante et parviennent à assurer les trois repas même s'ils reconnaissent qu'avec le

renchérissement du coût de la vie cela devient de moins en moins évident. En général, les dépenses sont prises en charge par le soutien de famille (que ce soit le commerçant ou l'émigré) même s'il arrive que les autres membres y participent surtout pour le cas de l'émigré qui envoie mensuellement une certaine somme qui ne couvrent pas les imprévus et autres dépenses de fonctionnement.

En ce qui concerne la santé, s'ils n'ont aucun problème dans l'accès aux structures, il n'en est pas de même pour l'achat des médicaments pour lequel, ils sont obligés de faire recours à un prêt. A ce propos, A.D : « notre famille parvient à vivre relativement bien grâce à l'argent que nous envoie mon frère qui est en Italie. A part lui personne ne travaille dans la famille, ce qu'il nous envoie permet d'assurer la dépense quotidienne et de payer les factures d'eau, d'électricité et de téléphone. C'est pourquoi nous éprouvons des difficultés à acheter certaines de nos ordonnances mais nous avons trouvé une solution qui consiste à emprunter de l'argent au niveau de la boutique du coin. Si la somme n'est pas trop importante, nous essayons de la payer avec nos « lijenti » ; dans le cas contraire, il augmente la somme qu'il envoyait initialement afin que l'on puisse payer la dette contractée ».

Le rapport de ces familles avec les institutions est relativement faible dans la mesure où elles ne s'impliquent pas ou plutôt ne s'identifient pas toujours à ces structures dont les interventions s'adressent généralement aux catégories qu'elles jugent démunies.

Points de rupture dans le vécu des acteurs : faits structurants et leurs modalités opérationnelles.

Dans la région de Louga, le premier élément de vulnérabilité est lié aux conditions naturelles et climatiques défavorables. Les sécheresses cycliques et leurs effets induits sont à l'origine de la paupérisation des populations dont la plupart vivent de l'agriculture. Ainsi, parlant de ce point, S.D témoigne : « les sécheresses successives ont contribué à accentuer la pauvreté dans la zone. En effet tant qu'il y avait de bons hivernages, les difficultés ne se faisaient pas tellement sentir parce qu'on moins nous avions de quoi manger, je me souviens que dans les années 1960, on arrivait à vivre avec ce qu'on stockait dans les greniers mais depuis 1970 je ne vois même plus de greniers ». Tout comme les agriculteurs, les pasteurs ont été aussi durement éprouvé. Selon B.B : « joloff, ñak dugub tasuko, ñak nawet moo koy tas, bu diur gi amul lu mu lek rek, borom diur gi dem ».

La plus meurtrière d'entre elles de l'avis des populations, a été celle de 1973 pendant laquelle des pasteurs ont vu leurs troupeaux décimés ce qui a été à l'origine de nombreux cas de suicide. Certains ont été obligés de céder leur

bétail à vil prix. A cette époque se souvient L.N : « ma mère m'a acheté un bœuf à 300frs ; lors des cérémonies ; on ne faisait pas de laax; on faisait du « semp ten » c'est-à-dire un bœuf maigre qu'on suspendait jusqu'au lendemain pour pouvoir le préparer ».

Selon les habitants de Louy Wolof, Louy Peulh, Ndiakhaté et Thikane : « les longues années de sécheresse ont contribué à détériorer de façon notable notre niveau de vie . Une bonne partie du cheptel a été décimé et pour ne pas tout perdre nous sommes obligés lors des périodes de soudure de vendre beaucoup de bêtes à des prix dérisoires non seulement pour nous nourrir mais également pour maintenir le reste du troupeau en vie jusqu'aux prochaines pluies. Mais notre souci majeur provient du marigot que nous partageons et qui constitue l'un des points d'eau le plus important pendant l'hivernage. En effet il attire des transhumants qui détruisent notre « forage » (le marigot parce que nous buvons son eau) en s'établissant aux abords. Les cadavres de leurs animaux malades polluent l'eau, non seulement nos animaux sont contaminés mais aussi les êtres humains souffrent de maux de ventre. A cela s'ajoutent les méfaits des chameaux qui viennent de Mauritanie et qui rendent l'eau boueuse et impropre à la consommation en même temps qu'ils réduisent la durée de vie du marigot. Le pâturage subit aussi les conséquences de cette invasion, ce qui fait qu'à la fin de l'hivernage nous ne disposons plus d'herbe pour notre propre cheptel, nous jetant aussi sur les sentiers de la transhumance ».

Par ailleurs, la politique d'intégration sous- régionale avec l'ouverture des frontières qu'elle entraîne a été indexée par les éleveurs comme un facteur de détérioration de leurs conditions de vie. Outre qu'elle provoque une mévente lors des cérémonies religieuses, elle est aussi désignée comme étant à l'origine de l'introduction de certaines maladies jusque là inconnues dans notre pays (exemple de la fièvre aphteuse).

Les effets de ces sécheresses combinés à l'incapacité des populations à maîtriser les catastrophes naturelles telles que les invasions acridiennes et aviaires ont contribué à la dégradation de l'environnement physique et à l'appauvrissement des sols se matérialisant par la diminution de la production agricole.

Les effets pervers de la politique agricole initiée par le gouvernement avec la distribution de semences ont accru les difficultés des ménages en milieu rural. Selon S.D : « les prêts en semence ont aggravé les difficultés. Chaque ménage a reçu 150kg qu'il devait retirer à Bandagne qui est à 20km alors qu'il a une dizaine de cultivateurs chez lui. Il leur fallait trouver un moyen de transport, ceux qui n'ont pas de charrettes ont dû en louer. Dès fois ils y ont passé deux jours et l'arachide n'était pas traitée et une bonne partie n'a pu être utilisée. Certains se sont retrouvés avec seulement 50kg. On devait rembourser 26000frs. Cette année on a encore rien reçu »

On peut également noter les causes sociales comme le décès du soutien de famille ou le divorce qui sont évoquées comme source de vulnérabilité :

Encadré II : le décès source de vulnérabilité

N.C vivait en ménage à Saint-Louis avec ses quatre enfants, c'est à la suite du décès de son mari, transporteur, en 1993 qu'elle s'est retrouvée dans une situation de précarité telle qu'elle ne pouvait continuer à vivre à Saint-Louis d'autant plus qu'il était le seul pourvoyeur de ressources. C'est alors que N.C est revenue à Louga sa ville originelle. Leur concession est située dans un quartier spontané. Il s'agit d'un habitat précaire qui peut disparaître ou être attribué à quelqu'un d'autre en cas de lotissement de ce quartier. N.C s'est remariée à un ancien électricien qui n'exerce plus. Il est « Baye Fall » et tire l'essentiel de ses revenus des « maajaal » qu'il quémande en faisant le tour du pays. Pour faire fonctionner le ménage les hommes font du taxalé, chacun donne ce qu'il a. Deux des enfants sont l'un en Gambie, l'autre à Saint-louis. L'aîné est resté en Gambie où il a séjourné pendant sept ans sans rien réalisé, il s'active dans le petit commerce. Quant au second il est carreleur à Saint-Louis, il vient à Louga de temps en temps quand il réussit à mettre un peu d'argent de côté. Le troisième travaille comme employé dans une boulangerie qui appartient à un libanais et où il se sent exploité d'autant plus qu'il est mal payé mais il y reste parce qu'il n'a pas le choix »

L'exemple de N.C montre comment le décès du pourvoyeur de ressources au sein d'une famille favorise le basculement dans la précarité. Dans ce cas de figure, le remariage peut constituer un facteur aggravant parce que le choix du conjoint ne suppose aucune exigence.

Autre facteur déterminant de la vulnérabilité particulièrement pour les femmes c'est le divorce qui affecte fortement l'autonomie résidentielle et les expose ainsi à la promiscuité.

Perceptions de la pauvreté selon les différentes catégories socio-économiques :

Les perceptions de la pauvreté revêtent des caractéristiques différentes selon la catégorie socio-économique considérée et la sémiologie permettant d'établir la typologie des ménages présentes dans la zone d'étude. F.D les décline sur trois axes : *ñi yala sutural seen doom di tuki ; ñiy fortatu di dunde (ci dig bi) ; ki muj, moy jële ci nit ñi (xelam nekul ci ku njëk kë tey xool ki ci dig bi) ay juntucaayam matul*. La première est constituée par les ménages qui comptent un émigré, la deuxième, par ceux qui travaillent même si leur emploi est précaire ; la dernière catégorie est constituée par ceux qui font systématiquement recours à des tiers pour assurer ses besoins.

Cette conception fait ressortir les trois catégories socio-économiques que l'on a eu à identifier. Les ménages très pauvres sont considérés comme ceux qui ne parviennent pas à satisfaire les besoins primaires au premier rang desquels l'alimentation et la santé (*ndole mooy ki nga xamne lekkam ak werguyaramam mënu ce seytul bopam dara*).

Les ménages pauvres sont constitués par ceux qui sont obligés de faire recours au « taxale » pour assurer leurs dépenses dans la mesure où aucun des membres ne disposent de revenus fixes ou substantiels.

Les ménages moyennement aisés quant à eux disposent de soutiens exerçant des activités-généralement le commerce ou l'émigration – leur permettant de prendre en charge les dépenses du ménage sans solliciter l'apport des autres membres.

Cependant au niveau de la perception de la pauvreté, il est à noter que les populations évoquent souvent le rapport aux matérialités pour établir le classement de ces différentes catégories. Ce rapport aux matérialités varie en fonction du milieu –rural, urbain- et de l'activité exercée. Chez les agriculteurs le classement se fait en fonction du matériel dont on dispose et qui détermine la superficie emblavée. Ainsi, le « ndole » est considéré comme celui qui n'a ni cheval, ni machine, ni semence et qui ne compte que sur sa force de travail. La plupart du temps ils sont obligés de se constituer métayers et peuvent disposer d'une partie des récoltes d'autant plus qu'avec la pratique du « bay seedo » ils sont payés en nature. Hors, comme le soutient A.M.S : « ben loxo pexe ma gën pengum ». Les pauvres ou *neew ji doole* sont ceux qui disposent d'une machine artisanale à traction animale car la différence est faite entre ces machines surnommées « *jaa jëf mbow* » et les « *masinu tubab* ».

Les moyennement aisés ou « *dig doomu* » sont ceux qui parviennent à cultiver des surfaces relativement importantes parce qu'ils possèdent un cheval et sont capables d'employer un ou plusieurs métayers.

Pour les éleveurs, la matérialité se fait en rapport avec la taille des troupeaux et permet d'opérer une catégorisation entre les ménages. Les très pauvres sont ceux qui n'ont pas de bétail et qui n'ont pas pu trouver un emploi leur permettant de subvenir à leurs besoins. Les ménages pauvres sont ceux disposent de quelques

bêtes et dont les membres travaillent comme « teefanke » (revendeurs) ou bergers. Selon O.B ceux sont ce qui ont de la chance mais ne sont pas intelligents : « ñi am wërsëk te yewu wu ñu ». Quant aux ménages moyennement aisés, ils possèdent un cheptel relativement important. En milieu urbain, le rapport aux matérialités cible l'habitat (cases pour les très pauvres et les pauvres même si pour les premiers, l'accent est mis sur le fait que le terrain ne leur appartient pas ; maisons en dur pour les ménages moyennement aisés), le niveau de revenus, les biens de luxe (téléphone, véhicule) et le réseau social.

Formes et mécanismes de vulnérabilité, d'insécurité, de risques, d'exclusion, de marginalisation :

De l'avis des populations, l'analphabétisme et le faible niveau d'instruction constituent la première forme de vulnérabilité dans la mesure où ils impliquent une méconnaissance du rôle et des règles de fonctionnement des institutions dont elles ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Cette situation est à l'origine de la forte déconnexion institutionnelle que nous avons eu à noter et qui selon nos enquêtés réside dans le fait que « loo xamul dooko ñeme » .

Il est en outre fait état de l'utilisation de cette ignorance des populations par certains agents de ces institutions pour procéder à du rackettage. O.B prétend : « les agents du service d'hygiène saisissent notre lait sous prétexte que la conservation a altéré sa qualité. Quelque fois on leur donne 500frs pour pouvoir garder notre lait et le revendre ». D'autres cas sont déplorés par les éleveurs qui estiment que beaucoup de vétérinaires n'effectuent plus des tournées au niveau des villages, ils se contentent de vendre des produits aux propriétaires qui se chargent parfois des injections et qui dès fois ne maîtrisent même pas l'utilisation. Mais devant le recrudescence des pathologies qui affectent le cheptel, ils prétendent ne pas disposer d'autres alternatives. Ces pathologies selon les populations sont la conséquence de l'arrivée massive d'animaux provenant de la sous-région. Outre les maladies qu'elle engendre, elle provoque aussi une mévente du bétail contribuant à diminuer de façon drastique les revenus des éleveurs.

De plus ils estiment être préoccupés par le vol de bétail qui commence à atteindre des proportions alarmantes d'autant plus qu'ils se sentent dépourvus de toute forme de protection. Ainsi ils disent ne voir les gendarmes qu'à l'occasion des marchés hebdomadaires. De plus les voleurs sont armés et n'hésitent pas à faire usage de leurs armes alors que la justice semble refuser aux propriétaires le droit à l'autodéfense ; dès qu'on en blesse un en se défendant on est emprisonné : « dafa melne ate katyi sacc si lañu andal ». s'il arrive qu'après un vol, on appréhende le voleur après qu'il s'est débarrassé du butin on nous demande des preuves qu'il nous est très difficile de fournir, nous avons du mal à comprendre cette justice qui donne tous les droits aux voleurs.

Par ailleurs, les éleveurs estiment être victimes d'une stigmatisation –en effet on les considère comme des gens riches mais qui ne profitent pas de leur richesse pour améliorer leurs conditions de vie « Pël yi jurgi moo len moom »- qui fait qu'ils ne bénéficient d'aucun appui. A cela s'ajoute leur forte mobilité géographique qui ne favorise pas leur implication ou leur identification à ces formes d'institutions.

Parmi les causes de la déconnexion les populations évoquent aussi l'exclusion de certaines catégories (hommes et jeunes) et de certaines localités compte tenu du fait qu'ils n'ont pas de représentants au niveau des instances de décisions.

L'enclavement de certaines localités limite leurs possibilités de bénéficier de certains investissements pouvant améliorer leurs conditions de vie, pour ces populations, les structures institutionnelles interviennent seulement dans les zones faciles d'accès disposant de pistes. Une telle situation contribue à aggraver l'état de dénuement dans lequel se trouve ces populations parcequ'elles sont obligées d'effectuer des dépenses supplémentaires pour avoir accès à certains produits de base (sel, sucre etc.). Dans le village de Nouflé, les populations parcourent environ 3km pour se procurer du sel. Cet enclavement se ressent particulièrement dans l'évacuation des malades ; C.B du village de Bousobé témoigne : « dans le domaine de la santé, nous avons d'énormes difficultés non seulement à cause du manque d'infrastructures mais aussi et surtout à cause de l'enclavement. Le médecin se trouve à Dahra (10km) et nous n'avons ni ambulance, ni cheval. Si nous avons un malade ou un accouchement nous avons beaucoup de problèmes pour son évacuation. L'année dernière, ma fille a eu des contractions pendant deux jours alors qu'on marchait pour gagner la grande route , elle a accouché pendant le trajet alors que nous étions seules. Heureusement qu'une personne qui passait par là a accepté de m'attendre auprès d'elle pendant que j'allais chercher de l'eau et du savon dans les villages environnants pour les nettoyer. Finalement nous sommes revenues sans aller au centre de santé. Une autre de mes filles a accouché dans la concession derrière une case ».

Quant aux agriculteurs, ils affirment subir beaucoup de préjudices aussi bien de la part de l'Etat qui tarde à leur payer les bons pour l'arachide qu'ils avaient déposés auprès des « seko » (coopératives), que de la part des peseurs qui non seulement les lèsent au moment de la pesée mais procèdent à des rétentions lorsque l'argent est disponible dans le but de se faire corrompre.

De plus, pendant la période de soudure considérée comme la plus difficile, ces agriculteurs sont obligés d'entrer en contact avec des commerçants qui acceptent de leur faire du crédit jusqu'à la prochaine récolte. Mais ces prêts ne se font pas toujours sans des conditionnalités. Ces propos de S.D. en témoignent : « Les commerçants nous prêtent tout ce que l'on veut, mais nous sommes obligés de leur vendre le produit de la récolte à un prix qu'ils fixent eux mêmes. Ils ont constitué un lobby, si vous ne tombez pas d'accord sur le prix fixé par votre

créancier, les autres boycottent vos produits. « ñi ñak, ñi am war leen dimbëli ño leen di gënë dugël ci geeju ñak ».

Le non lotissement des quartiers se matérialisant par la précarité de l'habitat et la promiscuité dans l'espace résidentiel, expose davantage aux risques de vulnérabilité. Celle-ci se situe à deux niveaux : leur caractère irrégulier fait que les habitants sont peu enclins à édifier des maisons en dur. Ainsi sont-ils exposés à des incendies qui précarisent davantage leur situation. Le second aspect est lié à la nature controversée de l'attribution des parcelles. Les populations qui occupent ces parcelles estiment qu'elles sont déguerpies au profit de gens ayant un capital social ou économique développé.

Principales tendances du vécu au quotidien des ménages et des acteurs individuels :

Les longues marches et le « cocharrettage » sont notés dans l'évacuation de malades et la corvée d'eau. Le déficit en moyens de transport et l'enclavement obligent les populations à parcourir de longues distances pour vaquer à leurs occupations. Même si les populations font recours au « cocharrettage » pour réduire les distances, il faut reconnaître qu'il est surtout utilisé pour effectuer les corvées d'eau –compte tenu de leur impossibilité à transporter une grande quantité d'eau sur de longues distances- et acheminer les malades au niveau des structures de santé.

Le recours aux réseaux sociaux de parenté ou de voisinage : les notions de « lijenti » et de « taxalé » sont surtout rendues opérationnelles par leur activation. Les populations affirment faire recours à ces réseaux pour atténuer les difficultés dans la mesure où elles sont conscientes que c'est le seul moyen de s'en sortir « da ngay tane sa moroom tay, ëlëk mu tane la » mais également pour effectuer certains travaux pénibles (pour décortiquer les arachides, pour cultiver le champ du marabout, pour le battage du mil). Ces formes de solidarité peuvent aussi se manifester dans le troc.

Les migrations : elles sont soit internes ou externes et dépendent de l'avis des enquêtés du pouvoir économique et du réseau relationnel dont dispose l'individu ou sa famille. En effet, confrontés au sous-emploi et aux pressions sociales, les jeunes optent de plus en plus pour la migration comme le moyen le plus adéquat pour améliorer leur situation socio-économique et celle de leur famille.

L'approvisionnement au détail et au quotidien des produits de consommation surtout pour les ménages considérés comme très pauvres et pauvres est lié à leur nécessité de faire recours au « lijenti » et autre forme de « taxale » pour assurer la dépense quotidienne compte tenu de leur faible pouvoir d'achat. Il arrive même qu'il se fasse sous forme d'emprunt auprès des voisins et des boutiquiers.

La transhumance concerne exclusivement les pasteurs. Ces derniers font remarquer qu'elle couvre des périodes de plus en plus longues du fait du manque de pâturages qui est une conséquence de la raréfaction des pluies mais aussi de l'augmentation des surfaces cultivées. D'autant plus qu'il leur est

impossible de nourrir leur troupeau avec les aliments de bétail disponibles sur le marché en raison du coût élevé du produit et de la non disponibilité de réserves financières dans la mesure où, comme ils l'affirment eux-mêmes, le cheptel constitue tout leur avoir.

Les tontines (généralement à mise très faible) et adhésion aux structures intervenant dans le micro-crédit permettent aux femmes d'exercer des activités génératrices de revenus telles que le petit commerce, l'embouche, le maraîchage sur de petites surfaces. Les bénéfices tirés de ces activités sont réinvesties dans l'économie domestique et comme le reconnaissent les hommes, elles s'impliquent de plus en plus dans la gestion des ménages. Ces bénéfices sont aussi utilisés dans l'achat de bijoux -ce qui constitue avec l'achat du bétail la forme de capitalisation la plus répandue chez les femmes-, d'habits mais aussi dans les formes de sociabilités qui se développent entre elles.

Quatrième partie : comment les acteurs réagissent face à la pauvreté

Les ajustements à la pauvreté :

- Mode de vie : logement, alimentation, mobilité, habillement, santé :

Logement :

« goor bala mat goor dëg samp kër » cette pensée de M.D traduit bien la logique que les populations entretiennent avec l'habitat. Les enquêtés affirment que l'accès à l'autonomie résidentielle constitue une étape essentielle dans le processus de réalisation individuelle. Cet accès se pose avec acuité en milieu urbain. Cette difficulté trouve son origine dans l'accroissement de la population urbaine entraînant l'épuisement des réserves foncières des communes avec comme corollaire la spéculation foncière. Ainsi, de l'avis de A.K : « acquérir un terrain pour les pauvres gens comme nous passe par d'autres canaux que l'achat car les coûts sont hors de portée des gens moyennement aisés ; il n'y a que les émigrés et les grands commerçants qui parviennent à se procurer ces terrains. Pour vous donner un exemple je vous cite le cas du maire de la ville qui est allée jusqu'en Europe pour vendre les terrains des quartiers « fak dëk » à des émigrés alors que des chefs de famille y étaient établis depuis plusieurs années dans l'attente des attributions ».

Face à cette situation les populations développent des alternatives en s'établissant dans des quartiers périphériques .A cet effet, nous avons rencontré A.D. enseignant arabe qui nous expose les raisons pour lesquelles il a quitté le domicile familial pour s'installer dans un quartier situé dans la périphérie de la ville.

Encadré III : l'importance du réseau social dans la vie des acteurs

Mon père enseignait le coran. Il voyageait de ville en ville pour dispenser ses cours. Pour cette raison, il avait laissé ma mère ici chez mon oncle à KSL. C'est pourquoi je suis né ici.

Mon oncle m'a beaucoup aidé à poursuivre mes études. Il a payé mes inscriptions pendant l'absence de mon père. Ce dernier s'était installé entre Mboro et Tivavouane . Aussi ces activités ne lui ont pas permis d'avoir une vie de famille, ni de s'occuper de l'avenir de ses enfants. C'est pourquoi, nous n'avons jamais eu de maison à Louga et ma mère a toujours vécu chez mon oncle à K.S.L . Mon père est décédé en 1963 , quand j'avais 3 ans, je n'ai pas pu le connaître.

J'étais à l'aise chez mon oncle mais quand je me suis marié et que j'ai commencé à avoir une vie de famille, j'ai décidé de trouver un terrain . Si je suis venu ici ce n'est pas suite de problèmes de cohabitation avec la famille de mon oncle, mais c'est parce que j'estime qu'on ne peut pas se faire entretenir indéfiniment et que nous commençons à vivre dans une certaine promiscuité. Je fais partie des premiers habitants, je suis là depuis 1994 et j'ai pu avoir la confiance des habitants qui m'ont choisi pour les représenter et être leur leader. La construction de la mosquée a été notre première action commune. Avant moi, il y avait seulement des peulhs. Ces gens ont l'habitude de vivre à la périphérie des villes à cause de leurs troupeaux. Mais le quartier s'est peuplé en l'espace de 4 mois, entre Janvier et Avril 1994.

Je suis venu directement ici à mon retour du Caire, mais j'y pensais bien avant mon départ.

A mon retour, j'ai fait venir ma femme qui était rentrée chez ses parents à Touba pendant mon séjour au Caire (pendant 6 mois). Mes enfants sont nés ici. Mais auparavant je m'étais déjà marié avec une fille qui est la mère de mon premier enfant qui a maintenant 10 ans , il est élève dans mon école.

J'ai agi aussi par expérience. J'ai eu un ami qui habite à Ndegur vers l'Ecole Diamagueune. A l'époque, il m'avait conseillé de faire comme lui pour trouver un terrain à la périphérie de la ville, mais j'avais refusé de le suivre croyant que c'était une aventure douteuse. Mais aujourd'hui je regrette de ne pas avoir suivi ses conseils parce que si aujourd'hui nos terrains peuvent coûter 500.000 F, son terrain à lui a une valeur équivalente à 2.000.000 FCFA.

Ici, nous vivons en communion, on se retrouve chaque jour vers 19 h à la mosquée pour échanger et raffermir nos relations de voisinage. Au delà de l'apparence du quartier, on se rend compte facilement de la pauvreté qui le caractérise. Mais je pense que ceux qui sont installés ici sont des gens prévoyant qui veulent avoir un logis qui les appartient. Seulement ils s'y sont pris tardivement. La ville de Louga s'est faite progressivement par extension année après année. Bientôt nous nous retrouverons au centre de la ville vu le rythme avec lequel la ville est entrain de s'étendre.

Seuls les gens qui ne comprennent pas disent que nous sommes dans un quartier peu fréquentable parce que ceux qui viennent vivre ici le font à cause de certaines difficultés ; ils sont le plus souvent à l'étroit dans leur maison familiale. Chez nous, on a l'habitude de vivre en communauté et parfois on peut retrouver 5 ménages sous un même toit. Ce sont ces types de situation qui provoquent les problèmes de cohabitation entre frères et cousins et qui les poussent à prendre de telles décisions même si la pauvreté constitue aussi un motif de déplacement des populations : « dund fii mo ëp sutura ».

Le premier élément qui apparaît est l'absence de transmission de patrimoine foncier de la part du père qui pris par ses obligations avait confié son fils à un de ses frères qui s'est chargé de son éducation . Le désir de quitter la maison familiale ne s'est fait sentir qu'après le mariage et est motivé par celui d'accéder à une certaine autonomie résidentielle et la raison évoquée est la nécessité de prendre en compte l'avenir. Cet avenir peut être envisagé sous l'angle des lois de successions qui à la mort de l'oncle risquent de le placer dans une certaine vulnérabilité en le privant d'un lieu d'habitation.

Nous pouvons aussi noter l'importance du réseau de relations -constitué ici par l'ami qui lui a suggéré de venir s'installer dans ce quartier- dans la saisie des opportunités.

Ce récit permet également de percevoir la hausse de la valeur foncière, déterminée par la proximité d'avec la ville. Ainsi, la valeur des terrains des premiers occupants a quadruplé en l'espace de quelques années.

Par ailleurs, les habitants de ce quartier venant d'horizons divers, essaient de reconstituer une vie de relation autour du lieu de culte qu'est la mosquée.

Dans ce discours transparait aussi la stigmatisation dont sont victimes les habitants du quartier et qui découle de la précarité du logement et du mode de vie, comme l'affirme un habitant de ce quartier « lu bon lu ñu wax ñune atan nañuko ». Le dernier point que nous avons relevé a trait aux possibilités de camouflage du mode de vie compte tenu de l'éloignement du quartier et de la relative homogénéité dans les conditions de vie de ces ménages.

Mais comme le fait remarquer M.D. du fait de l'épuisement des réserves foncières « il est de plus en plus difficile pour les pauvres d'avoir recours à cette alternative. La ville a en effet empiété sur les réserves des communautés rurales qui commencent à vendre leurs parcelles. Ainsi plusieurs chefs de ménages sont obligés de rester au niveau du domicile familial parce qu'ils n'ont pas les moyens d'avoir un terrain et qu'il est encore mal vu de quitter la maison paternelle pour devenir un locataire ; c'est une façon d'étaler au grand jour les problèmes familiaux ». De l'avis des enquêtés, cette situation est avec la taille assez élevée des ménages un des facteurs explicatifs de la promiscuité car l'accès à l'autonomie résidentielle intervient de plus en plus tardivement et ils ne disposent pas toujours de moyens pour augmenter le nombre de pièces

disponibles. A ce propos M. C. explique « Au niveau de l'habitat nous vivons vraiment à l'étroit. Mon père a eu une nombreuse progéniture et nous continuons à vivre tous sous le même toit alors que je suis marié ainsi que deux de mes frères et nous ne disposons que de 6 chambres. Chacun de nous vit avec ses enfants dans une même pièce. Aucun d'entre nous n'a de revenus fixes, nous ne faisons que du « taaba-taaba », ce qui ne nous permet d'acquérir un terrain. La solution résiderait à aller louer mais nous avons estimé, compte tenu de nos moyens limités, qu'il serait plus facile en restant ensemble d'assurer les dépenses de nos ménages car nous en avons fait un seul « njël ».

Il nous faut noter que ce problème de la promiscuité et de l'accès à l'autonomie résidentielle se pose plus en milieu urbain qu'en milieu rural. Le dénominateur commun que nous avons eu à relever réside dans le caractère précaire de l'habitat et qui découle de la même cause à savoir la pauvreté. Ces habitations sont constituées pour la plupart de cases et comme l'affirment les populations : « neegu ñax walu safara la ».

Alimentation :

De plus en plus, les ménages éprouvent des difficultés à satisfaire leurs besoins en matière d'alimentation. La plupart des chefs de ménages que nous avons rencontré estiment que la quasi totalité de leurs ressources est allouée aux dépenses en vivres. Il se trouve qu'en dépit de cela ils ne parviennent pas à assurer ce qu'ils jugent être un régime alimentaire adéquat. Les populations de Médina Salam affirmaient lors d'un focus group : « sur cent maisons, il n'y en a que dix qui parviennent à satisfaire leurs besoins en alimentation. C'est vous dire que la plupart d'entre nous ne disposent pas de la dépense du lendemain. Dès lors, c'est quotidiennement que l'on se débrouille pour assurer la pitance, te ku dencul dundu ñari fan, loo am ci lek lay yam ». Dans les faits, cela se traduit par la réduction du nombre de repas et le développement de certaines pratiques notamment le recours systématique au « gobar jaasi » ou encore la tendance à acheter des plats dont les prix sont plus abordables (bouillie de mil, couscous). Comme l'affirme A.B : « je suis venu m'installer ici à cause des difficultés que nous avons au niveau de notre village, car il faut reconnaître que l'agriculture ne nourrit plus son homme. Mais depuis que je suis ici, je n'ai pas pu trouver un travail donc je suis obligé de faire du « taxale » pour nourrir ma famille. Mais compte tenu des difficultés que nous vivons ma femme et moi nous sommes entendus pour ne préparer que deux repas dans la journée, et là encore ce n'est pas tous les jours que nous y parvenons et dans ces cas nous faisons recours au « gobar jaasi ».

Cependant avec le système du « gobar jaasi », ce sont en général les personnes les plus faibles (enfants, personnes âgées) qui bénéficient du dîner. Dès lors, les autres membres de la famille choisissent d'aller manger dehors – mais à ce niveau ils ciblent les vendeuses de « fondé » et de couscous qui pratiquent des

prix relativement abordables- ou encore auprès de leurs connaissances quand ils ne s'abstiennent pas tout simplement de dîner. A ce propos, N.K. révèle : « Avant j'habitais Saint-Louis où la vie est moins chère qu'ici ; dans le quartier de Pikine où je résidais, il y a des dibiteries où on peut manger avec 200frs (les laxass) ; il y a aussi des fruits pas chers. Mais suite à mon divorce, je me suis remariée avec un « marabout » qui m'a amené ici. A cause du manque de ressources, nous ne parvenons pas à assurer les trois repas quotidiens. Même si pour le dîner on fait du « gobar jaasi », le plat est surtout destiné aux enfants. Donc s'il nous arrive d'acheter un repas pour le dîner, nous sommes obligés de nous cacher et d'attendre que tout le monde soit couché pour le manger. Mon mari quand il est là, passe ses journées en ville et en revenant le soir il ramène de la soupe, un plat de bifteck ou du pain au lait et on fait du « yefu mak ».

Mais de l'avis même des populations, seule la solidarité leur permet encore de supporter la crise. Elle revêt des aspects multiformes qui vont des anciennes aux nouvelles formes de sociabilité. Parmi celles ci nous avons relevé les réseaux de parenté, de voisinage, l'appartenance confrérique, les tontines, les mbootaay, etc. Comme nous l'ont expliqué les populations de Nouflé « Les difficultés sont énormes mais nous n'en sommes même pas encore au stade du « gobar jaasi ». Ce qui existe et que personne ne cherche à nier c'est qu'il y a des familles qui vivent au jour le jour et nous croyons qu'elles constituent la majorité. Mais la solidarité est si effective qu'elles parviennent à assurer tous les repas, par exemple si on a un voisin qui ne dispose pas de quoi préparer son repas, soit on lui prête de l'argent ou des vivres- « jarna bu len xëye and tès-tësi », soit on se partage ce que l'on a préparé (« yakale »).

La mobilité

L'idée que les populations se déplacent plus en période de crise est fortement ancrée dans les croyances des populations que nous avons eu à rencontrer. En effet, elles soutiennent que devant le manque de perspectives, il ne leur reste plus qu'à se déplacer vers un ailleurs plus prometteur. M.D. dans l'entretien que nous avons eu avec lui relate :

Encadré IV : la mobilité géographique comme solution à la crise.

J'ai déménagé de Mboro, et cela à cause des difficultés. Mon père avait une maison là-bas mais à son décès on était encore jeune, et on ne pouvait pas s'occuper des problèmes de succession. En ce moment, j'étais au Daara, mon père était moukhadam et avait 4 maisons. C'est après qu'on m'a dit que mon père ne payait pas l'impôt et que les maisons étaient occupées par d'autres, en fait des talibés de mon père. Alors je me suis dit que cela ne valait pas la peine d'intenter une action de justice et que chaque homme devait chercher à avoir sa propre maison.

Mon frère qui était à Louga, chez son oncle, m'a parlé d'un endroit appelé " fak dëk " où il fallait simplement déblayer pour s'installer. C'est alors que j'ai décidé de quitter Mboro.

Lorsque j'étais au Daara, j'ai perdu ma mère mais on ne m'a pas mis au courant. L'année suivante, j'ai perdu mon père mais avant sa mort il avait dit qu'on ne m'avise pas pour ne pas perturber mes études. Un frère de mon père est venu me chercher pour que je travaille pour lui dans les champs à Kër Sidy Mbengue. Par la suite j'ai fui, j'ai passé une semaine au niveau de la gare de Louga. Une de mes tante est venue me récupérer et elle m'a ramené à Mboro par suite d'incompréhension, je suis parti à " Toglu Sérère " derrière Diarniadio. Avant d'aller à Toglu je suis parti à Dakar chez mon beau frère. Comme on m'a surpris entrain de fumer, je suis parti à Pikine où je vendais des beignets. Un Monsieur venait chaque jour acheter 25 F de beignets. Lorsque je lui ai demandé les raisons pour lesquelles il n'achetait pas plus, il m'a dit qu'il n'en avait pas les moyens . Alors je lui ai dit qu'il pourrait venir prendre gratuitement 100 F parce que mon expérience personnelle m'a révélé qu'il fallait aider les gens qui étaient dans la difficulté. Lorsqu'il a trouvé du travail, il m'a aidé à travailler c'était pour la construction d'une route. A la fin, j'ai eu 15.000 F j'ai donné les 5000 F à ma sœur.

A la fin du chantier, il m'a amené à Toglu dans les carrières mais le boulot était trop dur. J'ai commencé à travailler comme métayer " bay sas " dans les champs. On me payait 15.000 F. l'hectare.

L'argent que je gagnais, je le confiais à celui qui m'hébergeait mais il a dilapidé l'argent (50.000 f pendant les années 75). A la fin de l'hivernage comme il n'y avait plus de travail, j'ai commencé à enseigner le coran aux enfants. La journée je faisais le tour du village en chantant une chanson arabe pour attirer les enfants. Pendant la première année, je ne me faisais pas payer. Lorsqu'ils ont vu les résultats, ils m'ont proposé de me payer 125 F/ enfant. J'ai fait ce travail pendant deux ans. . Je n'avais pas de problèmes parce que je recevais beaucoup de cadeaux.

Après je leur ai dit qu'il fallait trouver un maître pour que les enfants puissent avoir des diplômes. Ils ont construit une Ecole Arabe et comme j'avais une formation de Daara, je leur ai dit que j'arrêtais. Avant mon départ, ils m'ont proposé de me donner en mariage une fille du village pour me remercier du travail effectué.

Mais pour moi ce n'était pas l'essentiel. L'ami que j'avais aidé m'a proposé d'aller en France mais j'ai refusé parce que j'imaginai mal partir en laissant ma famille ici.

A l'époque, il était parti en France mais actuellement il s'est reconverti dans la vente de carrière, et c'est lui qui emploie mon fils chauffeur. Pour te dire qu' une bonne action n'est jamais perdue, ce sont les 100 F de beignets qui sont à l'origine de cette relation. Maintenant ce sont mes deux fils qui assurent la dépense quotidienne. Mais je leur ai dit qu'ils ne pouvaient pas tout prendre en charge car " cin lo ci def du doy, te lepë ngi ci duus bi, doo ko bégè jis sax ".

Quand je suis venu à Louga, je me suis concerté avec mon frère et nous nous sommes établis ici. Au début c'était dur j'ai fais toutes sortes de petit boulot. J'ai

même pris du « caxat » qu'on a mangé. Je n'ai jamais voulu demander, je m'en remets toujours à Dieu " Duma sabablu ci yala, di sabablu ci nit ".

Le jour où on m'attribuait la parcelle, je n'étais même pas là.

A un certain moment, j'ai retrouvé mon ancien métier. Je commençais à revendre des beignets. Je parvenais à avoir 1.500 F par jour. Par la suite, j'ai pris des « madd » et des mangues, mais cela n'a pas marché et j'ai dû arrêter. Par la suite je me suis lancé dans la vente de bois mais j'ai arrêté parce que c'était trop dur.

A travers ce récit, on peut distinguer les différentes formes de mobilité liées à la précarité. La première forme a trait à la mobilité géographique. Ce récit illustre bien les observations faites sur le terrain et relatives à cette forme de mobilité, en effet, elles sont souvent motivées par la recherche d'opportunités et concernent les acteurs les plus vulnérables. A leurs débuts, ces acteurs se tournent toujours vers les zones où ils sont susceptibles de bénéficier du soutien d'un parent ou d'un ami déjà établi dans la zone et qui peuvent jouer le rôle de relais ou de pont dans leur recherche de solutions. Un autre facteur qui guide leur choix est constitué par l'importance de la concentration démographique, offrant généralement plus de perspectives. « nit ñi fañu gënë bare, foofu la wërsëg èpe ». Elle concerne surtout les hommes (les jeunes) même si on note que les filles s'y adonnent de plus en plus. Une fois dans les centres urbains les hommes investissent le secteur informel alors que les filles deviennent des domestiques. Mais il faudrait souligner à ce niveau que ces centres urbains sont perçus comme une étape transitoire vers la destination finale que sont les pays africains et de préférence les pays occidentaux.

En outre, dans cette région à vocation pastorale, la transhumance occupe une place importante dans cette mobilité géographique.

La deuxième forme est relative à la mobilité sociale qui intègre la carrière professionnelle des acteurs individuels. A ce niveau, on note l'importance de la mobilité intragénérationnelle qui est une conséquence de la dépréciation de certaines activités mais aussi du taux élevé du sous-emploi qui fait que beaucoup d'acteurs se livrent au « taxale » et à la débrouillardise et exercent ces activités en fonction des opportunités qu'elles présentent. C'est ce qu'illustre cet entretien avec P.N : « je suis là depuis 1982, je viens de Sakal que j'ai dû quitter à cause de la sécheresse. En ce moment j'étais cultivateur, c'est par la suite que j'ai appris le métier de carreleur que j'ai commencé à exercer en 1987. Entre 1982 et 1987 j'ai fait du maraîchage , j'ai été charretier, bref j'ai tout fait. Présentement je travaille comme journalier même si je ne suis pas régulièrement pointé ». Ce passage montre que les individus sont de moins en moins soumis à la mobilité structurelle et bâtissent leur trajectoire grâce à leur remarquable capacité d'adaptation quand il s'agit de saisir les opportunités du moment.

Il faudrait aussi souligner que la crise a eu un effet corrosif sur l'immobilité intergénérationnelle. Même les métiers qui s'acquerraient par l'hérédité de castes

et l'appartenance ethnique sont investis par des acteurs uniquement guidés par la recherche du gain. Cette situation est reflétée par le focus group réalisé avec les femmes de Boussobé : « nous sommes des cultivateurs et nos récoltes ne peuvent même pas nous nourrir pendant deux mois. Il n'y a guère quelques années, ce problème était encore gérable parce que la division sociale du travail qui prévalait dans notre village permettaient à chaque groupe, grâce aux activités qu'il gérait de s'en sortir. Ainsi, les maures s'occupaient du tannage des peaux et de la vente du tabac ; les Peulhs s'occupaient de la vente du bétail et des produits dérivés alors que les wolofs s'adonnaient à la vente de l'huile d'arachide. Mais avec les effets de la crise cette spécialisation au niveau de la production a tendance à disparaître réduisant de façon substantielle les revenus qu'on en tirait ».

L'habillement :

L'importance accordée à l'habillement varie en fonction du statut social, de l'âge et du sexe. La plupart des chefs de ménages estiment que l'habillement occupe une place secondaire dans la hiérarchie des besoins. Les propos de M.S sont assez illustratifs de cet état de fait : « cela fait plus de six ans que je n'ai pas acheté des habits pour ma femme. Elle a adhéré à une tontine d'habits. Ce sont mes neveux ou mes amis qui me donnent leurs vieux vêtements, ça fait longtemps que je ne suis pas allé dans une boutique pour en acheter ». Ainsi, ils avouent ne pas être regardants sur la qualité des habits, l'essentiel étant pour eux d'avoir de quoi se couvrir. L'achat se fait de manière irrégulière et dépend essentiellement des événements sociaux et religieux ; il s'effectue principalement au niveau des vendeurs de fripe ou du « weki ». Ils affirment aussi avoir recours au « rafaatal » qui est un système de don d'habits entre cousins mais qui s'étend de plus en plus à des gens de conditions différentes pour devenir simplement une forme d'assistance. Les cultivateurs soutiennent ne pouvoir se payer des habits qu'après les récoltes, seul moment de l'année où ils disposent d'assez de ressources financières.

Les jeunes perçoivent l'habillement comme une façon de se faire accepter au niveau de certains cercles même s'ils affirment que les moyens ne suivent pas toujours car de plus en plus les parents se désengagent de ce volet habillement. Pourtant les jeunes affirment avoir mis en place un ensemble de stratégies pour contourner l'insuffisance des ressources. Ainsi, font-ils recours au système du prêt entre amis, à la friperie où ils peuvent trouver des habits à leur convenance et à moindre coût mais aussi à une ré appropriation de la pratique sociale de « sëricë » (présents donnés par les voyageurs) qui est orienté en direction des émigrés qui à leur retour sont sollicités par les jeunes pour obtenir des habits. Les femmes constituent la frange qui accordent le plus d'importance à l'habillement vu la place qu'il occupe dans la manifestation des formes de concurrence sociale. Ainsi pour justifier les dépenses qu'elles effectuent dans ce domaine, elles évoquent la notion de « nawle ». Cependant la crise ayant fortement affecté leur pouvoir d'achat, elles font recours à certaines formes de

captation comme les tontines dont les revenus sont réinvestis dans l'acquisition d'habits ou de bijoux mais également aux échanges, particulièrement lors des cérémonies familiales. L'emprunt est aussi utilisé dans l'acquisition de vêtements à travers les « bęcək fuk » qui constituent la forme la plus prisée surtout en milieu urbain.

La santé :

Dans ce domaine, le problème principal auquel sont confrontées les populations est l'insuffisance des infrastructures sanitaires. Dès lors l'accès à ces structures est déterminée par la disponibilité des ressources du moment, la distance entre la localité de résidence et celles-ci, le coût des consultations médicales mais également par l'importance du réseau social.

Généralement, trois cas de figures peuvent être retenus face à la maladie : la sélection des médicaments selon le prix, le recours systématique aux médicaments vendus au détail et à la pharmacopée, et la résignation.

A ce propos, C.B. témoigne : « on ne peut pas aller au poste de santé de Dahra, à cause de la cherté des ordonnances ; quand on est malade, on reste à la maison en s'en remettant à Dieu, on fait aussi recours à la pharmacopée : le « nger » est utilisé contre le rhume et contre le paludisme qui est la maladie la plus répandue ici, on se lave avec des feuilles de « nduur ».

Les populations de Nouflé confrontées à l'éloignement des structures de santé notamment des maternités soutiennent « Nous éprouvons beaucoup de difficultés pour acheminer les femmes qui accouchent vers les structures de santé. Généralement elles accouchent ici sans assistance médicale et pour les bébés faute de collyre , nous leur mettons quelques gouttes de lait de chèvre dans les yeux. D'ailleurs c'est notre façon de reconnaître les enfants qui sont nés ici, car ils ont les yeux plus blancs que les autres ».

Devant la cherté des médicaments, les populations procèdent à la fragmentation des ordonnances en achetant les moins chers sans tenir compte de l'interaction des médicaments dans l'efficacité du traitement. Elles s'approvisionnent aussi au niveau du marché parallèle représenté par ceux qu'elles appellent les pharmacies ambulantes ou « baay jagal ».

Les échanges et formes de sociabilités :

Selon les populations, ils jouent un rôle d'atténuation des effets de la crise. Ils débutent au sein de la famille avant de s'étendre dans la communauté constituée généralement par le réseau de voisinage.

La première forme, qu'on peut qualifier d'échanges internes, s'exprime d'abord au niveau du ménage-et se manifeste par la co-gestion des revenus par l'intermédiaire du « taxale »- pour ensuite s'élargir au niveau du réseau de parenté et dans ce cas elle apparaît à travers le système du « confiage » d'enfants, du don contre don mais aussi de la prise en charge de la famille d'un membre décédé. A ce propos G.D.soutient « Les retraités sont obligés de faire de petits boulots (« daan seen doole ci lu sew ») ou bien de chercher des parents

qui peuvent les aider. Je vous donne mon exemple. Je suis retraité et je suis obligé d'entretenir ma famille et celle de mon frère décédé « ñu weeru ci man te safu maa bañ dax mooy sama warugar » alors que je perçois 15.000F et rarement 18.000F par trimestre.. Heureusement que j'ai un fils établi à Dakar et qui m'aide beaucoup même s'il a une famille nombreuse à entretenir lui aussi».

Mais pour contrecarrer les effets de la crise , les familles réactualisent ou mettent en place de nouveaux mécanismes afin de renforcer la solidarité entre ses membres. Ainsi, nous avons constaté le développement des « tours » (réunions) de famille qui sont de l'avis des enquêtés des associations destinées à raviver le sentiment d'appartenance de l'individu à son groupe dans le but de favoriser l'entraide. En magnifiant l'esprit de famille, ces associations contribuent au maintien de l'individu dans le giron familial et le contraignent à adhérer au système de solidarité.

La deuxième forme concerne les échanges externes et relève des associations communautaires à l'image des tontines à mises très faibles, des dahiras dans les quartiers ou les villages-où ils revêtent la forme de travaux collectifs-. Les interactions qui se développent au sein de ces associations créent des liens forts entre les membres ; ceux-ci s'expriment à l'occasion des moments particuliers de la vie sociale (mariage, baptême, décès). Comme l'affirment les jeunes de Kandji : « nous les jeunes nous n'avons ni groupement, ni association parce que nous pensons que pour cela il faut une aide extérieure. Mais, nous avons un dahira qui a son champ. Les produits de la récolte servent à acheter des moutons mais nous épargnons une partie de l'argent pour aider nos membres qui ont des cérémonies ou qui sont malades ; nous l'utilisons aussi lors de ziarras chez notre marabout ».

- La gestion des loisirs :

Au niveau des villes, les enquêtés déplorent l'insuffisance des lieux de divertissement alors qu'ils sont inexistantes dans les villages. Ainsi, il est reproché aux municipalités de ne pas prévoir dans le Plan d'Aménagement Urbain des espaces consacrés à ces activités. A cela s'ajoutent les nombreuses taxes qui réduisent de manière drastique les bénéfices que l'on tire de l'organisation de manifestations telles les soirées dansantes et les kermesses. Pour ces dernières, les jeunes prennent contact avec un boutiquier qui leur donne de la marchandise qui vont constituer les lots

Ainsi, les jeunes ne disposent que des matchs de football organisés entre eux ou lors des « navétanes » et des séances de thé et de belote.

Au niveau du monde rural, l'inexistence des infrastructures réduit considérablement les possibilités des jeunes en matière de loisirs.

« Nous avons de rares occasions de nous adonner à des loisirs ; c'est surtout lors des cérémonies que nous faisons venir une chaîne à musique de Ndiagne que nous payons 25000frs ou de Louga à 35000 » expliquent les jeunes d'un village lors d'un focus.

nous payons 25000frs ou de Louga à 35000 » expliquent les jeunes d'un village lors d'un focus.

- Les stratégies de camouflage :

Elles se manifestent généralement au niveau du lieu d'habitat, l'investissement des quartiers périphériques dans les villes constitue la meilleure alternative pour échapper à la pesanteur sociale. Selon les populations, l'éloignement et la marginalisation qu'il induit, permettent de se soustraire au regard inquisiteur des autres . Ainsi, on peut se permettre de vivre selon ses moyens comme le dit M.D : « tous ceux qui avaient des problèmes avec leurs familles venaient s'établir dans le quartier. Ici on peut procéder à des stratégies de camouflage parce que si on est pas riche on peut manger son niébé ou ne pas manger sans que personne ne soit au courant ».

Au niveau de l'alimentation, le camouflage se pratique surtout quand les familles reçoivent des visiteurs à l'improviste. M.S. fait remarquer : « les plats que nous mangeons tous les jours, ne peuvent pas être servis à un étranger. Ainsi, quand nous en avons, les premiers jours nous nous débrouillons –en demandant à certains de nos voisins en fonction de ceux qu'ils ont préparé, de nous donner un plat ou même de contracter des prêts pour améliorer notre menu - afin de lui cacher les conditions de vie dans lesquelles nous vivons ».

Une autre forme de camouflage est opérée par les femmes qui empruntent des habits ou des bijoux lors des cérémonies. B.G soutient : « pour nous les femmes, l'habillement et les parures constituent une de nos plus grande préoccupation. Nous assistons à beaucoup de cérémonies familiales et il nous est impossible de porter les mêmes habits tous les jours ; malheureusement, à cause de l'insuffisance de nos ressources nous sommes obligées d'en emprunter pour donner l'impression que nous vivons à l'aise ».

- Les inscriptions dans les espaces publics :

Selon les populations, le sous emploi élevé en milieu urbain et l'oisiveté en milieu rural sont à la base de la fréquentation de certains endroits tels que les grandes places ou les « penc » ; les boutiques. Ils sont les lieux privilégiés de regroupements de personnes qui partagent la même condition sociale même si jusqu'à une date récente des lieux comme les grands places étaient la propriété exclusive des hommes d'âge mûr qui y devisaient à longueur de journées en jouant aux cartes ou au damier . La fréquentation de ces espaces constitue également un moyen d'échapper à la pression dans les ménages. Cependant ceux-ci sont de plus en plus investis par les jeunes pour les séances de thé prolongées; selon V.G : « la première chose qui m'a frappé lorsque je suis arrivé à Linguère ce sont les groupes de jeunes établis à chaque coin de rue, jouant à la belote ou faisant du thé. C'est par la suite que j'ai compris qu'ils y étaient obligés du fait de l'inexistence de tissu industriel pouvant les employer et du marasme économique de la ville qui ne leur permettait pas de mener des

Les stratégies socio-économiques des pauvres et des autres couches sociales :
De nombreux penseurs voient une articulation de type mécanique entre la crise et les stratégies d'adaptation et d'innovation. Cette vision se fonde sur l'idée, qu'elle est une période durant laquelle une entité ou système social, économique et politique malade ne peut continuer à vivre comme avant et doit sous peine de mort, entreprendre des transformations qui lui permettront d'entamer un nouveau cycle de vie. Rapportée à notre terrain d'étude cette vision se révèle être d'une grande pertinence. En effet il nous a été donné de constater la pluralité des stratégies mises en place –particulièrement au niveau des jeunes et des femmes- pour faciliter la captation de ressources ; et comme l'affirme O.L : «le dynamisme des populations face aux difficultés de la vie se justifie par le fait qu'elles sont conscientes que « ken waruta sani say loxo » (il ne faut pas baisser les bras) ». Ces stratégies sont collectives ou individuelles et peuvent dans ce cas, revêtir plusieurs formes.

« ken jisatul goor guy joxe njël lu doý », cette pensée maintes fois avancée par les femmes lors des entretiens et focus group explique selon elles le fait qu'elles soient de plus en plus impliquées dans la gestion des ménages. Par conséquent, elles sont obligées de développer des initiatives pour pouvoir participer à la co-gestion des ménages. A ce propos K.N soutient : « je suis chargée de gérer la dépense parce que mon mari est trop vieux pour travailler. Ainsi, j'ai fait toute sorte de travail : je cultive du mil, de l'arachide, du niébé, je faisais aussi partie de l'équipe chargée de nettoyer la ville pendant deux mois (je recevais 10000frs, 50kg de mil et 2 litres d'huile), je vais aussi ramasser du sump dans la brousse. Je parviens à avoir quatre kilos par jour et l'argent que j'en tire, est utilisé pour la dépense quotidienne. Pendant l'hivernage, je vais ramasser de l'oseille dans la brousse pour le revendre au marché ». Même si elle affirme être consciente que pour améliorer les conditions de vie de son ménage, elle a besoin d'un capital plus substantiel : « ndax liguey bi lay jariñ mooy bi nga xamne doo laal sa ndeyu liguey ; ca ngañaay la ngay lek di wëlbëti ak laca des ».

Sur ce même registre, A.S. affirme : « je travaille comme lingère uniquement pour nourrir ma famille car j'estime que c'est dur pour une femme de devoir faire le linge d'une autre femme. Mais je trouve que je n'ai pas le choix parce que j'ai perdu mon mari qui subvenait aux besoins du ménage. Devant l'insuffisance des revenus j'ai été obligée de placer mon fils aîné au niveau du projet de ramassage des ordures. Il gagnait 10000frs par mois mais il n'a eu qu'à y travailler durant deux mois puis il a été remplacé par un autre parce que la demande est très forte ».

Par ailleurs les enquêtés mettent en avant le fait que la plupart des ménages sont co-gérés par les deux époux ce qui n'est pas sans incidence sur leur fonctionnement. En effet, la plupart des femmes font du petit commerce et ne disposent pas de domestiques, c'est donc seulement à leur retour qu'elles peuvent s'occuper des tâches ménagères et il n'est pas rare de voir la cuisson du

déjeuner se terminer à des heures avancées de la journée (vers 16h). L'enseignement que l'on peut tirer de ces entretiens c'est que face à la perte de capacités des hommes et la nécessité de gérer l'économie domestique, il y a un bouleversement des logiques sociales qui faisaient que les femmes n'étaient pas impliquées dans le processus de mobilisation des ressources du ménage. Dépourvues de soutien et pour la plupart de qualification, elles investissent la vie économique avec comme seul souci le désir de subvenir aux besoins des ménages et pour ce faire, elles ne rechignent à faire aucun travail même ceux qui jusqu'à une époque récente étaient exclusivement réservés aux hommes ou jugés dégradants.

Comme on peut le constater, la plupart de ces activités ne procurent pas assez de ressources permettant d'assurer la ration alimentaire sur une longue période. Face à cette situation les populations ont trouvé la parade dans l'achat au quotidien et l'approvisionnement au détail ; ce qui a entraîné le développement du petit commerce qui constitue un débouché important pour les femmes. Les bénéfiques que procure ce petit commerce servent à alimenter l'économie domestique et les cotisations aux tontines..

C'est le cas de D.N. qui raconte : « j'achète des légumes pour 1500frs que je revends et dont je tire 500frs de bénéfiques ; avec le plateau d'œufs à 2000frs je gagne 1000frs ; le pot de tomate concentré , je l'achète à 2500frs et je n'en tire que 75frs parce que je vends la cuillère à 50frs, surtout pour attirer la clientèle. J'achète aussi la bouteille de vinaigre à 500frs, je revends la tasse à 50frs avec un bénéfice de 150frs. Le bénéfice me sert à cotiser pour les tontines ».

Ces dernières de même que les mbotaay constituent les formes d'initiatives collectives les plus répandues mises en place en vue d'apporter des solutions à la crise. Comme en atteste ces témoignages recueillis auprès de plusieurs femmes, S.N dit à ce propos : « on fait des tontines pour aider les membres lors de leurs cérémonies. On a aussi une tontine journalière de 100frs où la gagnante 1500frs mais on a d'énormes difficultés pour réunir cette somme. Soit on demande à nos « camifñ » soit on ponctionne la dépense et alors au lieu de préparer du riz au poisson on fait du riz au « kecax ».

Quant à S.M.D., elle raconte : « nous disposons de mbotaay et de tontines. Pour le mbotaay, chaque femme qui vient s'établir ou rejoindre son domicile conjugal verse 10000frs, et on achète des ustensiles avec cet argent. A l'occasion des cérémonies familiales, ces ustensiles sont prêtés aux membres et loués aux autres. Pour la tontine, la somme minimum à verser est de 150frs alors que le plafond s'élève à 500frs. Si nous avons tenu à ne pas fixer une somme précise c'est que nous sommes conscientes des disparités qui existent entre nos membres. En sus de cela nous avons une association pour les commerçantes « mboolo bok jom », pour l'adhésion il faut donner 2500frs. Cet argent est prêté aux membres avec un taux d'intérêt de 5%. Nous bénéficions du soutien d'une femme commerçante établie à Thiès qui nous donne des marchandises que nous plaçons auprès des populations qui remboursent petit à petit ». Il nous faudrait

souligner qu'en plus de l'achat de matériel mis à la disposition des membres, les tontines sont utilisées par les femmes comme instrument d'épargne en vue de capitaliser des ressources leur permettant de faire du commerce, d'acheter du bétail mais surtout des habits et des bijoux. Les tontines tirées quotidiennement étant plutôt employées pour la gestion de l'économie domestique. Dans cette perspective il apparaît une nouvelle forme de tontine, dont la mise se fait non plus en espèces mais en nature : « sani jamra », dans ce cas ce sont généralement des denrées alimentaires et des produits utilisés dans le fonctionnement quotidien du ménage qui servent de cotisation.

Ces mbotay et tontines sont à la base du développement du mouvement associatif qui se traduit par l'émergence des Groupements de Promotion Féminine (GPF) qui constituent le cadre privilégié d'expression des stratégies collectives. Bénéficiant généralement de l'encadrement d'institutions telles que les ONG, les femmes pratiquent diverses activités telles que le maraîchage, l'embouche, l'aviculture et le commerce.

Cependant, à ce niveau il convient de préciser que ces tontines sont presque exclusivement instituées par les femmes même si avec l'accentuation de la précarisation, les hommes commencent à s'y intéresser. D'ailleurs pour attester du caractère naissant de cette forme d'initiative chez les hommes, il ne nous a été donné au cours de cette étude d'en rencontrer qu'une seule qui vise à apporter une solution à la précarité de l'habitat dans un quartier flottant. Ainsi, A.D raconte : « nous avons installé une tontine pour les hommes, il faut verser au minimum le prix d'un sac de ciment par mois. L'argent servira à acheter du ciment, à payer les maçons et le gagnant pourra construire des chambres; il ne reçoit donc pas d'argent. Ceci permettra aux adhérents d'acquérir des maisons en dur ».

A côté de ces stratégies, on peut noter celles développées par les jeunes et qui résultent de l'émergence d'un nouveau modèle de réussite sociale – à ce niveau, on pourrait même parler de la naissance d'une élite tant il est vrai que l'élite est composée de tous ceux qui manifestent des qualités exceptionnelles ou qui font preuve d'aptitudes éminentes dans leur domaine ou dans quelque activité – qu'incarne le « Modou Modou ». Cet engouement des jeunes pour l'émigration est plus marqué dans les centres urbains comme Louga et Kébémér. La plupart des jeunes arrêtent leurs études en attendant un hypothétique départ rendu de plus en plus difficile par les conditionnalités imposées pour l'obtention d'un visa, à l'instar de M.S. qui témoigne : « j'étais un très bon élève et je me classais toujours parmi les premiers. Pendant longtemps, j'ai cru que je pourrais résister aux charmes de l'émigration mais j'ai dû déchanter très vite. En effet, mes anciens camarades de classe au fil de leurs voyages me confortaient dans l'idée que les études constituaient un manque à gagner immense. Et puis il n'y a qu'à comparer les fonctionnaires de l'Etat et les émigrés pour être définitivement convaincu de la différence qui existe entre les deux catégories ».

Diverses stratégies collectives et individuelles sont ainsi mises en place pour accumuler la somme nécessaire mais aussi pour entrer en contact avec les démarcheurs « *lijenti katu visa* ». Les stratégies collectives sont surtout l'œuvre de familles qui perçoivent l'émigration comme le raccourci pour atteindre une certaine promotion sociale. D'ailleurs, à en croire certains de nos enquêtés, l'émigration est devenue une structure de redistribution des positions et statuts. Elle dote les acteurs d'un capital qui est réinvesti dans les concurrences sociales. Cet aspect est bien perçu par les différentes familles, chacune d'elles essaient de placer le maximum de ses membres à l'étranger. A ce propos, C.M.D. note : « l'émigration est devenue un enjeu de taille pour les différentes familles, en plus des richesses qu'elle procure, elle permet aux membres de la famille, surtout le père de jouir de plus de considération. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre dire de quelqu'un qui a son fils à l'étranger que « *dafa seex* » en référence à l'aisance du cheikh mouride qui ne fait que récolter les fruits de son statut ». Ainsi, pour réunir la somme nécessaire au départ, les familles ne lésinent pas sur les moyens ; elles n'hésitent pas à vendre leur bétail, leur maison, les bijoux de la mère etc. ou à investir leurs économies.

Il faut noter que la famille ne s'implique souvent que lors du voyage initial car le premier a pour mission d'amener ceux qui sont restés au pays « *dañ koy sas mu yobu ñi ci des* », c'est le système de la courte échelle ou « *tong* ». Car comme le souligne les enquêtés quelque soit la distance et la durée qui sépare l'émigré de sa société d'origine, les liens sociaux et familiaux subsistent. S'exprimant sur ce point M.L. affirme : « la situation du ménage a positivement évolué depuis que mes fils sont à l'étranger. En effet, je suis un fonctionnaire à la retraite et avant leur départ je parvenais difficilement à assurer la dépense. C'est par la suite que j'ai vendu ma voiture pour financer le départ d'un de mes enfants. Quelques mois après son installation, il a fait réfectionner la maison et a aidé un de ses frères à le rejoindre. Actuellement j'ai cinq fils à l'étranger et ils sont partis grâce à ce procédé ».

Dans certaines zones, le caractère extraverti du phénomène de captation de ressources est poussé à l'extrême et devant l'absence de la composante jeune, les populations sont obligées de faire recours à une main d'œuvre externe. A ce propos, A.S. affirme : « pour l'agriculture, nous faisons appel à des métayers sereers parce que les jeunes sont soit à l'étranger soit à Dakar. On discute du prix qui varie entre 125000 et 150000 et ils ne reçoivent rien de la récolte ».

De même qu'elle contribue dans certains cas à la promotion sociale de certaines familles, l'émigration peut être à l'origine de l'accentuation des inégalités qui existent entre les familles moyennement aisés et les familles pauvres qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs fils à l'étranger. C'est ce que soutient G.D dans ces propos : « dans ce quartier il y a beaucoup de maisons qui sont à l'aise parce qu'ils ont réussi à amener leur fils à l'extérieur, les familles pauvres quant à elles n'ont pas les moyens d'y parvenir ce qui accroît le fossé entre ces deux types de familles ». C'est à ce niveau qu'on note l'apparition de stratégies

individuelles pour capitaliser des ressources permettant d'effectuer le voyage. Cette quête de ressources compte tenu des difficultés économiques dans la région est à la base de l'émergence de deux phénomènes migratoires : l'exode rural en direction des centres urbains- sou tendu par la philosophie du « fi nit ñi gène bare, fa la wërsëk eupe » et la migration interurbaine surtout en direction de Dakar. Ce double mouvement est à l'origine de l'explosion du secteur informel qui est considéré comme une soupape de sécurité à la crise. Car la plupart de ces jeunes arrivés sur ces lieux perçus comme une étape transitoire vers l'étranger parviennent difficilement à atteindre cet objectif.

C'est le cas de S.D. qui raconte : « on a tout essayé pour nous en sortir, le commerce, la boulangerie, je suis allé à Dakar pendant cinq mois, je n'ai pu gagner que 15000frs alors que je travaillais dans le recyclage de sacs aux marchés de Thiaroye, Parcelles Assainies et Gueule Tapée ; j'avais loué une chambre avec des amis, chacun devait donner 2000frs, en plus de la nourriture, il est impossible de s'en sortir et faire face aux charges familiales ».

Les investissements pour l'émigration nécessitent la mobilisation de deux types de capital : économique et social. Même si on note une prépondérance de l'économique sur le social, ce dernier peut avoir son importance surtout au niveau de l'obtention du visa par le biais de l'activation des réseaux sociaux en direction des marabouts et des démarcheurs par l'intermédiaire de pont.

En dehors de l'émigration, la mobilité intragénérationnelle occupe une importante dans les stratégies mises en place par les populations.

Encadré V : participation des femmes à la gestion des ménages et mobilité intragénérationnelle :

J'ai en charge toute ma famille ; je dois leur assurer les trois repas. Pour trouver des ressources, je vends tout ce que je peux trouver. Il faut chaque matin essayer de vendre quelque chose pour pouvoir assurer la dépense quotidienne. Je suis obligée de retourner au marché le soir pour avoir de quoi préparer au dîner. Si je n'arrive pas à vendre le soir on se couche sans dîner. Chacun boit un verre d'eau et se met au lit. Si on arrive à assurer le déjeuner c'est très rarement que nous trouvons de quoi dîner. Je me débrouille chaque matin pour donner à mes enfants quelque chose au petit-déjeuner. Parfois, ils me parlent de leurs besoins à l'école (cahiers, bics, etc.), heureusement qu'au niveau de l'école, on prête des livres aux élèves avec seulement une contribution de 100frs. Je vis ici chez ma mère, avec mes enfants ; j'étais mariée et je ne veux pas commettre l'adultère. A y réfléchir je vis une crise que je considère comme une situation passagère qui a une fin, j'allais au marché pour vendre mais le commerce n'est pas toujours stable, il y a des hauts et des bas. Quand les choses ont empiré j'ai changé d'activité pour vendre de l'eau de cologne, de l'encens et parfois des chaînes en plaqué or sur commande. Je fais du « fortatu » (ramassage) pour m'occuper de ma famille. Ma mère m'aide un peu en achetant du riz et moi je me charge du reste. C'est à la suite de divergences avec mon mari que je suis revenue chez ma mère. Six mois après la naissance de mon dernier enfant, il est venu me dire qu'il devait aller en Côte d'Ivoire et qu'on était toujours marié, ce que j'ai refusé d'autant plus qu'il ne fait rien pour mes enfants et moi.. je ne peux pas me remarier à cause des enfants dont j'ai la charge donc je suis restée mariée avec lui mais il n'empêche que pendant tout le temps qu'il est resté là-bas il n'a rien envoyé. C'est le commerce qui m'a permis de faire face aux frais d'hospitalisation des enfants qui étaient malades et à leurs frais d'inscriptions. Mon mari est revenu sans un sou après cinq ans, je lui ai demandé le divorce il a refusé pour ensuite accepter à condition que je lui rembourse sa dot. Ce que j'ai fait après 21ans de mariage parce que je veux me débarrasser de lui.

A travers ce récit on peut relever toute la stratégie bâtie autour de la mobilité géographique et sociale pour faire face aux besoins des familles. Comme l'affirme A.D. « ñiak baretul ndax pexe bari ». Dans ses propos il fait allusion à l'essor des initiatives individuelles qui leur permet d'atténuer les effets de la crise. L'entretien révèle aussi l'intransigeance des femmes quant à leur désir de voir les hommes participer à la gestion du ménage. Par ailleurs, il permet de confirmer l'idée selon laquelle les jeunes filles, face à la crise voient dans le mariage une solution. O.L affirme ainsi : « la crise est telle que les jeunes filles veulent coûte que coûte avoir un mari, d'ailleurs elles disent ouvertement aux hommes qu'elles ne sortent plus avec des hommes qui ne sont pas en mesure de les épouser. Ceci est à l'origine de beaucoup de divorces car elles sont souvent déçues par l'incapacité du mari à résoudre leurs problèmes d'autant plus qu'il

s'établit une sorte de concurrence avec leurs copines mariées « te boo ande ak say moroom ñu jar njëngu bëy, booko jarulit wara fexe jar gen wal ga ».

Face aux difficultés, les populations, au niveau des stratégies qu'elles élaborent n'hésitent pas à investir des canaux délictueux mais que l'on cherche à légitimer socialement. C'est le cas notamment des fraudeurs qui parviennent à écouler leurs marchandises grâce au silence des populations qui y trouvent leur compte. B.F explique : « pour trouver de l'argent, je vais à Saint-Louis, c'est au bord du fleuve que je règle mes problèmes parce que, quand j'ai un peu d'argent je fais passer du thé et du sucre en fraude dans les pirogues . Avec 20000 et 25000, j'achète de la marchandise à Rosso, après la vente je peux avoir le double. « technique rek lay deme ».

Au niveau de la santé animale tout comme nous l'avons indiqué pour la santé humaine, les pasteurs face au manque de personnel vétérinaire ont recours à leurs connaissances traditionnelles. Mais le plus important c'est que même confrontés à l'apparition de nouvelles maladies, ils innovent. Comme le note B.M.K. : « la venue du bétail en provenance de pays limitrophes a occasionné l'apparition de nouvelles maladies comme la fièvre aphteuse. Pour soigner cette maladie on utilise le « neb neb » et le sucre. Je sais que le miel aussi peut le soigner mais il coûte cher ».

Confrontés au non paiement des bons au niveau des coopératives, les agriculteurs se détournent des circuits officiels pour investir le marché parallèle. L'arachide est transformée en huile (diwu segal) et vendue au niveau des marchés hebdomadaires (luumë) ou acheminer vers Touba ou les pays limitrophes comme la Mauritanie et la Gambie.

Les ménages les plus pauvres cherchent souvent une boutique « weeru waay » (boutique à laquelle ils peuvent s'adosser). Pour ce faire ils établissent avec elles des relations de clientèle allant même jusqu'à y déposer les maigres ressources qu'elles parviennent à mettre de côté. Le dépôt de ces ressources se fait au prix de privations dans le seul but de susciter une relation de confiance. M.S affirme : « j'ai des revenus très fluctuants. En effet chaque matin je me rends au marché auprès des vendeurs de légumes et de poissons qui me donnent de la marchandise que j'essaie d'écouler (dans le quartier on nous surnomme teefanke jën ak légumes). Dès fois il arrive que je parvienne à en tirer un bénéfice variant entre 4000 et 5000frs. Mais dès que j'entre en possession de la somme, je m'empresse de la remettre au boutiquier. La plupart du temps, elle sert juste à éponger les dettes et le reste permettra d'assurer la dépense pendant quelques jours. Ainsi, les jours où il n'y a rien à la maison, ma femme va voir le boutiquier pour un prêt ».

Typologie de la sémiologie relative à la pauvreté et au bien-être :

« Ki ñak mooy ki am wërsëk te yeewu wul » : le pauvre c'est celui qui a des opportunités et qui n'est pas assez intelligent pour les saisir.

« Ku ñak dëg mooy koo xamne bu ame soxla du ko mana fac » : le pauvre c'est celui qui ne peut pas satisfaire ses besoins.

« Ki ñak mooy ku amul ci yalla dara » : Le pauvre c'est celui qui n'a pas l'agrément du seigneur

« ki ñak mooy koo xamne kërëm dundi ñari weer neku fa, ben fass mofa nek, amaana dañ ko ko denk » : Le pauvre c'est celui qui ne dispose pas de ressources lui permettant d'assurer deux mois de vivres ; il n'a qu'un cheval chez lui et qui lui est peut-être confié

« Barab bune la fay ñul moodib ñak » : au royaume des aveugles, les borgnes sont rois

« lu tax ken jekufi, ken jaayu fi, ken tuki ufi, ay cultivateur simplañu » : personne n'est aisé parce qu'il n'y a ni commerçant, ni émigré, nous sommes de simples cultivateurs

« boroom karaw gu ñul am na » : le jeune a tout son avenir devant lui

« ken amu fi dund ren ba dewen te jek foofu lay tambale » : personne ne dispose de ressources pour assurer sa subsistance pendant toute l'année et c'est ce qui fait le bien être.

« ñak mooy bëg fac dara manoko, loo am dañu la ko defal » : être pauvre c'est être incapable de satisfaire ses besoins, ce qui vous place dans la dépendance

« am am mooy jap ci loo xamne danga ca mana wëlbëti » : le bien être c'est disposer d'un capital avec lequel on peut se débrouiller

« ki am mooy ki la gëne jege yalla, ëpële la ci yalla, ki ñak mooy ki nga xamne li yalla santaane defu ci dara, nit ñi li ñu xam ci am am mooy alaal ju bari, waaye loolu alalu aduna lë » : le riche c'est celui qui proche de son seigneur, qui a son agrément ; Le pauvre est celui qui ne suit pas les directives de son créateur. Les gens ne connaissent de la richesse que les biens matériels, alors que ses biens se limitent en ce bas monde.

« jafe jafe, fi la samp daara, ndeki moom desu reer la, ku amagul añ doo tal ndeki » : Les difficultés trouvent leur essor ici ; le petit déjeuner est constitué par les restes du dîner, celui qui ne peut pas assurer le déjeuner ne se préoccupe pas du petit déjeuner.

« ku am mooy ku sa jëkër di ligey ci nguur gi, di jël ration, ku am mooy ku mana am añ ak reer » : être riche c'est avoir un mari qui travaille dans le gouvernement, qui peut disposer d'une ration alimentaire et pouvoir assurer le déjeuner et le dîner.

« ñak dëg dëg, jangorola,fañ koy faje mooy ci xeewelu yalla, ndimbël ak yërmande mookoy saafara » : la pauvreté, c'est une maladie, on peut la soigner grâce à la miséricorde divine, à l'entraide et à la solidarité.

L'analyse de la sémiologie populaire relative à la pauvreté et au bien être montre que celle-ci se construit en rapport soit avec la perte de capacités, soit en référence à une explication métaphysique.

Pour ce qui est de la perte de capacités, elle est l'élément différenciateur permettant d'établir une typologie entre les différentes catégories socio-économiques. En l'évoquant, les populations mettent en avant l'impossibilité d'accéder à un certain nombre de biens dont elles sont généralement privées. Dans cette perspective, elle introduit un rapport marqué aux matérialités. Dès lors, ce manque symbolise à leurs yeux une insuffisance de ce que l'on pourrait appeler la vie de production. Et la classification des ménages découle de la place occupée dans cette échelle de la production. En effet, outre le fait qu'elle peut constituer un frein à la mobilisation de ressources, la perte de capacités peut aussi être à l'origine de la précarisation de la situation économique des ménages. Par ailleurs, il faut souligner qu'au niveau des différentes catégories rencontrées, la santé et l'alimentation constituent le soubassement de toute la sémiologie relative à la pauvreté et au bien être. La santé constitue une condition sans laquelle l'individu ne peut songer à accroître sa vie de production et en même temps elle peut être à l'origine de la détérioration des conditions de vie déjà lourdement affectées par la crise. La référence à l'alimentation s'inscrit dans le fait que pour les enquêtés, les activités quotidiennes sont tournées vers la satisfaction de ce besoin qui se révèle vital. Comme l'ont affirmé des populations lors d'un focus group, « nit balamoo tal dara faw mu wer, te biir buca dara nekul feebar dakoy yab ».

Même s'il est indéniable que c'est à des degrés divers que les différentes catégories socioprofessionnelles font référence à l'alimentation et à la santé, c'est au niveau du rapport aux matérialités que la différence entre ces catégories se fait plus sentir dans l'élaboration de la sémiologie relative à la pauvreté et au bien être. C'est ainsi qu'au niveau des éleveurs, la pauvreté et le bien être sont perçus en fonction de la disponibilité ou non de bétail. Comme le dit M.K : « ñi ñiak mooy ñi amul bëy, amuñu xar, amuñu nak », le pauvre c'est celui qui n'a ni chèvres, ni moutons, ni bœufs. Quant aux agriculteurs, leur perception a comme soubassement la possession ou non de cheval, d'âne, de machine et de main d'œuvre.

Face à la perte de capacités et à l'ensemble des comportements de privation, d'abstinence et de résignation qu'elle suppose ou qui en découle, les populations ont recours à l'explication divine qui se présente dès lors comme un exutoire, une soupape. La pauvreté ou le bien être sont perçus comme une épreuve, « naatu » ; une punition, « mbugël » à laquelle l'homme est soumis.

Analyse du rôle des institutions dans la réduction de la pauvreté :

Dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des populations, plusieurs institutions interviennent dans la région de Louga. Dans leurs formes on peut distinguer :

- Les structures gouvernementales :AGETIP/PNC qui interviennent en milieu urbain et semi urbain. Elles permettent de corriger les carences nutritionnelles des enfants mais également de créer des emplois pour les jeunes dans leur localité d'intervention. Cependant, leurs actions sont limitées du fait de l'étroitesse de leur zone d'intervention et du nombre peu élevé de leurs bénéficiaires.
- Les institutions financières privées : FDEA ; ACEP qui interviennent dans le micro-crédit pour le développement des petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat féminin. Pour ces structures financières décentralisées, la faiblesse réside dans le fait que leurs actions n'atteignent pas les couches les plus vulnérables compte tenu de leur réglementation qui exige une garantie dont elles ne disposent pas.
- Les Organisations Non Gouvernementales(ONG) qui couvrent surtout les zones rurales avec l'initiation de micro-projets, le micro-crédit avec l'implantation de Groupement d'Epargne et de Crédit (GEC), l'ouverture de boutiques villageoises et de banques céréalières, l'encadrement et le renforcement des capacités des couches vulnérables avec l'alphabétisation et la construction de salles de classes mais également l'implantation de forages, de puits ou de bornes fontaines.
- Les institutions économiques communautaires de type GIE, GPF, GEC dont les principales activités tournent autour du financement d'activités de petite envergure. Elles sont généralement créées par les populations qui s'organisent en mbotaay ou toute autre façon d'association primaire et sont les plus répandues. Selon la présidente de l'union régionale des groupements féminins, la région compte 903 groupements de promotion féminine avec 552089 membres qui s'activent dans divers domaines : le maraîchage, l'embouche, le petit commerce, l'artisanat.
- A ces institutions s'ajoutent les associations d'émigrés qui interviennent plus à un niveau social en dotant leur village d'origine de structures sanitaires, d'ambulances ou de mosquées.

Partant de là, l'analyse du rôle des institutions révèle que la présence des ONG est appréciée et apparaît comme un sésame pour ce qui est de l'allègement des conditions dans la mesure où elles initient des activités génératrices de revenus.

N.K : témoigne : « Plan International appuie certains groupements, ils ont installé des banques de céréales, des latrines et des moulins à mil et un forage,

ils octroient des financements avec lesquels on fait de l'embouche, du maraîchage, du commerce. Moi je suis commerçante, je revends des ustensiles de cuisine dans les loumas, j'éleve aussi des moutons. Nous étions 98 à recevoir un financement et d'ailleurs il y a une femme qui a réussi grâce à cela. En effet, avec le financement, elle s'est lancée dans la vente de poisson et elle a pu ainsi construire une maison et elle est constamment sollicitée par des gens qui vivaient mieux qu'elle ».

Cependant, cette intervention des ONG est sélective, elle s'adresse beaucoup plus aux femmes qu'aux autres catégories sociales. De plus elles interviennent surtout dans les zones faciles d'accès et ne couvrent pas toutes les localités ce qui crée des sentiments d'exclusion et de marginalisation chez les populations qui n'ont pas la chance de bénéficier de l'apport de ces institutions. Les femmes de la communauté rurale de Léona affirment : « nous bénéficions certes de l'appui d'une ONG, mais celle-ci travaille seulement avec 25 villages sur les 103 que compte la communauté rurale, alors que justement sur ces 103 villages, 71 sont pauvres ».

S'agissant des institutions qui s'activent dans le micro-crédit, malgré le fait qu'elles permettent aux femmes d'investir plusieurs domaines de la vie économique, elles déplorent la faiblesse du montant des crédits qui leur sont octroyés ce qui limite un peu le développement de leurs activités. Cependant malgré la forte présence institutionnelle, on note une déconnexion liée au manque de formation et à la non implication des bénéficiaires dans les processus de prise de décision des programmes. Cette déconnexion peut aussi découler de la centralisation des opportunités aux niveaux des instances dirigeantes.

Concernant les autres types d'institutions comme l'Etat, les municipalités, les populations développent des perceptions négatives à leur endroit dans la mesure où elles fonctionnent selon une logique électorale. D'ailleurs, elles font remarquer que les conseillers ruraux et municipaux qui détiennent les informations sur les activités des projets les détournent au profit de leur électorat ou de leur localité.

C'est ce que souligne M.D. en affirmant : « Baadoolo boo jis noonu buur lë » (les intérêts des gens simples sont toujours opposés à ceux des gouvernants).

Pour les institutions comme l'école et les structures sanitaires, outre leur insuffisance, les populations déplorent la qualité des prestations qui y sont livrées, leur coût très élevé et le manque de personnel qualifié. De plus, les populations sont particulièrement attentistes, elles n'innovent pas en matière de stratégies, elles comptent sur l'action coordonnée de ces institutions pour sortir de la crise.

Impact des perceptions sur la pauvreté et le bien être dans l'organisation des cités et villages :

Confrontées à l'exode rural et à l'explosion démographique, les villes ont de plus en plus du mal à satisfaire la demande au niveau de l'habitat. Cette situation n'est pas sans incidence sur le prix des terrains. Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, les ménages éprouvent beaucoup de difficultés à accéder aux terrains, et, dans ce cas de figure la seule alternative qui se présente pour eux est d'aller s'établir au niveau des quartiers périphériques. Entraînant de ce fait une distinction nette entre ces nouveaux quartiers qui abritent une part importante des ménages très pauvres et les anciens quartiers où l'on retrouve les ménages pauvres et moyennement aisés.

La distinction établie par les enquêtés entre ces deux types de quartier, a trait au caractère irrégulier des quartiers périphériques surnommés « fak dëk » ou cités perdues. Cette particularité combinée à la faiblesse du niveau de vie font que les ménages éprouvent beaucoup de difficultés à avoir accès à certains services : (eau, électricité, téléphone, etc.). La nature précaire de l'habitat tranche aussi d'avec celle des autres quartiers. En sus de cela les habitants déplorent la non prise en charge de leur quartier par les institutions qu'ils estiment éloignées de leur lieu d'habitation. Selon ces populations l'explication à une telle situation est à rechercher dans la non prise en compte de leurs préoccupations par les autorités en raison de leur dénuement et de leur sous représentation dans les instances de prise de décision.

En outre elles estiment être victimes d'une stigmatisation de la part des habitants des autres quartiers du fait de ce découpage qui entraîne cloisonnement et perception négative à leur endroit « lu ñaaw lu ñu jël tekko sunu der yi lu bon luñu waxal ñune atan nañu ko ». Partant, elles reconnaissent que cette stigmatisation est en partie à l'origine de la non représentativité des institutions dans leur quartier et de la faiblesse des interventions de la commune.

Mais dans leur appréciation de cette stigmatisation les populations sont plus proches du rejet que de l'acceptation. C'est ce que souligne A.D. en affirmant « Je considère que nos conditions de vie entrent dans le cadre du développement normal d'une ville. Donc pour ceux qui comprennent cela, ils ne sauraient entretenir une quelconque forme de stigmatisation à notre endroit ».

Actions et stratégies prioritaires dans la planification de la réduction de la pauvreté :

« Defal nit bamu am lim bĕg yĕp yombul, waye boo ko defale li ko gĕnĕ yiteel wac nga ». De plus en plus, les populations, si elles affirment avoir besoin de l'appui de l'Etat et des institutions, estiment être conscientes que cet appui ne saurait suffire pour régler les problèmes auxquels ils sont confrontés. Ainsi, cette priorisation devrait permettre la mise en œuvre d'une stratégie tendant à libérer les potentialités individuelles et collectives, la finalité étant la promotion de l'auto développement. Dans le but de soutenir cette action, l'enquête de terrain permet de dresser une typologie des stratégies de sortie de crise à partir des priorités définies par les populations :

- lutter contre le déficit en eau qui constitue le principal frein au développement de l'agriculture et de l'élevage par l'implantation de forages, de puits, l'installation d'adduction d'eau, la reprise du programme des vallées fossiles qui à leurs yeux constituent la seule alternative au manque d'eau. Ce problème de l'eau est d'autant plus urgent à résoudre selon les populations que : « ku jangul bay ak sam rek nga am ».
- lutter contre le chômage par la création d'emplois. Dans ce domaine, les populations estiment ne pas être très exigeantes et que leur désir majeur est d'avoir une occupation, « am ci lu ñu jàp ». Néanmoins, dans un premier temps elles affirment que le financement de projets collectifs, l'installation d'usines, l'allègement des procédures d'obtention de crédit et l'élargissement de ce programme à toutes les couches de la population permettront de résorber les problèmes du sous emploi. Faciliter les procédures d'obtention des visas pour les candidats à l'émigration.
- Faciliter les procédures d'obtention des visas pour les candidats à l'émigration.
- Décentraliser les institutions pour les rendre plus accessibles avec l'implantation d'infrastructures sanitaires équipées et disposant d'un personnel compétent ; l'édification d'écoles en ciblant les zones qui en sont dépourvues.
- Réduire le coût de la vie et des facteurs de production : les denrées alimentaires, les ordonnances ; les semences et intrants.
- Revoir les politiques de distribution de semences et de vente des produits de la récolte : à ce niveau, les populations affirment ne recevoir que 150kgs d'arachide par ménage, ce qui est insuffisant et en plus ils le reçoivent tardivement. Pour ce qui est de l'écoulement des produits de la récolte, les populations estiment avoir beaucoup de difficultés à recouvrer leur argent issu de la vente et certains ont

été obligés d'aller retirer l'arachide déposée six mois plutôt pour le revendre sur le marché, ce qui a causé d'énormes pertes.

- Reprendre la politique de distribution de vivres surtout pendant la période de soudure pour permettre aux agriculteurs de pouvoir s'occuper des travaux champêtres sans avoir à se préoccuper des questions alimentaires.
- Dans le domaine de l'élevage, augmenter le nombre de parcours pour le bétail et de pare feux pour lutter contre les feux de brousse. Il faudrait également selon les pasteurs, réglementer l'entrée de bétail provenant des pays limitrophes.
- Augmenter les points d'eau pour les troupeaux et réduire le coûts des aliments de bétail en fonction de la disparition du tapis herbacée. Il faut aussi veiller à la santé animale en mettant à la disposition des pasteurs un personnel qualifié et en nombre suffisant mais aussi très mobile pour pouvoir suivre les troupeaux dans leur transhumance.
- Assurer la sécurité des biens et des personnes face à la recrudescence des vols de bétail.
- Généraliser les programmes d'allégement des travaux des femmes en les dotant de moulins à mil, de décortiqueuses, de batteuses, etc. et augmenter les montants des crédits qui leur sont octroyés afin d'accroître leur capacité économique.
- Appuyer les collectivités dans la première phase de la décentralisation et renforcer le contrôle des agents de l'Etat.
- Désenclaver certaines zones par la mise en place de pistes de production et par l'extension des réseaux d'électrification et de télécommunication.
- Mettre en place de banques de céréales et constituer un filet de sécurité afin d'aider les populations en cas de catastrophes.
- Lutter contre la corruption et favoriser une gestion transparente des projets et programmes s'adressant aux populations.

Conclusion : comment se construisent les perceptions relatives à la pauvreté :

Les représentations collectives sont le produit d'une immense coopération qui s'étend non seulement dans l'espace mais dans le temps ; pour les faire, une multitude d'esprits ont associé leurs idées et leurs sentiments. Ce sont ces idées qui en se solidifiant, aboutissent à un bloc de sentiments qui se trouvent à la base des perceptions que les acteurs se font de leur situation. Ainsi, les perceptions relatives à la pauvreté s'établissent en référence à plusieurs facteurs spécifiques à chaque groupe social partageant les mêmes conditions d'existence.

Parmi les références que nous avons relevé au cours de cette étude, on peut noter celles relatives :

- Aux valeurs morales et culturelles dont le bouleversement ou l'effritement est conçu comme facteur aggravant de la pauvreté. En effet, selon les populations, la solidarité qui était à la base de ces valeurs a tendance à disparaître, ce qui contribue à accroître le fossé entre les différentes catégories socio-économiques.
- Aux matérialités : comme nous avons eu à le souligner, les populations dans leur perception de la pauvreté, la définissent souvent comme un manque. Le rapport aux matérialités apparaît dès lors comme l'échelle permettant de classer les différentes catégories socio-économiques. En même temps qu'il a un effet structurant quant à la définition de ces catégories, le rapport aux matérialités varie en fonction de celles-ci.
- A la religion : elle est évoquée non seulement pour justifier l'existence de la pauvreté « yalla mo sedële waaye yamale wul » mais également pour montrer qu'elle est entretenue par l'action des hommes. Ces deux dimensions sont à l'origine d'un mouvement contraire : attitudes de résignation pour ceux qui pensent que la pauvreté est une sanction mais également développement de stratégies de sortie de crise pour ce qui la prennent comme une épreuve « nattu » donc passagère, d'ailleurs ils n'hésitent pas à parler de panne .
- Aux points de rupture qui servent à établir la chronologie des faits structurants de la pauvreté. La plupart du temps c'est en faisant référence à des événements survenus à un niveau individuel (perte d'emploi, divorce, maladie et décès du soutien de famille, etc.) ou collectif (sécheresse, dévaluation du FCFA, etc.) que les enquêtés appréhendent la pauvreté : « fofu la joge, tarde » .
- Au modèle extérieur qui sous-tend la logique d'extraversion des stratégies de sortie de crise particulièrement chez les jeunes. De ce fait, la pauvreté est liée à l'exercice ou non de certaines activités.

Cinquième partie : recommandations :

Recommandations de ciblage pour atteindre les pauvres dans différents programmes de développement :

Les enquêtés déplorent leur non implication dans l'élaboration, l'exécution des programmes et politiques de développement. Ils estiment que ces projets très souvent conçus au sommet ne prennent réellement un sens qu'au niveau opérationnel où ils sont effectivement vécus. Ainsi, la solution réside dans le développement des approches participatives, seule voie permettant de libérer les potentialités individuelles et collectives, la finalité étant de restituer aux hommes leur pleine aptitude à l'auto développement. La déficience notée dans l'approche et l'application des politiques de développement met en exergue l'insuffisance de la prise en charge d'une dimension qui leur est intimement liée : le ciblage des zones et des populations bénéficiaires. Pour corriger cette insuffisance dans le ciblage,

- Il faut mettre l'accent sur les zones les plus vulnérables qui seront définies à partir d'un classement établi par les populations et qui permettra de disposer d'une cartographie de la vulnérabilité.
- Il faut intervenir en fonction des besoins des différentes catégories socio-économiques (femmes, jeunes, hommes, personnes du troisième âge).
- Il faut réorienter l'action des institutions en fonction de ces besoins pour aboutir à une rationalisation des efforts de développement en ce qui concerne l'utilisation des ressources humaines et financières afin d'atteindre les priorités dégagées par les populations.
- Il faut mettre en place des équipes pluridisciplinaires plus aptes à identifier les tendances et opportunités des zones d'intervention.

Recommandations générales :

Si les programmes et politiques de développement visent l'amélioration des conditions de vie des populations, ils ne s'adressent généralement qu'à certaines catégories sociales et concernent des localités bien déterminées. Cependant à partir de la construction des perceptions des populations sur la pauvreté, il est possible de faire un meilleur ciblage en fonction des facteurs déterminants de la crise notamment les points de rupture, les stratégies mises en œuvre et les actions prioritaires mais également des zones les plus vulnérables.

S'agissant des points de rupture, il faudra dans un premier temps s'atteler à apporter des solutions à ceux d'ordre collectif en mettant en place des fonds de solidarité, un filet de sécurité pour assurer la distribution de vivres au niveau des zones les plus exposées, mais également en initiant un programme d'indemnisation des populations en cas de catastrophes. Dans un second temps et concernant les points de rupture survenant à un niveau individuel, il faudra par une politique dynamique de création d'emplois, veiller à augmenter le nombre de pourvoyeurs de ressources au sein des ménages car le plus souvent c'est la perte de capacités du soutien de famille qui enclenche ou accentue le processus de paupérisation.

En ce qui concerne les stratégies mises en œuvre par les acteurs-« taxale, lijenti »- elles ont souvent pour soubassement le manque de formation et de qualification mais aussi l'inorganisation de certains secteurs de production, c'est ce qui explique le fait que la plupart des acteurs investissent le secteur informel.

La solution résiderait dans la mise en place de programmes de formation en direction de ces catégories mais également à apporter une plus grande lisibilité au niveau du secteur informel, ce qui permettrait d'ajuster les programmes et politiques de développement aux stratégies développées par les populations, grâce à la cohérence qui résulterait de cette réorganisation.

Il faudrait arriver à inciter les émigrés à participer au développement de leur région par des investissements dans des secteurs productifs pouvant générer des emplois, ce qui du coup pourrait avoir pour effet de freiner les flux migratoires.

Il faudrait aussi renforcer les capacités des Organisations Communautaires de Base (OCB) par la formation et l'encadrement de l'ensemble de leurs membres et étendre leurs activités à toutes les couches sociales. Dans cette perspective, les financements et crédits octroyés pour l'initiation de micro-projets doivent être augmentés et ouverts aux hommes et aux jeunes.

Les actions prioritaires qui ont été établies à partir des aspirations des populations doivent servir à orienter les interventions des institutions s'activant dans la perspective de l'aide au développement.

Dans le domaine de la santé, en plus de la décentralisation des infrastructures sanitaires, il sied d'étudier les modalités permettant de réduire les coûts des consultations et de rendre plus accessibles les médicaments. Une solution serait

par le biais de l'insémination. Même si ce programme a déjà commencé, il sied de l'étendre à toutes les zones et d'assurer le suivi des vaches inséminées.

Généralement les zones les plus vulnérables sont celles qui sont enclavées et très difficile d'accès. Le désenclavement, par l'installation de pistes de production et l'extension des réseaux électrique et téléphonique, permettrait d'augmenter les opportunités et d'exploiter les potentialités qu'offrent ces zones .

Nous voudrions terminer cette partie en insistant une fois encore sur la nécessité de développer l'approche participative dans l'élaboration, l'exécution et le suivi des programmes et projets destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations. La mise en œuvre du projet des bassins de rétention nous a permis si besoin en était encore, de saisir l'importance de ce type d'approche pour identifier les besoins des populations et promouvoir l'auto développement. En effet, les populations rencontrées sur le terrain déplorent le fait qu'elles n'ont pas été consultées quand au choix du lieu à aménager, elles ont seulement été dotées de pelles et de brouettes alors que le sol y est marécageux, mais au delà de l'aménagement c'est le problème de l'opportunité d'un tel projet qui est posé. Interrogées sur les motivations réelles de leur présence-nous avons trouvé les habitants de quatre villages qui travaillaient sur le site- elles ont répondu qu'elles y étaient plus pour donner l'impression de se soumettre à l'autorité, « waxu buur waaw la sant waaye jeem tële ken du ci caw ken ». Ce refus déguisé des populations trouvent son origine dans le fait que le marigot même avant son aménagement leur causait beaucoup de désagréments. Du fait du manque d'eau, des transhumants viennent s'établir aux abords du marigot pendant l'hivernage. Or les riverains utilisent cette eau non seulement pour leur troupeau mais également pour leur propre consommation. Ainsi de l'avis de ces villageois l'existence de l'eau au niveau du marigot leur pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Car hormis le fait que la grande concentration de troupeau détruit la qualité de l'eau- les populations l'appellent leur forage-et apportent des maladies diarrhéiques, elle a un effet négatif sur la santé de leur troupeau et sur le tapis herbacé qui disparaît avec la fin de l'hivernage les jetant sur les chemins de la transhumance plutôt que prévu. Par ailleurs ils estiment que deux mois après l'arrêt des pluies, les bêtes qui continuent de s'abreuver au niveau du marigot contractent une maladie appelée « yargtil ». Ainsi un habitant du village de louye nous a révélé avoir vendu 70 moutons atteints de cette pathologie mortelle en une journée pour espérer sauver le reste de son troupeau. Prenant en compte tous ces paramètres et estimant que l'aménagement du bassin va accentuer le mal, les populations, pour ce projet basé sur leur participation adoptent la stratégie consistant à s'impliquer dans un premier temps pour (comme elles le soulignent) éviter de frustrer l'autorité et par la suite à demander qu' on envoie des tracteurs pour dessoucher les arbres, une façon disent elles de contrecarrer la réalisation du projet.

Sixième partie : Annexes

Documents Consultés

Congad (cellule régionale) : Rapport de synthèse du travail de recensement des ONG de la région de Louga - Janvier 1998

MEFP/DPS : Situation Economique et Sociale de la région de Louga Edition 1998-

MEFP/DPS - Service Régional de Louga : Quelques éléments sur les et les manifestations de la pauvreté dans la région de Louga - janvier 2000

Sokhna Mariétou Diallo 50 ans Commerçante
Issa Dia 43 ans Cosceur
Soukeyna Fall 34 ans Gérante de borne fontaine
Penda Niang 43 ans Ménagère
Ndèye Kassé 45 ans Vendeuse de poisson
Baye Fall 24 ans chomeur
Pape Ndiaye 49 ans
Ndèye Ndiaye 42 ans Lingère
Anna Fall 20 ans Domestique
Mansour Guèye 26 ans Relais PNC
Daouda Ba 42 ans Chomeur
Pape Samba Diagne 30 ans Chomeur

Keur Serigne Louga

Aliou Galllo Ba 70 ans
Bineta Guèye 30 ans ménagère
Oumar Loum 40 ans menuisier métallique
Khadim Diouck 23 ans menuisier
Cheikh Fall 29 ans maçon
Allé Ndiaye 37 ans émigré
Ass K ébé 26 ans émigré
Makha Camara 30 ans tailleur
Ndene Diop 25 ans eleve instituteur
Mor Diagne 30 ans journalier SONACOS
Abdoulaye Camara 35 ans gardien

Communauté rurale de Leona

Samba Diaw President de la communauté rurale
Nguissaly Khole 45 ans Présidente des groupements féminins de la C.R
Ngaido Seck 39 ans commerçante
Marieme Sene 45 ans commerçante
Seynabou Ndiaye 37 ans commerçante
Mbathio Ndiaye 40 ans commerçante
Ndeye Diaw 49 ans commerçante
Fadioum Ndiaye 50 ans commercante
Madiop Wade 49 ans cultivateur
Djiby Diaw 31 ans agent de projet
Babacar Diaw 32 ans commercant
Khady Seck 17 ans menagere
Babacar Ndiaye 30 ans macon
Mame Seye Wade 18 ans menagere
Fatou Niang 19 ans menagere

Amadou Abdoulaye Ndiaye 28ans Tailleur
Samba Ndiaye 25 ans commerçant
Amar Ndiaye 31 ans commerçant
Daouda Dieng 40 ans cultivateur
Mamadou Ndiaye 31 ans cultivateur
Makhtar Diaw 30 ans commerçant

Communauté rurale de Mbediene

Fallou Diop président de la communauté rurale
Abdou Manane Seye 70 ans chef de village
Momar Diouck 65 ans cultivateur
Abdourahmane Seye 53 ans
Serigne Modou Diop 64 ans
Mbaye Bassel 46 ans
Dame Diaw 54 ans
Malick Diaw 47 ans
Ndongo Ba 64 ans
Kabou Ba 49 ans
Alassane Ba 55 ans
Cheikh Ba 49 ans
Aliou Diaw 56 ans
Talla Niang 54 ans
Abdoulaye Sylla 53 ans
Moustapha Ba 60 ans
Abdou Mbow 58 ans
Alla Seye 47 ans
Serigne Diouck 40 ans
Bassirou Mbow 62 ans
Dame Diao 58 ans
Ndiaga Diop 46 ans
Thiama Ngom 49 ans ménagère
Binetou Dieng 39 ans
Ndeye Sylla 35 ans
Baly Seye 38 ans
Ndeye Ndiaye 37 ans
Maguette Seye 30 ans

Galayel

Ousmane Ba président Communauté rurale
Moussa Sow 43 ans chef de village, marabout
Ousmane Ba 29 ans cultivateur, éleveur
Demda sow 42 ans dioula

Fatoumata Ka 20 ans ménagère

KEBEMER

Le préfet de la commune

Le maire

Le chef de CER

Quartier Mbassine

Mbaye Kebe 70 ans chef de quartier

Walo Diop 30 ans ménagère

Mane Sene 32 ans ménagère

Mouhamadou Djimbira 40 ans commerçant

Abdoulaye Sow 38 ans mécanicien

Abdoulaye Djimbira 40 ans maçon

Fadel Djimbira 42 ans chanteur religieux

Mame Faye 37 ans teinturière

Gala

Gora Diop 67 ans chef de quartier

Pape Ndiaye 29 ans menuisier

Modou Mbaye 27 ans étudiant

Ibra Gueye 30 ans apprenti auto

Amadou Ndiaye 22 ans tailleur

Ndeye Khady Diouf 28 ans ménagère

Mame Thiane Mbengue 22 ans élève

Médina

Massamba Syll 61 ans chef de quartier

Binetou Seye 27 ans ménagère

Ndeye Kebe Syll 21 ans ménagère

Bara SY 40 ans commerçant

Matar SY 42 ans commerçant

Thithia Sarr 41 ans commerçant

Kandji

Mor Niang 60 ans cultivateur

Aly Kaire 62 ans cultivateur

Balla Ndao 65ans

Ibra Pene 63 ans

Khalifa Samb 59 ans

Cheikhou Pene 61 ans
Ndiogou Fall 63 ans
Daouda Diagne 23 ans
Bandji kaire 27 ans
Aidara Dieng 30 ans
Dame Mbaye 29 ans
Abdou Dieng 30 ans
Modou Pene 23 ans cordonnier
Balla Ndaw 26 ans cultivateur
Talla Ndaw 28 ans cultivateur
Mahary Pene 30 ans pasteur
Modou Ndiaye 28 ans marchand ambulant
Coura Ba 40 ans ménagère
Ndack Beye 39 ans
Dior Carey 28 ans
Ndeye Camara 37 ans
Amy Ndiaye 42 ans
Maty Ngom 44 ans
Fatma Sylla 27 ans
Aissa carey 26 ans

Guy rene

Sidy Diop 63 ans chef de village
Modou Diop 26 ans marchand ambulant
Daouda Diop 28 ans
Papa Ndiaye 23 ans
Tali Diop 23 ans
Cherif Diop 19 ans
Madiop Gueye 18 ans apprenti auto
Cheikh Fall Diop 19 ans
Nogaye Beye 35 ans menagere
Anna Gueye 33 ans
Fary Dieng 32 ans
Khady Ndiaye 42 ans
Nogaye Diop 47 ans
Seynabou Diop 49 ans
Ndieme Diop 33 ans
Yague Ndiaye 30 ans
Seynabou Diagne 29 ans
Fadaro Kane 28 ans
Modou Diop 61 ans cultivateur
Kocky Diop 59 ans
Modou Lo Diop 67 ans

Daouda Fall 65 ans
Ndiaga Diop 62 ans

Noufle

Mass Samb PCR Kanen ndiob
Bineta Sow 28 ans ménagère
Dioulde Sow 29 ans
khardiata sow 30 ans
Mayo Sow 30 ans
Aminata Sow 27 ans
Diereby Sow 37 ans
Fatimata Sow 35 ans
Fatoumata Ba 40 ans
Aida Tall 45 ans
Salif Sow 47 ans pasteur
Amadou Sow 50 ans journalier CSS
Yoro Sow 49 ans pasteur
Demba Sow 46 ans pasteur

LINGUERE

Le prefet de la commune
L'adjoint au préfet
Le chef de CER
Le chef du service régional de la direction du développement communautaire

Linguere Njambor

Oumar ndiaye 72 ans chef de quartier
Leyle Ndiaye 44ans commerçante, présidente communale des GPF
Khouda Ndiaye 37 ans commerçante
Daba Ndiaye 38 ans
Soukeyne Ndaw 38 ans
Diakha Ndiaye 40 ans

Linguere Coumba

Cheikh Guisse 32 ans gérant telecentre
Ale Thiam 30 ans chômeur
Oumar Ka 29 ans
Aly Sow 28 ans
Amadou Thiam 42 ans
Anta Sene 37 ans ménagère
Mously Gueye 38 ans
Awa Gueye 36 ans
Coumba Mbaye 35 ans

Dior Niang 36 ans
Khady Ndiaye 33 ans

Diallou Rail

Arame Thiam 35 ans ménagère
Daouda Lacor 67ans chef de quartier
Abdoulaye Lacor 42 ans menuisier
N'deye Mbayang Sene 28 ans ménagère
Rokhaya Seye 29 ans
Bineta Fall 35 ans
Jules Diop 33 ans volontaire de l'éducation

Bely Tati Serer

Abdou bebel ka PCR Gassane
Diomaye Diouf 56 ans chef de village
Gora Diaw 54 ans agriculteur
Saliou Dieng 27 ans boulanger, agriculteur
Babacar Ndiaye 21 ans charretier, éleveur cultivateur
Daba Faye 25 ans domestique
Maimouna Faye 40 ans ménagère
Ndene Faye 65 ans agriculteur
Binetou Mar 39 ans ménagère
Awa Loum 35 ans
Amy Sene 27 ans
Daba Dione 29ans
Coumba Diouf 33 ans
Awa Faye 55 ans
Fatou Ndour 49 ans
Aissatou Faye 43 ans
Aisseta Dieng 32 ans

Louy Wolof

Arona Gueye 65 ans chef de village
Abdoul Sow 50 ans pasteur, agriculteur
Idy Sene 53 ans
Birane Seck 60 ans
Amadou Ba 47 ans
Samba Sow 45 ans
Djiby Ba 43 ans
Badou Gueye 39 ans
Mbayang Sene 36 ans ménagère
Ndioba gaye 50 ans
Oumy Gaye 45 ans

Amy Diaw 35 ans

Boussobe

Birahim Molo Ka chef de village

Coumba Ba 35 ans ménagère

Mboya Sow 56 ans

Aminatou Ka 42 ans

Nene Dieng 27 ans

Soukeyne Tabane 26 ans

Calendrier de l'étude

LOCALITES	JOURS
LOUGA	
Médina Salam	04/06/01
Médina Garage	05/06/01
Keur Serigne Louga	06/06/01
Léona	07/06/01
Galayel	08/06/01
Keur Mor Abdou Seye	09/06/01
LINGUERE	
Linguere Njambor	11/06/01
Linguere Coumba	12/06/01
Diallou Rail	13/06/01
Bely Tati Sereer	14/06/01
Louy	15/06/01
Boussobe	16/06/01
KEBEMER	
Mbassine	18/06/01
Gala	19/06/01
Medina	20/06/01
Kandji	21/06/01
Guy Rene	22/06/01
Noufle	23/06/01

Guide d'entretien :

1- Le bien être

1-1 Comment les groupes sociaux définissent-ils le bien être et la qualité de la vie, le mal être et la qualité de la vie

Définitions locales du bien être, de la privation, de la vulnérabilité, du mal être et de la pauvreté

Comment les acteurs sociaux perçoivent-ils la notion de sécurité, le risque, la vulnérabilité, les opportunités qui se présentent à eux, l'exclusion sociale, le crime, le conflit.

Comment changent ces perceptions en fonction du temps ? quels sont les critères de base utilisés par ces groupes pour définir le bien être ? Ces critères changent-ils en fonction des catégories socio-économiques.

1-2 Comment les pauvres perçoivent-ils la notion de sécurité, de risque, de vulnérabilité, d'opportunités, d'exclusion sociale, de crime et de conflit. Comment évoluent ces notions dans le temps ?

Risque, insécurité et vulnérabilité

- Comment les pauvres définissent-ils l'insécurité, la sécurité ?
- Existe-t-il des différences entre ces deux notions ?
- Quelles sont les stratégies pour faire face à la sécurité et l'insécurité ?
- Existe-t-il des individus / groupes qui sont plus en (in) sécurité que d'autres au sein de la communauté ?
- Quelles sont leurs caractéristiques ?

Opportunités, mobilité sociale et économique

- Comment les pauvres perçoivent-ils les opportunités qui leur sont offertes ?
- Comment perçoivent-ils la mobilité sociale en relation avec ces opportunités ?
- Quels sont les conséquences de ces changements ?
- Quels sont les individus/ groupes sociaux qui en bénéficient le plus ?
- Quels sont les individus/ groupes qui sont négativement affectés par cette mobilité sociale ? pourquoi ?
- Est-il possible, dans leur perception qu'ils sortent de la pauvreté ?
- Ont-ils besoin de quelqu'un pour en sortir ?
- Aimeraient-ils en sortir ?

Exclusion sociale

- Quels sont les individus/ groupes sociaux qui vivent en marge de la société, en marge des prises de décisions de la communauté ?
- Pour quelle raison ? sur quel base ?

- Quel est l'impact de cette exclusion sur l'attitude de ces groupes ?
- Est-il possible de les impliquer dans les prises de décisions de la communauté ?
- Existe-t-il des différences entre l'exclusion sociale et la participation communautaire ?

Cohésion sociale, crime et conflits sociaux

- Comment les pauvres définissent-ils la cohésion sociale ?
 - Comment la cohésion sociale est-elle perçue avant et aujourd'hui ?
 - Le conflit et le crime sont-ils perçus de la même manière aujourd'hui qu'hier ?
 - Existe-t-il des tensions et des conflits sociaux entre les groupes de la communauté ? pour quelles raisons ? qui sont ces groupes ?
 - La perception de la cohésion sociale, du crime et du conflit a-t-elle changé au cours du temps ?
- 1-3- Comment les individus et groupes font-ils face au bien être et comment ils développent des stratégies pour faire face à la vie ?
- Note t-on des changements dans l'ampleur et le type de catégories de bien être durant ces dix dernières années ?
 - Quels sont les critères pour déterminer les catégories qui ont changé au fil des années ?
 - Quels sont les causes de ces changements ?
 - Quels sont leurs impacts dans la vie des pauvres ?
 - Quelles sont les typologies éventuelles (soudaine, saisonnier, structurel, cyclique, chronique)
 - Comment les pauvres font-ils face à ces changements ?
 - Comment projettent-ils les changements dans le futur ?

2-Problèmes et priorités des pauvres

2-1- Lister les problèmes prioritaires auxquels font face les différents groupes au sein de leur communauté et leurs priorités

2-2- Existe t-il des différences entre les problèmes et priorités concernant les expériences des différents groupes avec l'âge, le genre, la hiérarchie sociale, le bien être économique ?

Identifier les problèmes auxquels les pauvres sont confrontés

2-3- Quels sont les problèmes qui ont changé au fil du temps ?

3-Analyse institutionnelle

3-1- Quelles sont les institutions les plus importantes dans la vie des populations pauvres ?

- Quelles sont les institutions formelles, informelles qui influencent négativement ou positivement la vie des populations ?